

# SILENCE

ÉCOLOGIE  
ALTERNATIVES  
NON-VIOLENCE

N°204  
MAI 96

23 F

Les autres voix  
de la Planète

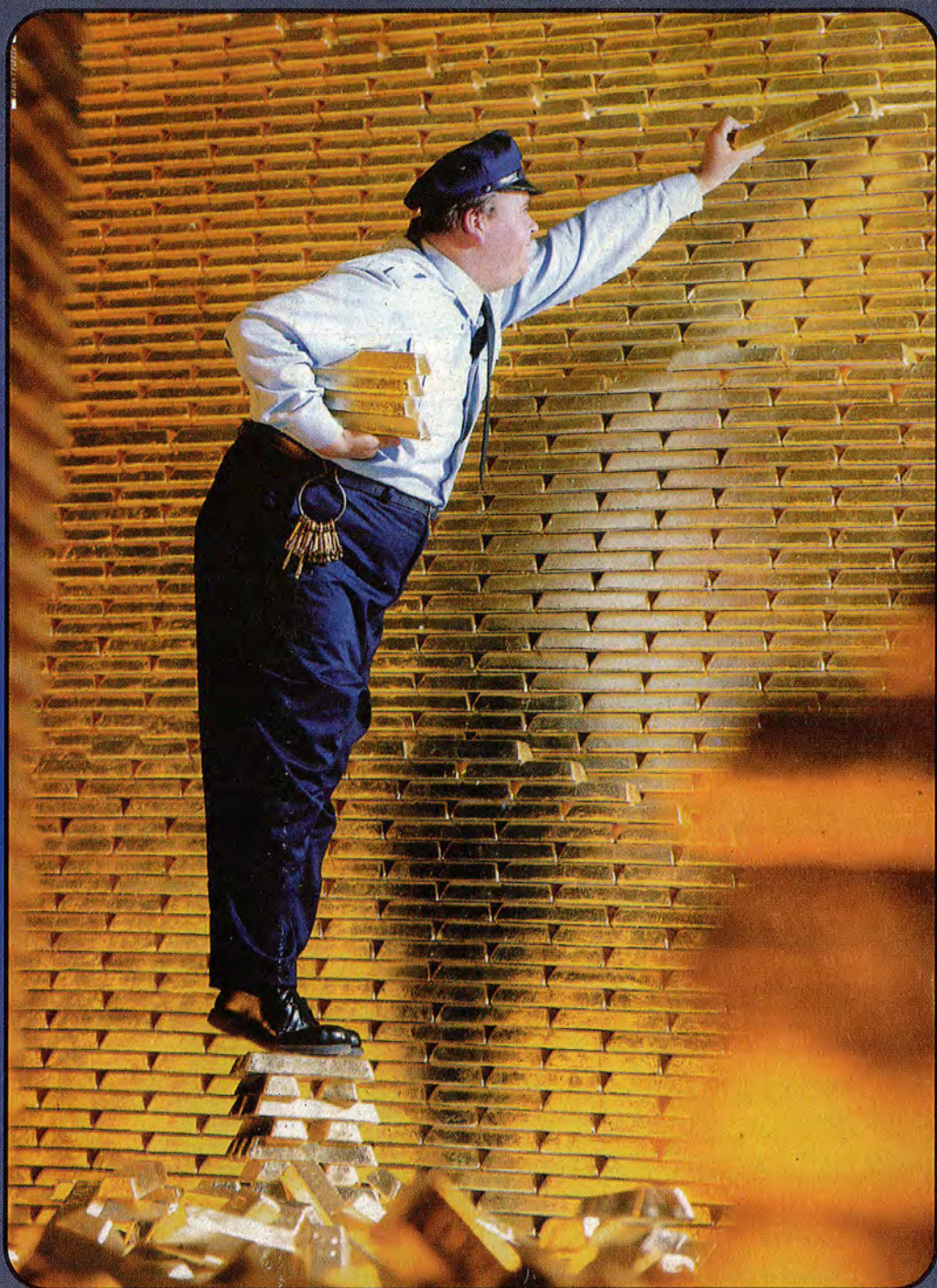
- AJUSTEMENT  
STRUCTUREL ET  
AUSTERITE  
BUDGETAIRE
- L'HERITAGE DE  
BRETTON WOODS

Algérie

LES FEMMES  
LEVENT LE VOILE  
SUR L'INTEGRISME

Moi, ma santé (6)  
ASSAINIR NOTRE  
ENVIRONNEMENT

Tribune Libre  
POUR UNE  
NOUVELLE CULTURE  
DU TRAVAIL



# G7 : L'ARGENT D'ABORD

# Sommaire

## Sommet du G7

- Ajustement structurel et austérité budgétaire de *Ecoropa* et *FIAN*..... page 4
- Campagne de cartes postales ..... page 7
- L'héritage de *Bretton Woods* de *Jim Barnes*.....page 9

## Alternatives ..... page 12

- Agriculture bio en développement

## Environnement ..... page 14

- Canal Rhin-Rhône
- Barrages
- Ozone
- Transports
- Air
- Déchets

## Femmes ..... page 17

- Les femmes aux allumettes

## Algérie : les femmes lèvent le voile sur l'intégrisme de *Hélène Michelin* ..... page 18

## Energies ..... page 20

## Nucléaire ..... page 22

- Durée de vie des centrales
- L'opposition aux déchets

## Annonces ..... page 23

## Paix ..... page 24

- Armée de métier
- Essais nucléaires, suite...

## Politique ..... page 26

- Rencontre Voynet-Waechter

## Nord-sud ..... page 27

- Festival "Films du Sud"

## Moi, ma santé (6) : Assainir notre environnement de *Serge Mongeau* ..... page 28

## Santé ..... page 32

- SIDA
- Amiante

## Société ..... page 33

- La ronde des sans-papiers

## Pour une nouvelle culture du travail de *Geneviève Corajoud*.... page 34

## Livres ..... page 36

## Courrier ..... page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 5 avril 1996.

# Thérèse Régny



Thérèse Régny (que certains ont connu sous son nom de jeune fille Thérèse Troivaux ou de son premier mari Thérèse Hanniet) nous a quittés au tout début du printemps. Prof de français à la retraite, elle a, pendant plus de dix ans, fait la chasse aux fautes d'orthographe dans Silence. Une vocation puisqu'avant Silence, elle avait déjà été correctrice à Combat-Non-Violent dans les années 70. Militante du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN), du Mouvement pour la paix le désarmement et la liberté (MDPL) et des Verts, en Saône-et-Loire, puis dans le Rhône et enfin dans la Loire, elle a longtemps animé la commission Paix des Verts. Peu intéressée par

les élections, elle a surtout offert son temps à la réflexion et à l'organisation de ces mouvements. Amie de l'Arche, elle avait apporté à Silence son importante capacité de modération.

Se sachant atteinte d'un cancer du foie, elle avait tenu à assumer ses tâches militantes jusqu'à ces derniers mois. Elle avait 69 ans.

Les fautes d'orthographe de ce numéro lui sont dédiées.

## Assemblée générale

La revue Silence est gérée par l'association du même nom. L'adhésion à celle-ci - qui n'a rien à voir avec l'abonnement - se fait par cooptation des bénévoles les plus actifs. Elle compte actuellement une quinzaine de personnes. Comme chaque année, elle tiendra son assemblée générale. Celle-ci aura lieu le samedi 1er juin à partir de 10h30. A l'ordre du jour : les bilans de l'année écoulée (rédaction, finances, déménagement, relationnels...) et les perspectives pour l'année 96-97. Si seuls les adhérents peuvent voter, la réunion est ouverte à qui le veut. On y abordera les développements possibles suivants : organisation d'un colloque pour les quinze ans de Silence, fin 1997, sur le thème "Small is beautiful", campagne de recherche d'abonnés, etc...

## SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"

9 rue Dumenge, 69004 LYON

Tel: 78.39.55.33.

CCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tel : 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution : 2ème trimestre 1996

Tirage : 3 700 ex

## Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda  
Vice-Présidente : Perline  
Trésorière : Myriam Cognard  
Administrateur : Jacques Caclin-Mpouma

## Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda

Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Michel Jaru

Publicité : Michel Jaru

Relations commerciales : Eve Malafosse

Documentation : Claude Crotet

Rédaction : Christian Glasson

Francis Vergier

Sylviane Poulenard

Michèle Dussaut-Delorme

Patrice Bouveret

Conseillers scientifiques : Roger Bernard

Richard Grantham

Jacques Grinevald

Henri Peral

Henri Pezerat

André Picot

Dessinateurs : Alho

Mulo

Lasserpe

Correctrices : Catherine Forestier

Chantal Grosollard

Conception maquette : Hubert Plisson

Expédition : Maloin

Deborah Blache

Christiane Chapon

Loïc Gaudin

Bernard Perez

Vincent Martin

Christian Rony

Xavier Séradine

Myriam Travostino

Raymond Vignal

Suzanne Vignal

Georges David

Alain Claude-Gallié

René Hamm

Eric Marquis

José Oria

Mireille Oria

Jean-Luc Thierry

Et pour ce numéro : Jim Barnes

Antoine Bonduelle

Geneviève Corajoud

ECOROPA

FIAN

Serge Grass

Boualem Khellifi

Serge Mongeau

Emmanuel Moreau

Hélène Michelin

Couverture :

Détournement d'une pub EDF !

## Pour participer au journal

### N°205 - Juin

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 20 avril à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 3 mai à 12 h

Expédition :

mercredi 15 mai à 18 h

### N°206-207 - Juillet-Août

Comité de rédaction et clôture des articles :

vendredi 24 mai à 20 h

Clôture des brèves :

vendredi 31 mai à 12 h

Expédition :

vendredi 14 juin à 18 h

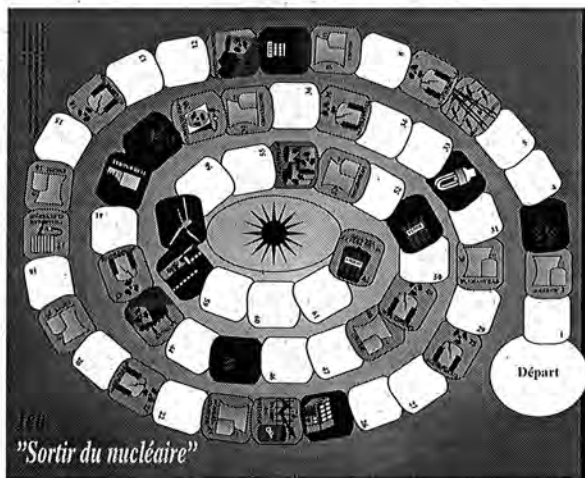
Le journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Un repas à 21h30 est offert par Silence.

## Souscrivez et gagnez un jeu "Sortir du nucléaire"

Afin de compléter la somme nécessaire à l'achat de notre part au sein de la société propriétaire de nos locaux (150 000 F sur 660 000 F), nous vous invitons à faire un don à notre compte "Un toit pour l'Ecologie". Et pour vous encourager à participer, nous enverrons un jeu "Sortir du nucléaire" à toute personne qui fait un don d'au moins 100 F.

### En mars nous avons reçu :

Ayadi (Vaucluse)	150 F
Degand P. (Ariège)	150 F
Dumeste (Vaucluse)	300 F
Hatchuel (Val d'Oise)	150 F
Iglésias (Meurthe et M.)	100 F
Kung (Ain)	1000 F
Richel (Savoie)	150 F
Terny (Ariège)	500 F
Tournieux (Ile-et-Vilaine)	100 F
Total mars	2600 F
Reste à trouver :	30150 F



Le mois de  
**LASSERPE**



EDITORIAL

# Seven

**D**evant des milliers de journalistes, les délégations des sept pays les plus grands vont nous rejouer leur cinéma. La séance se joue chaque année dans un pays différent et revient en France après sept ans d'absence.

En 1975, les "Sept mercenaires" avait comme acteurs principaux Giscard, Schmidt, Ford...

En 1996, le nouveau film est beaucoup plus violent. "Seven" réuni à l'écran Chirac, Clinton, Kohl, Major... Il s'agit, une nouvelle fois, d'un film noir. Comme d'habitude, le scénario du film est écrit par la Banque Mondiale, produit par le FMI, distribué par l'OMC.

Le sujet ? Un "serial killer" sévit dans le monde entier. Sous le nom de "plans d'ajustements structurels", il bloque les services sociaux, l'éducation et la santé dans tous les pays du monde, y compris ceux dits "développés". Cela provoque misère, chômage, maladies et morts.

Magnifiquement filmé, les spectateurs que nous sommes pouvons croire un instant que le film est une fiction tant les trucages sont réussis. Ainsi, nul ne se doute que la démocratie mise en scène pendant le G7 n'est qu'une astuce du réalisateur.

De même, le film regorge de publicités pour les multinationales. Bien peu s'en rendent compte.

Devant ses productions à gros budgets, des petits réalisateurs indépendants protestent : "Les Autres voix de la Planète" présenteront, en juin à Lyon, toute une série de manifestations pour montrer qu'une autre vision du monde, plus humaine, est aujourd'hui possible.

**Michel BERNARD**

P.S. : Pour l'année prochaine, on annonce la sortie de "Toy Stories", l'histoire de chefs d'Etats, jouets des multinationales.

# AJUSTEMENT STRUCTUREL ET AUSTERITE BUDGETAIRE

**L**e message est le même pour toute la planète : chaque économie doit s'ouvrir au marché mondial et éliminer ses barrières douanières. Les "obstacles au commerce" tels que les protections sociales, culturelles, écologiques et même sanitaires doivent être démantelés.

## La dette au cœur du système

Ces politiques sont implacablement imposées aux pays du Sud depuis une quinzaine d'années et à ceux de l'Est depuis la chute du mur de Berlin par la BM et le

FMI. Pour obtenir de nouveaux prêts, les pays endettés doivent se soumettre à des Programmes d'Ajustement Structurel. Les PAS dictent invariablement : 1) l'ouverture des marchés qui oriente l'économie sur l'exportation au détriment des économies nationales et des cultures vivrières ; 2) la compression des dépenses publiques, en particulier de l'Education et de la Santé (réduction du nombre des fonctionnaires et gel de leurs salaires) ; 3) la privatisation (fondée sur des estimations truquées) des secteurs souvent les plus rentables.

Les nouveaux prêts permettent uniquement de rembourser les intérêts des anciens. L'échec de l'objectif officiel de l'ajustement est évident : censée être résorbée grâce à l'ajustement, la dette n'a

*Le sommet du G7, qui regroupe les 7 chefs d'Etat des pays les plus industrialisés, va se tenir à Lyon, fin juin. Sous la coupe de la Banque Mondiale, du FMI et de l'OMC, la recette est toujours la même.*

En cas de conflit commercial, c'est désormais l'OMC qui donnera le verdict.

Les Etats-Unis viennent ainsi de porter plainte auprès de l'OMC contre l'interdiction de vente de viande aux hormones en Europe. La mondialisation nous est présentée comme un processus inéluctable.

En réalité, la libéralisation des marchés intérieurs (nationaux puis régionaux comme l'Europe de Maastricht ou l'Amérique de l'ALENA), le démantèlement des instruments d'intervention sur l'économie et les privatisations résultent de décisions politiques dictées technocratiquement.

## LA CRISE MEXICAINE

Le Mexique constitue un cas d'école. Sous ajustement depuis 1982, il a mené une politique d'ouverture qui s'est soldée par un apport de 95,2 milliards de dollars de capitaux étrangers entre 89 et 94. La moitié de ces capitaux provient de produits financiers à court terme. A partir de ces capitaux spéculatifs, le Mexique a financé le service de sa dette et constitué des réserves de bons du Trésor libellés en dollars. Dans le contexte de la crise politique du pays liée à la révolte du Chiapas et à l'assassinat du candidat du parti au pouvoir, il aura suffi d'une légère dévaluation du peso jusqu'alors surapprécié par rapport au dollar pour que les marchés financiers perdent confiance et... 23,4 milliards ont quitté le Mexique en 1994, laissant le pays avec 6 milliards de réserves en janvier 1995. Les Etats-Unis, la Banque mondiale et le FMI ont alors prêté 50 milliards au Mexique pour lui permettre de payer le service de sa dette vis-à-vis des banques étrangères et des institutions internationales. La crise mexicaine n'est pas jugulée, mais différée. Comment le Mexique pourra-t-il "honorer" sa dette en 1996 alors qu'il lui manquait déjà plusieurs milliards pour 1995? L'économie mexicaine est ainsi mise sous tutelle : les banques locales et les revenus pétroliers sont contrôlés par les crédettes étrangers. Avec la politique d'austérité imposée pour redonner confiance aux marchés, le niveau de vie a brutalement chuté et le chômage s'est considérablement aggravé (750 000 chômeurs de plus à la mi-1995).

cessé de progresser, de 550 milliards de dollars en 1982 jusqu'à 1900 milliards en 1995 (alors même que les pays du Sud ont remboursé plus de 1400 milliards durant cette période).

La dette est la pierre angulaire du système de mise sous tutelle des économies. C'est en effet l'endettement qui sert d'ultime justification, non seulement aux politiques d'ajustement au Sud et à l'Est, mais aussi aux politiques d'austérité au Nord. La dette des pays de l'OCDE s'élève à 13000 milliards de dollars. C'est au nom de la dette que doit être accomplie la réduction des déficits publics. La France, comme le Canada, l'Allemagne et l'Italie, est soumise à un programme d'ajustement structurel de moins en moins clandestin. Le Plan Juppé en est la dernière manifestation. Le processus est plus ou moins avancé selon les pays et les effets dévastateurs plus ou moins visibles : démantèlement des services publics de l'éducation, de la santé, des transports et des télécommunications, privatisation du secteur public, mise à mal des droits sociaux auxquels est substituée une politique de charité.

### **Mondialisation de la pauvreté**

L'ouverture forcée des marchés est un drame pour les éco-

## **L'ÉDUCATION PRIVATISÉE**

Les fonctionnaires de l'éducation sont les premiers touchés par les mesures de réduction d'effectif imposées par les projets d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI. En 1993, le gouvernement indien a réduit de 80% le budget accordé aux écoles de village. Les mesures prises ne se limitent plus à ce que l'on connaît en France : gel des diplômés de l'enseignement, augmentation du nombre d'élèves par classe. Les bailleurs de fonds ont trouvé une nouvelle formule pour l'Afrique subsaharienne : les maigres salaires des enseignants sont supprimés ; des petits prêts sont accordés aux enseignants devenus chômeurs pour créer des écoles privées dans les campagnes éloignées et les bidonvilles.

nomies paysannes de l'hémisphère Sud. Non compétitifs, les paysans sont contraints de quitter leurs terres. La majorité va grossir les bidonvilles. D'autres deviennent journaliers sur les énormes plantations destinées à l'exportation qui appartiennent en majorité à des firmes agro-alimentaires des pays du Nord. L'Inde compte 800 millions de paysans. Que vont-ils devenir? Le servage et l'esclavage progressent inexorablement. De plus en plus d'enfants semi-esclaves travaillent pour tisser des tapis vendus en Europe.

Dans l'hémisphère Nord, la constitution du marché mondial contraint à des innovations technologiques permanentes. L'automatisation supprime massivement des emplois. Un seul objectif à atteindre à tout quel prix : l'élimination des concurrents. Le pire est encore à venir. Avec la télématique, les cols blancs sont partout

remplacés par des machines reliées à des terminaux d'ordinateur.

Avec les menaces de délocalisation, le pouvoir de négociation des syndicats se réduit comme peau de chagrin. Tandis que le nombre des emplois diminue, le statut des travailleurs devient de plus en plus précaire. Aux USA, la majorité des emplois créés dans l'industrie en 1993 était précaire et à temps partiel. Les U.S.A. comptent aujourd'hui 9 millions de sans-abris et 33 millions de personnes au dessous du seuil de pauvreté.

### **Privatisations en cascade**

*"Fermelement décidé à adopter les recettes du FMI et de la BM pour ajuster son économie aux normes de la mondialisation", Cardoso, le Président du Brésil, a décidé la privatisation du secteur public, en particulier des entreprises pétrolières, des télécommunications et de l'électricité. Les seules privatisations d'entreprises publiques prévues jusqu'en 1998 coûteront à l'Europe 800000 emplois dont 280000 pour la France. La privatisation en projet d'entreprises qui fournissent un service public comme EDF, France Télécom ou la SNCF, entraînerait en réalité la fin de l'idée même de service public. La desserte sur tout le territoire et l'égalité des prix ne seraient plus garanties, qu'il s'agisse de l'eau, de l'électricité, de la poste ou des transports.*

Le contrat de plan contre lequel les cheminots ont lutté en décembre 1995 prévoyait d'éliminer 6000 km de voies non rentables. Ayant perdu son monopole,

## **LA SANTÉ EN PÉRIL**

Dans le monde entier, les systèmes de santé s'effondrent sous les coups de boutoir des politiques d'ajustement structurel. Dans de nombreuses régions, des maladies infectieuses comme la tuberculose, le choléra ou même la peste (en Inde) sont en pleine résurgence. Au Vietnam, la malaria a été multipliée par 3 en 4 ans. Faute de fonds, les établissements de santé de l'Afrique subsaharienne sont devenus des sources d'infection et de maladies contagieuses (y compris le sida). Du fait de la dévaluation du franc CFA, les prix des médicaments ont monté en flèche et les dépenses gouvernementales ont perdu la moitié de leur valeur. La Banque mondiale a décrété que les soins de santé primaires aux communautés rurales devaient devenir payants, au nom d'une meilleure efficacité et d'une plus grande équité... Dans toute l'Afrique sous ajustement, la mortalité infantile s'accroît (en 5 ans, de 5% à 50%). La santé des gens est d'autant plus en danger que la pauvreté et la malnutrition progressent par ailleurs. Le Nord n'est pas épargné.

Au Canada, les "hôpitaux excédentaires" sont vendus à des établissements privés américains et le personnel contraint d'accepter des "réductions volontaires de salaire". Plusieurs milliers de travailleurs médicaux ont été licenciés. A Montréal, 9 hôpitaux ont été fermés, 9500 personnes licenciées. Le Plan Juppé constitue un des fers de lance de l'ajustement à la française : le rationnement des soins, sous couvert d'un contrôle parlementaire des dépenses de santé dont la Grande-Bretagne a déjà fait les frais.

## Les autres voix de la Planète

*"Il n'y a pas d'alternative" déclarait en décembre dernier Alain Juppé au soir de 3 semaines de grève. "Il n'y a pas d'alternative" déclarent les technocrates du FMI à chaque nouveau programme d'ajustement structurel.*

*Mais, partout dans le monde, des voix se font entendre pour dénoncer ceux qui, systématiquement, tordent le cou aux alternatives et mènent la planète à la catastrophe. Face à l'intégration forcée dans l'économie globalisée du XXIème siècle, il existe d'autres voies. Pour commencer, les gouvernements doivent freiner la spéculation par l'institution d'une taxe mondiale sur les mouvements de capitaux et libérer les peuples du joug de la dette : abolir la dette du Tiers-Monde et déprécier les dettes publiques dans les pays de l'OCDE.*

*Le G7 est la seule instance dont les membres sont sous le contrôle politique des populations : ni les institutions de Bretton Woods, ni les banques centrales, ni les Clubs de Paris et de Londres, ni l'OCDE, ni les transnationales n'ont de compte à rendre à qui que ce soit. Les 7 par contre ont été élus : ils doivent assumer la responsabilité politique des décisions qu'ils entérinent. C'est au nom des populations du monde entier que celles du G7 doivent leur demander des comptes.*

*Rendez-vous à Lyon dès le 21 juin pour démasquer le sommet de la mascarade dans la capitale de Guignol...*

*Solidaires face au G7, une très large coalition d'associations, de syndicats et de partis politiques s'engage en France pour faire entendre "Les autres voix de la Planète".*

### LES AUTRES VOIX DE LA PLANÈTE

21 ter, rue Voltaire  
75011 PARIS

Air Inter est contraint d'élever ses tarifs sur les lignes les moins fréquentées.

Aux Etats-Unis comme en Angleterre, on privatise la police et les prisons. A terme, les services publics de la santé et de l'éducation sont menacés. Leur démantèlement est prévu par l'accord instituant l'OMC, ratifié par le Parlement français: "l'éducation et la santé sont concernées par l'accord" lorsqu'il existe "une concurrence entre deux prestataires de service". Le financement public des hôpitaux et des écoles est considéré comme une concurrence déloyale pour le privé !

Pour la même raison, les accords de Maastricht prévoient le démantèlement des mutuelles françaises, concurrence déloyale pour les compagnies d'assurance... Avec la remise en cause des régimes de retraite et les réductions des remboursements de santé, tout le système de protection sociale menace de s'écrouler.

### Filets de sécurité

Pour amortir les effets pervers de l'ajustement structurel et donner l'impression d'un réel souci des plus pauvres, la Banque mondiale a institué des filets de sécurité pour les "extrêmement pauvres" comme le Pronasol au Mexique (Programme national de solidarité qui fait appel à la population pour cibler des programmes d'assistance peu coûteux). Pour les pauvres, il n'est pas nécessaire de prévoir quelque chose... ils sont censés profiter de la croissance retrouvée. Destinées en fait à faire obstacle aux mouvements sociaux, ces politiques d'assistance sont mises en place par les états avec l'aide de bénévoles d'organisations caritatives.

Ainsi, au Canada, une politique de prévention des maladies chez les plus démunis s'est substituée à la politique de santé publique : la santé n'est plus un droit, elle est tributaire de la charité.

Des politiques de lutte contre la pauvreté sont mises en place en France qui sont l'exact pendant du Pronasol mexicain. Au lieu de garantir le droit de chaque

personne à vivre dans la dignité, c'est-à-dire à se nourrir et à se loger par son propre travail, des expédients sont périodiquement mis en place pour dissimuler l'injustice et la violence exercées par le marché. Le "filet de sécurité" des TUC, RMI, CES et autres CIE est renforcé en hiver par le filet caritatif des soupes populaires et de l'accueil des SDF, les nuits glacées, dans les bouches de métro.

### Dictature des marchés et des transnationales

Qui bénéficie de la mondialisation économique ? De l'ouverture forcée des frontières aux capitaux ? Du démantèlement des systèmes de protection sociale ? Les intérêts en jeu sont colossaux. En France, les compagnies d'assurance cherchent à la fois à s'approprier le budget de la Sécurité Sociale et à récupérer le marché détenu par les mutuelles. 70% du commerce international sont contrôlés par 500 sociétés transnationales. 1% des firmes existantes possèdent la moitié du stock total d'investissement direct à l'étranger. Quelques dizaines de multinationales industrielles et autant de grandes banques et de compagnies d'assurance font la loi des marchés financiers. Aucune banque centrale ne peut résister durablement à la spéculation : 1200 milliards de dollars sont quotidiennement en mouvement (presque l'équivalent du P.I.B. de la France). Ce qui est appelé pudiquement "la confiance des marchés" est en fait l'intérêt bien compris de ceux qui, en fonction des cours et de la conjoncture, décident d'attaquer une ou plusieurs monnaies. Pendant l'été 1992, George Soros, financier multimilliardaire, a gagné 1 milliard de dollars en spéculant contre les banques centrales européennes.

"Ce sont les marchés qui ont le sens de l'Etat"

Les gouvernements sont soumis aux diktats des marchés. "Les marchés votent tous les jours et forcent les gouvernements à adopter des mesures impopulaires certes, mais indispensables" n'hésite pas à affirmer Soros qui

ajoute : "ce sont les marchés qui ont le sens de l'Etat". En effet, tous les gouvernements sont notés. La note de la dette suédoise ayant baissé, le gouvernement a dû concéder en janvier 1995 des coupes claires dans les budgets sociaux. De même, le Canada a été contraint par Wall Street à adopter une politique d'austérité visant à réduire le déficit public : licenciement de fonctionnaires, harmonisation des programmes sociaux sur les normes des Etats-Unis...

La politique monétaire des pays passe sous la coupe de crédateurs privés via les banques centrales qui, comme en France depuis 1993, sont rendues indépendantes du gouvernement. En abandonnant aux bureaucraties autonomes des banques centrales les mécanismes d'intervention sur l'économie, les gouvernements se soumettent aux compagnies transnationales. Le Sommet des 7 est un des moments privilégiés de l'exercice du pouvoir des transnationales. C'est ainsi qu'en 1990-91, un consortium de 22 banques dirigé par la Citybank a bloqué, avec l'accord du G7, un accord de prêt du FMI au Brésil (de 2 milliards) pour obtenir satisfaction à propos du paiement des arriérés de la dette (8 milliards).

Ce sont ces intérêts économiques et financiers qui tirent profit du pillage des ressources naturelles et de l'exploitation des populations organisés par les institutions de Bretton Woods, avec l'aval du G7. Avec l'OMC, l'étau se resserre. La conditionnalité attachée à l'ajustement structurel n'a plus besoin d'être renégociée à chaque prêt : elle est institutionnalisée et concerne tous les pays.

"1995 a été un cru exceptionnel pour la Bourse" nous ont annoncé tous les médias. Ce qu'ils ne disent pas encore, c'est que nous sommes de plus en plus nombreux à comprendre que les intérêts de la Bourse et les nôtres sont incompatibles.

**ECOROPA  
FIAN**

## SCOOP AU SOMMET DU G7 !

Les 7 chefs d'état,  
les 7 chefs de gouvernement,  
les 7 ministres des finances,  
les 7 gouverneurs des banques centrales  
des 7 pays les plus riches du monde s'expriment d'une seule voix :

**"Les populations doivent nous faire confiance,  
comme le font déjà les marchés".**

### QUI NOUS GOUVERNE ?



**"Les populations doivent nous faire confiance..."**

3,00F

**ECOROPA - FIAN  
40, rue de Malte  
75011 PARIS**

Monsieur le Président,

La Loi du Marché qui contraint tous les pays à adopter des mesures d'ajustement structurel ne peut se substituer aux lois de la République. Le Marché n'a que faire de nos emplois, de nos protections sociales, de nos grands équilibres écologiques.

Les orientations économiques, les mouvements de capitaux, la Banque de France doivent revenir sous le contrôle du pouvoir politique. Ce n'est qu'à cette condition que les citoyens pourront maîtriser leur avenir.

Un prélèvement fiscal sur toutes les opérations effectuées sur le marché des capitaux ainsi que des éco-taxes doivent être institués d'urgence.

Je vous demande, Monsieur le Président, de profiter de l'occasion historique du Sommet du G7 à Lyon pour annoncer le retrait spectaculaire et définitif du Plan Juppé et la fin du soutien aux programmes d'ajustement structurel dans le monde.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en la fermeté de mon engagement contre toutes les mesures qui aggraveraient encore les destructions écologiques et sociales et qui porteraient atteinte à la démocratie.

Nom : Adresse :  
Signature :

Madame, Monsieur le Député,

le Parlement est bafoué dans ses droits les plus fondamentaux, les décisions sont prises ailleurs. Le prochain sommet des G7 entérinera les décisions prises par les banques centrales, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce.

Ces décisions impliquent :

- la privatisation du secteur d'état,
- le démantèlement des services publics,
- la compression des budgets sociaux.

Les 200 Programmes d'Ajustement Structurel en cours condamnent à la misère, au Sud comme à l'Est, des millions d'individus. Aujourd'hui les mêmes remèdes sont imposés à l'Europe.

Le Parlement français doit reconquérir son pouvoir contre l'emprise des institutions financières internationales et les empiètements du Traité de Maastricht. Représentants du peuple, vous ne pouvez tolérer que des technocrates non-élus légifèrent à votre place.

Aussi ai-je l'honneur de vous demander :

- de décréter un moratoire sur tous les Programmes d'Ajustement Structurel jusqu'à la remise des conclusions d'un audit sur les conséquences de ces politiques,
- d'engager un débat parlementaire sur l'ajustement structurel "à la française", à partir de la publication du rapport du FMI qui prescrit à la France la politique économique à suivre.

Croyez, Madame, Monsieur le Député, en l'espoir que je mets en votre intervention.

Nom : Adresse :  
Signature :

- J'ai envoyé la carte postale à Jacques Chirac, Président de la République
- J'ai envoyé la carte postale à mon (ma) député(e), M \_\_\_\_\_
- Veuillez m'informer sur les manifestations qui se dérouleront du 21 au 29 juin 1996 à Lyon. Je joins \_\_\_\_\_ francs en timbres-poste pour frais d'envoi.
- Je désire avoir de plus amples renseignements sur Foodfirst Information & Actions Network, organisation internationale pour le Droit de l'homme à se nourrir. Ci-joint un chèque de 50 francs à l'ordre de FIAN
- Pour recevoir le dossier de presse de "50 ans, ça suffit !", je joins un chèque de 50 francs à l'ordre de "50 ans, ça suffit !"
- Veuillez m'envoyer 5 exemplaires du présent document "Ajustement structurel et austérité budgétaire : un modèle unique pour la planète", avec les 5 jeux de cartes postales correspondants. Ci-joint un chèque de 25 francs (35 F pour 10 jeux), à l'ordre de FIAN ou Ecoropa.
- Pour vous aider à la diffusion de ce matériel de campagne, je fais un don de \_\_\_\_\_ francs, à l'ordre de FIAN ou Ecoropa.

Date limite d'envoi des cartes postales : 30 juin 96.

Franchise Postale

M. le Président de la République Française

Palais de l'Élysée  
75008 PARIS

3,00F

Mme/M. le Député

Assemblée Nationale  
75355 PARIS Cedex

**FIAN-France**, section française du réseau d'information et d'action pour le Droit à se nourrir, s'engage pour le respect de ce droit fondamental de la personne humaine. Depuis 1992, FIAN mène campagne contre les projets de développement financés par la Banque mondiale et, en particulier, contre les barrages de la Narmada en Inde. Depuis 1994, FIAN s'attache à montrer que les politiques d'ajustement structurel constituent une violation des Droits de l'Homme.

**ECOROPA**, fondée en 1976, est un réseau européen de chercheurs, écrivains, activistes, qui luttent contre les aberrations du système productiviste et marchand et pour le droit des peuples à une économie écologique. Ecoropa a lancé des campagnes contre le nucléaire civil et militaire, contre la destruction des forêts tropicales, et en mène actuellement contre les accords de libre-échange (Maastricht, GATT-OMC) et la brevetabilité du vivant.

**" 50 ans, ça suffit ! "**

La campagne "GATT-OMC, FMI, BM, 50 ans, ça suffit !" rassemble en France depuis 1994 plus de 50 organisations autour d'une plateforme de dénonciation des institutions de Bretton Woods. Cette campagne est à l'origine de l'initiative de protestations contre le sommet du G7 de 1996.



# L'HÉRITAGE DE BRETTON WOODS

**1944 USA** La fondation de la Banque Mondiale et du FMI crée une bureaucratie internationale qui ne doit rendre de comptes à personne.

**1947 Indonésie** Les Pays-Bas reçoivent des prêts de la Banque pendant qu'ils répriment les efforts d'indépendance de l'Indonésie.

**1956 Washington, D.C.** La Banque crée la Corporation Financière Internationale (CFI), qui utilise l'argent des contribuables pour des investissements communs avec des entreprises privées.

**1968 Indonésie** La Banque commence à prêter au régime militaire de Suharto, né d'un coup d'État sanglant qui renversa le gouvernement civil et fit périr près de 500 000 personnes.

**1969 Indonésie** La banque commence à financer les Programmes de Transmigration, dépensant finalement plus d'un demi milliard de dollars pour déplacer des millions de personnes vers des îles isolées. Ces procédures ont dévasté les forêts et les modes de vie de nombreuses communautés indigènes et causé de sérieux dommages à l'environnement.

des tribus Hima, contribuant directement à l'aggravation du conflit ethnique.

**1974 Washington, D.C.** Sous la pression du Congrès des U.S.A., la Banque met en place le Département d'Évaluation des Opérations (DEO) pour examiner les performances passées des projets. Le premier directeur du DEO menace plusieurs fois de démissionner pour protester contre les interférences de l'administration supérieure de la Banque dans l'évaluation indépendante des projets.

**1976 Pakistan** Un prêt de la Banque pour le barrage du Tarbeta entraîne l'expulsion de 300 000 personnes qui deviennent sans-abri.

**1978 Inde** La Banque fournit 451 millions de dollars pour les barrages du Haut Krishna, qui provoquent le déplacement forcé d'environ 220 000 personnes dans l'une des régions les plus pauvres de l'Inde. La perte de revenu des premières 100 000 personnes déplacées est estimée à 50%.

**1979 Turquie** La Banque accorde son premier prêt conditionné par un Plan d'Ajustement Structurel.

**1979 Argentine** La Banque accorde le premier des trois prêts, qui totaliseront plus d'un milliard de dollars, pour la construction du barrage hydroélectrique Yacyreta sur la rivière Parana entre l'Argentine et le Paraguay. Les deux pays étaient sous le contrôle d'une dictature au moment du premier prêt, qui fut dépensé avant le début des travaux. La construction a demandé plus de 15 ans, plus de 50 000 personnes seront contraintes à s'installer ailleurs, et le projet a tellement été miné par les détournements que le Président argentin Menem appelle Yacyreta un "monument à la corruption".

**1979 Philippines** La Banque se retire discrètement du projet de quadruple barrage hydroélectrique sur la rivière

*Au-dessus du G7, se trouvent les grands argentiers. Leur bilan est éloquent !*

**1960 Washington, D.C.** Création de l'Association Internationale pour le Développement (AID) comme partie de la Banque Mondiale pour fournir des prêts à faible taux d'intérêt aux pays les plus pauvres, malgré les objections des gouvernements du Tiers Monde qui voulaient une institution séparée.

**1964 Thaïlande** La Banque finance le barrage hydroélectrique de Bhumibol, contraignant plus de 3000 personnes à un déplacement forcé. En 1994, celles-ci n'ont toujours pas reçu de compensation correspondante.

**1964 Brésil** Suite au Coup d'État militaire, les prêts de la Banque au Brésil s'accroissent de façon vertigineuse jusqu'à atteindre presque un demi milliard de dollars par an au milieu des années 70. La Banque avait refusé ses prêts au précédent gouvernement démocratiquement élu.

**1965 Afrique du Sud** Le régime de l'Apartheid reçoit des prêts de la Banque malgré les résolutions votées par l'ONU contre une telle aide.

**1970 Washington, D.C.** Première année où la Banque reçoit plus d'argent sous forme de remboursements qu'elle en engage dans de nouveaux prêts.

**1972 Roumanie** La dictature de Ceausescu reçoit des prêts importants de la Banque pendant que son gouvernement est applaudi comme "conduisant le peuple Roumain vers le progrès". Dès 1982, la Roumanie est l'un des plus gros emprunteurs de la Banque, avec une aide totale de 2,4 milliards de dollars. La dictature est tombée, début 1990, au milieu de scandales financiers et de violations massives des droits de l'homme.

**1973 Chili** La dictature de Pinochet reçoit un soutien substantiel de la Banque après le renversement du gouvernement d'Allende, qui n'avait pu obtenir de prêts de sa part.

**1973 Rwanda** La Banque fournit le premier des deux prêts pour les projets d'agriculture et d'élevage utilisés par le gouvernement à majorité Hutu pour occuper les terres de la minorité Tutsi et

Chico, qui aurait déplacé 100 000 membres des tribus Bontoc et Kalinga. Les sabotages des équipes de repérage du projet par des militants, ainsi que les rassemblements de protestation et les actes de désobéissance civile réalisés par les populations touchées qui se couchaient devant les bulldozers ont conduit le Premier Ministre Virata à admettre en 1981 que *"Un des quatre barrages originaux...ne sera pas construit parce le peuple est contre"*. Cette expérience déclenche une évaluation interne de la politique de la Banque Mondiale pour les minorités tribales menacées par le développement.

**1980 Washington, D.C.** La Banque définit sa première politique en matière de réinstallation forcée. Celle-ci demande aux emprunteurs de préparer des plans de réinstallation qui garantissent la réhabilitation économique des personnes déplacées.

**1981 Brésil** Les prêts de la Banque pour le projet Polonoreste en Amazonie financent des routes de pénétration qui entraînent une déforestation massive et l'extinction de populations indigènes.

**1981 Brésil** La Corporation Financière Internationale de la Banque confie 8 millions de dollars à Cobrape, une société dont elle est actionnaire, pour un projet de culture irriguée du riz. Dès 1984, plus de 100 familles de petits fermiers résistent à des actions violentes et judiciaires visant à les chasser de leurs terres. Elles persuadent, en 1987, un procureur de la république de porter plainte contre la société pour avoir envoyé des hommes armés battre les fermiers, détruire leurs champs et leurs biens et les forcer à céder leurs droits fonciers par écrit. En 1986, l'ONG *Comissao Pastoral Da Terra* signale à la CFI les abus en cours contre les droits de l'homme, cependant celle-ci ne contacte jamais le procureur ou les victimes. En 1992, la CFI se désengage discrètement du projet après avoir investi 4 millions de dollars.

**1982 Mexique** Début de la crise de la dette, qui perturbe toujours les mexicains. Elle transformera la Banque et le FMI en percepteurs globaux pour les gouvernements occidentaux et les banques privées.

**1983 USA** La campagne des ONG sur l'obligation de la Banque de rendre compte des conséquences sociales et environnementales de ses activités commence par deux jours d'auditions par le Congrès. Dès 1990, les ONG de la plupart des pays donateurs travaillent

avec des partenaires des pays emprunteurs, en faisant du lobbying pour des réformes substantielles auprès de leurs gouvernements et de la Banque.

**1985 Inde** Les prêts de la Banque pour les barrages Sardar Sarovar dans la vallée de la Narmada, qui pourraient faire perdre leurs maisons à 200 000 personnes, entraînent des démonstrations de masse et des actions en justice nationales pendant des années, avec pour résultat final la première évaluation indépendante d'un projet de la Banque. La Commission Morse condamne pratiquement chaque aspect de l'engagement de la Banque dans le projet.

**1985 Bolivie** La hausse brutale des prix de la nourriture et de l'essence, exigées par les mesures d'ajustement structurel préparées et financées par la Banque et le FMI, déclenchent 15 jours de grèves et d'émeutes.

**1986 Zambie** Des émeutes de la faim secouent les villes exploitant les mines de cuivre, provoquées par une hausse de 120% du prix de l'alimentation de base. Le Président Kaunda déclare que les conditions liées aux prêts d'ajustement structurel de la Banque et du FMI sont intolérables.

**1986 Brésil** Un prêt de 500 millions de dollars pour un réseau électrique est utilisé pour achever des barrages qui inondent la forêt vierge amazonienne.

**1989 Venezuela** Plus de 300 personnes sont tuées durant les émeutes en réaction aux hausses brutales des prix de l'essence et des transports publics causées par les mesures de restructuration économiques imposées pour satisfaire les conditions des prêts d'ajustement structurel de la Banque et du FMI.

**1990 Monde entier** Malgré de nombreuses études internes montrant qu'un meilleur rendement est la méthode la moins chère pour rendre l'énergie plus disponible, moins de 1% des prêts de la Banque consacrés à l'énergie entre 1980 et 1990 sont destinés à améliorer son rendement à l'utilisation ou à la conserver. Sur plus de 35 milliards de dollars investis par la Banque dans des projets hydrauliques entre 1981 et 1990 seulement 0,4% ont servi pour l'irrigation à petite échelle, 0,6% pour une meilleure répartition de l'eau, et 2,3% pour sa conservation - malgré la reconnaissance largement répandue du fait que les projets à petite échelle répondent aux besoins des populations à moindre coût. Une étude de la Fondation Ford déclare la Banque *"mariée au gigantisme."*

**1990 Chine** La Banque reprend ses prêts après une interruption de 8 mois suivant le massacre de la Place Tiananmen.

**1991 Thaïlande** La Banque commence à prêter pour le barrage Pak Mun, qui affaiblit l'écosystème de la rivière Mékong, face à une immense opposition publique.

**1991 Lesotho** La Banque fournit 110 millions de dollars pour le projet Highlands Water, malgré le fait qu'il va inonder des sites archéologiques importants, menacer des espèces en voie de disparition et déplacer de pauvres bergers et fermiers. Des groupes locaux s'opposent au projet qui détournerait de l'eau vers l'Afrique du Sud.

**1991 Honduras** Le syndicat de la compagnie nationale d'électricité se met en grève contre l'accord du gouvernement pour privatiser la compagnie et réduire son personnel d'après les mesures d'ajustement structurel de la Banque et du FMI. Plus de 700 travailleurs sont renvoyés en trois mois, ce qui entraîne le démantèlement du syndicat.

**1991 Inde** La Banque et la CFI prêtent plus de 200 millions de dollars pour la construction d'une centrale thermique de 500 MW dans une région tribale afin de produire de l'électricité pour Bombay. Des groupes locaux portent plainte contre la compagnie d'électricité devant la Haute Cour de Bombay et la Cour Suprême indienne.

**1992 Washington D.C.** L'économiste principal de la Banque soutient l'exportation des industries polluantes du Nord vers le Sud *"largement sous-pollué"* comme un moyen rationnel de créer plus de développement industriel tout en allégeant les pressions de la pollution au Nord.

**1992 Chili** La Corporation Financière Internationale de la Banque approuve un montage financier de 124,9 millions de dollars pour le barrage Pangué sur la rivière Bio Bio après deux ans d'opposition locale et internationale. En 1993, plus de 2000 personnes s'opposent à la construction du barrage au rassemblement de sept communautés Pehuenche, décrit comme *"un acte symbolique pour la défense de l'identité culturelle et des terres du peuple indigène chilien"*. En 1995, le Conseil d'Inspection de la Banque Mondiale rejette une demande d'enquêter sur le projet en affirmant que l'examen des projets de la CFI n'est pas de sa juridiction.

**1993 Monde entier** Une évaluation interne de la Banque affirme que 37% de l'ensemble des projets sont insatisfaisants selon ses propres critères financiers, et révèle que 78% des conditions financières liées aux prêts ne sont pas remplies. D'autres études internes admettent que plus de 2 millions de personnes ont été déplacées de force pour faire place à des projets financés par la Banque.

**1993 Chine** Pendant que les violations de droits de l'homme continuent, la Chine reçoit 3,17 milliards de dollars en un an et devient le plus gros emprunteur de la Banque.

**1994 Inde** Face à la persistance des protestations locales et mondiales, la Banque abandonne le barrage Sardar Sarovar de la Narmada Valley à la demande de l'Inde, justifiant ainsi les conclusions de la Commission Morse. Il est reconnu que le fait de ne pas respecter la politique de relogement prévue entraînait de "véritables violations des droits de l'homme". Le gouvernement fédéral Indien et le gouvernement de l'Etat continuent de violer les politiques et accords de réinstallation contenus dans les contrats de prêt.

**1993 Washington, D.C.** La Banque accepte enfin de mettre en place un Conseil d'Inspection Indépendant, qui

a le pouvoir d'enquêter sur les plaintes faites par des communautés qui sont affectées négativement par des projets où la Banque n'a pas respecté ses procédures et ses politiques.

**1994 Monde entier** Sur plus de 6000 prêts proposés par la haute administration de la Banque depuis 1947, aucun n'a été rejeté par les directeurs exécutifs de la Banque.

**1994 Biélorussie** La Banque approuve un prêt de 44 millions de dollars pour promouvoir les exportations de bois, bien que la stratégie environnementale globale du gouvernement ne doit pas être rendue publique avant 1997. Environ 20% des forêts biélorusses sont dans des zones contaminées par les retombées de Tchernobyl, et la sciure radioactive pourrait présenter des risques pour les travailleurs.

**1995 Papouasie Nouvelle-Guinée** Les programmes d'ajustement structurel de la Banque et du FMI entraînent des émeutes, avec plusieurs fusillades de la police causant trois morts. Le but des programmes est d'ouvrir d'avantage l'économie de la Papouasie à l'exploitation des multinationales.

**1995 Washington, D.C.** Le FMI crée enfin une unité d'évaluation indépendante pour surveiller son estimation

des conditions économiques des pays membres, après que le Rapport Whittome ait critiqué l'incapacité du FMI à prévoir la crise du peso mexicain dans son analyse économique du pays de 1994. L'analyse originale contenait des mises en garde sur la situation de quasi-crise, mais le gouvernement persuada les administrateurs du FMI de mitiger leurs estimations. Pendant ce temps, la Banque Mondiale et l'Inter-American Development Bank engagent deux milliards de dollars pour tirer d'affaire les banques privées mexicaines.

**1995 Népal** La Banque accepte de se retirer du financement du barrage Arun, suite au premiers recours réalisé par des groupes de citoyens népalais auprès du Conseil d'Inspection Indépendant. Le président de la Banque reconnaît que le barrage Arun n'est pas le type de projet de développement dont le Népal a le plus besoin et promet de travailler sur le financement des différentes alternatives proposées par les ONG.

**Jim BARNES**

Friends of the Earth International

Traduction : Emmanuel MOREAU  
(Solidariterre)

## INITIATIVES

### NANTES - 4 MAI

Le collectif de Nantes organise "Dix heures face au G7" de 14 h à 24 h à La Bernadière, avec notamment Alain Lipietz, Philippe Paraire, Anne Marchand.

### LYON - 4 ET 5 MAI

Week-end de travail pour la préparation définitive du calendrier lyonnais avant et pendant le G7.

### SAINT-NAZAIRE - 10 MAI

"Le G7, guerre, surarmement, conflits", réunion-débat avec Yves Grenet, à 20 h 30 à la Maison du peuple.

### RENNES - 28 MAI AU 1 JUIN

Semaine d'actions avec le 28 un film suivi d'un débat sur l'exclusion, le 29, des ateliers locaux, le 30, une conférence "Face au G7", le 31, une soirée théâtre, le 1er juin : forums et peut-être un carnaval insolent.

### GRENOBLE - 8 JUIN

A L'Heure Bleue ou Saint-Martin d'Hères, de 14 à 16 h : ateliers, de 16 h à 19 h : forum avec Gilles Perrault, Jean Ziegler, Claire Villiers..., à 20h30 : soirée culturelle.

## ADRESSES

**06 - Alpes-Maritimes :** "50 ans, ça suffit", c/o Yaminia Benrokia, 22 rue Soleau, 06300 Nice, tél : 92 04 23 91.

**17 - Charente-Maritime :** CNID, Raymond Etienne, 68 rue de Missy, 17000 La Rochelle, tél : 46 43 48 11.

**31 - Haute-Garonne :** CIDES, 1 rue Joux-Aigues, 31000 Toulouse, tél : 61 25 05 32.

**35 - Ile-et-Vilaine :** "Les autres voix de la planète", CRIDEV, Ronan Vibert, 41 avenue Janvier, 35000 Rennes, tél : 99 30 27 20.

**37 - Indre-et-Loire :** "Les autres voix de la planète", Les Verts, BP 1247, 37000 Tours cédex.

**38 - Isère :** "Les autres voix de la planète" c/o CIIP, 6 bis rue Berthe de Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 76 87 59 79.

**42 - Loire :** "Les autres voix de la planète", Eric Comte, 23 rue Rouget de Lisle, 42000 Saint-Etienne, tél : 77 25 92 69.

**44 - Loire-Atlantique :** "Les autres voix de la planète", Cri du sud, 22 rue des Carmélites, 44000 Nantes, tél : 40 12 49 96.

**44 - Loire-Atlantique :** "50 ans, ça suffit", Paulette Merand, 1 allée des Sternes, appt 79, 44600 Saint-Nazaire, tél : 40 53 57 27.

**45 - Loiret :** "Les autres voix de la planète", Alternative Libertaire, BP 6403, 45064 Orléans cédex 02.

**59 - Nord :** "AC !", 70 boulevard Victor Hugo, 59000 Lille, tél : 20 52 56 42.

**65 - Hautes-Pyrénées :** chez Christian Zueras, 22 rue Ramond, 65000 Tarbes, tél : 62 34 63 53.

**69 - Rhône :** "Les autres voix de la planète", Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 27 29 82.

**75 - Paris :** "Les autres voix de la planète", CEDETIM, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : (1) 43 71 09 11.



## PETITES PHRASES

"Nous devons être le changement que nous voulons voir dans le monde"  
Gandhi.

## ACCUEIL PAYSAN

L'accueil paysan regroupe, autour d'une charte, des paysans désireux de faire connaître leur métier et leur environnement à des visiteurs, dans le souci d'échange et de respect mutuels. L'accueil paysan permet de passer ses vacances à la campagne et de profiter des produits fermiers. Un catalogue est disponible, regroupant 280 points d'accueil en France (dans 61 départements) et une dizaine à l'étranger. On peut l'obtenir (contre 36,50 F) auprès de : Accueil Paysan, 9 rue de la Poste, 38000 Grenoble, tél : 76 43 44 83.

## ILE-DE-FRANCE : DECOUVREZ L'ÉCOSOPHIE

L'écosophie (éthymologiquement "sagesse de la maison" que l'on peut traduire par "approche holistique" ou "penser globalement") doit permettre d'approcher les questions matérielles, relationnelles et spirituelles d'une manière nouvelle. Elle s'oppose aux visions à court terme qui dirigent le monde aujourd'hui. L'écosophie fait appel au bon sens et à la mémoire. Rappelant que seul le travail est générateur de richesses, l'écosophie prône une société où chacun peut accéder aux ressources dont il a besoin pour vivre en échange de son travail. Parmi les besoins, l'un des tout premiers est la qualité de la vie, totalement oubliée de nos dirigeants actuels. L'argent ne produit rien : c'est un moyen qui doit faciliter les échanges.

L'association AISE, association internationale pour le soutien de l'écosophie, propose des stages de développement personnel de 5 jours qui, à partir de jeux et d'exercices, permettent d'avoir un nouveau regard sur soi et sur la société qui nous entoure. Les prochains stages auront lieu du 6 au 10 mai et du 17 au 21 juin. Renseignements : AISE, 14 rue du Lieutenant Ricard, 78400 Chatou, tél : (1) 30 71 12 21.

## PARIS : MICROCLIMAT 89.4 MHZ

"Microclimat" sur Radio-Libertaire, le jeudi de 20h30 à 22 h, organise une émission spéciale sur Tchernobyl le 25 avril, puis une soirée sur les essais nucléaires le 2 mai. Mme Pottier, coordinatrice d'Amnesty International pour la campagne Chine sera l'invitée du 9 mai. Thierry Meyssan, du Réseau Voltaire, animera l'émission du 16 mai sur la question des libertés individuelles. Et pour envoyer vos infos : Microclimat, Radio-Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

## CHARENTE-MARITIME : SYSTEME D'ECHANGE LOCAL

Le groupe Michel Bakounine de la Fédération Anarchiste envisage la création d'un SEL (voir Silence n°194) en Charente-Maritime. Ce système d'échange local devrait s'accompagner d'une réflexion sur la valeur qu'il convient d'attribuer aux choses échangées en particulier la valeur des échanges de service (une heure d'aide informatique vaut-elle une heure de bêchage ?). Renseignements : Groupe Michel Bakounine, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron.

## CHER : FETE AUTREMENT

L'association "C'est comme ça !" organise le 1er mai, au Pont Vert, à Marmagne, dans le Cher et en plein air, une fête de la convivialité et de la bonne humeur avec un marché aux puces (à partir de 10h), des stands associatifs, du spectacle, de la musique et une conférence d'Aline et Jacques Archimbaud, responsables du REAS, réseau pour une économie alternative et solidaire. On peut amener son pique-nique.

Renseignement : C'est Comme Ça ! 25 Pont Vert, 18500 Marmagne, tél : 48 26 02 23.

## TARN : BIOCYPELE 96

Le groupe Nature et Progrès du Tarn organise les 26 et 27 mai, à Rabastens, la 14ème édition de Biocybèle : produits de l'agriculture biologique, associations, artisanat, jeux, danses, bal folk, animations pour les enfants... Programme complet : Nature et Progrès, 34 place Courtade, 81600 Gaillac, tél : 63 57 60 00.

## GARD : LES ARTICULTEURS

En 1992, plusieurs personnes, plutôt artistes et artisans, décident d'aller s'installer à la campagne pour vivre un projet de vie en accord avec la nature. Ils trouvent pour cela une maison en ruine et 5000 m<sup>2</sup> de terrain dans une ancienne vallée minière des Cévennes. Toute la vallée est à l'abandon depuis une trentaine d'années. En quatre ans, différents aménagements ont été réalisés et ne sachant pas trop à qui appartiennent les terres, les Articulteurs se sont étendus autour de l'ancien village.

## AGRICULTURE BIO EN DEVELOPPEMENT

Selon les chiffres des directions départementales de l'agriculture, mi-1995, les surfaces cultivées en agriculture biologique et celles en reconversion étaient les suivantes. Les surfaces en reconversion devenant des sols bio, en principe, au bout de trois ans, cela permet d'anticiper sur le taux de croissance dans les trois ans (en % dans la troisième colonne, en supposant qu'aucune terre cultivée en bio ne repasse en chimique, ce qui n'est pas tout à fait exact)

Alsace	2275	243	+11 %
Aquitaine	5680	654	+11 %
Auvergne	5277	1040	+20 %
Basse-Normandie	2924	1067	+36 %
Bourgogne	5647	1710	+30 %
Bretagne	3982	1723	+43 %
Centre	4038	1354	+33 %
Champagne-Ardenne	1456	404	+27 %
Corse	293	482	+164 %
Franche-Comté	4619	417	+9 %
Haute-Normandie	543	360	+66 %
Ile-de-France	265	49	+18 %
Languedoc-Roussillon	3025	4427	+146 %
Limousin	2111	813	+38 %
Lorraine	2857	1265	+44 %
Midi-Pyrénées	5321	2167	+40 %
Nord-Pas-de-Calais	365	126	+34 %
Provence-A-C-A	3932	555	+14 %
Pays de Loire	7044	2116	+30 %
Picardie	1215	292	+24 %
Poitou-Charente	2510	982	+39 %
Rhône-Alpes	5241	1929	+37 %
<b>Totaux</b>	<b>70621</b>	<b>24185</b>	<b>+34 %</b>

négociant simplement avec l'ONF pour l'utilisation de terrains leur appartenant. Un chapiteau est installé sur un ancien terril pour y faire des spectacles et des animations. Cette vallée reprend vie et fin 1995, ce sont 60 hectares qui sont utilisables pour des cultures fruitières.

La commune qui ne voit pas d'un bon œil l'arrivée de ces gens bizarres commence alors à les embêter. Les chasseurs, majoritaires dans la région, tirent des coups de fusils d'intimidation. La mairie intervient pour demander le retrait des terres remises en culture. Toutes les tentatives pour louer ou acheter ces terres échouent. Le chapiteau est déclaré non conforme aux normes de sécurité et doit être démonté.

Bref, peu à peu, le groupe se retrouve dans ces 5000 m<sup>2</sup> initiaux.

Le groupe ne reste pas inactif pour autant : il a participé à la mise en place d'un système d'échange local : le RIRE, réseau interactif de ressources et d'échanges.

Afin de faire avancer le projet, les Articulés lancent un chantier à partir du 15 avril et jusqu'au 15 juin pour finir la restauration de leur maison. Pour en savoir plus :

- Les Articulés, Association Résonance, 30160 La vieille Valette, tél : 66 25 32 62.
- RIRE, La Cantonnade, 30160 Bessèges, tél : 66 25 32 44.

## SAVOIE : CHANTIER DE JEUNES

L'association Oxalis, qui agit dans le massif des Bauges autour des notions d'agriculture, de tourisme et d'environnement, organise deux chantiers de jeunes : du 15 au 27 juillet, remise en fonctionnement d'une ancienne scierie à eau ; du 5 au 17 août, rénovation d'un chalet d'alpage. Ces chantiers sont complétés par différentes animations : randonnées, sports de montagne...

Du fait de la participation au chantier, une participation très modeste est demandée aux participants. Renseignements : Oxalis, Broissieux, 73340 Bellecombe en Bauges, tél : 79 63 36 97.



# FOIRE EUROPÉENNE du PAIN, VIN et FROMAGE ÉCO-BIOLOGIQUES

5 jours pour la qualité  
et la sauvegarde de la vie  
Week-end de l'Ascension

du 16 au 20 Mai 1998



40.000 visiteurs  
50 causeries-débats

300 exposants :  
agriculteurs, viticulteurs,  
artisans, associations etc...

## ROUFFACH

Ancien hôtel de ville

à 15 km de COLMAR (Haut-Rhin)

**Information :** Téléphone 89 49 62 54 ou 89 49 62 99 - Fax 89 49 73 78

## ISERE : STAGES A TERRE VIVANTE

Le Centre Terre Vivante propose les stages suivants :

- "une aventure dans le monde sauvage qui nous entoure" avec Jean-François Noblet (11 et 12 mai),
- "lancez-vous dans le jardinage biologique" avec Jean-Louis Daneyrolles (18 et 19 mai),
- "teintures végétales à froid" avec Anne Rieger (25 et 26 mai),
- "fabriquez votre four à pain" avec Jean-François Moulin (3 au 7 juin),
- "jeûne et yoga" avec Raymond Deweert (15 au 23 juin),
- "merveilleuse mare" avec Jérôme Chaïb (29 et 30 juin),

- "les bases de l'apiculture biologique" avec Philippe Rodez (6 et 7 juillet),
  - "l'énergie solaire dans la vie quotidienne" avec Gérard Savatier (31 août et 1er septembre)...
- Programme complet : Terre Vivante, BP20, 38711 Mens cedex.

## DROME : PARFUM DE TERRE

La 3ème édition de "Parfum de Terre" se tiendra sur les berges du Rhône ainsi qu'au théâtre de Bourg-lès-Valence, le dimanche 16 juin, avec comme thèmes : santé naturelle et mieux-être, alimentation et agriculture biologique, loisirs verts,

habitat et énergies renouvelables, environnement, librairie.

Programme : MJC Jean Moulin, Maison pour Tous, BP 205, 26502 Bourg-lès-Valence cédex, tél : 75 43 40 15.

## LYON : FETE DES JEUNES ESPERANTISTES

Le mouvement des Jeunes Espérantistes de France organise à Villeurbanne, du 16 au 19 mai, une rencontre internationale des mouvements de jeunes espérantistes.

Renseignements et inscriptions : Pascal Lécaille, BP 3019, 69394 Lyon cedex 03, tél : 72 36 07 14.



# ENVIRONNEMENT

## PETITES PHRASES

*"Les arbres sont des poèmes que la Terre dessine dans le ciel ; nous les abattons et les transformons en papier afin d'y tracer l'empreinte de notre vide."* Gibran, poète libanais.

## SHELL : EN TURQUIE AUSSI...

Le 25 mars dernier, Greenpeace a affirmé qu'entre 1973 et 1994 Shell avait sciemment déversé 487,4 millions de barils (77,5 milliards de litres) de résidus liquides dans le réservoir d'eau potable de Midyat, à proximité de Diyarbakir. Avant de céder l'exploitation des 27 champs pétroli-

ères, situés autour de la capitale du Kurdistan, au consortium franco-britannique Perenco, réputé pour ses exactions antiécologiques, la firme au coquillage jaune avait extrait quotidiennement 13 400 barils, soit 20 % de la production turque globale. Elle possède toujours 630 stations d'essence dans le pays. (correspondance René Hamm)

## GREENPEACE PUBLIE SES COMPTES

Pour répondre aux accusations orchestrées contre elle, l'organisation écologiste a rendu public son dernier exercice comptable disponible, celui de 1994. Sur des recettes globales de 175

millions de francs, 75,8 millions proviennent de donateurs allemands, 37,8 de donateurs américains, 20,7 de britanniques, 17,3 de néerlandais. La France, pays largement déficitaire, est très loin derrière. En 1994, Greenpeace-France ne comptait que 7000 donateurs. Fin 1995, la campagne contre les essais aidant, ils sont passés à 35 000... contre plus d'un demi-million en Allemagne. Du côté des dépenses, 42 millions ont servi à l'entretien de la flotte et 59 millions à organiser les différentes campagnes... ce qui laisse un important bénéfice pour 1994. Ce ne sera pas le cas pour 1995 puisque la campagne contre les essais aura englouti plus de 180 millions.

## BARRAGES

• **SERRE-DE-LA-FARE : RETOUR À LA CASE DÉPART ?** Inquiétante déclaration de E. Dolligé, qui cédant à la pression du lobby béton, a déclaré, lors de son élection à la tête de l'EPALA, que le dossier de Serre-de-la-Fare, en Haute-Loire, reste ouvert et qu'il s'en ferait l'avocat auprès du gouvernement. Ceci, ajouté au fait que l'EPALA refuse de rendre les 530 hectares achetés pour le barrage sur la Loire, laisse supposer qu'une reprise des hostilités est à craindre. La meilleure protection est de profiter de l'absence d'utilité publique actuelle pour acheter des terrains dans les zones sensibles. Par ailleurs, SOS Loire-Vivante lance une pétition qui demande au gouvernement d'engager la revente des terres, seule garantie de l'abandon réel du projet. Pétitions à demander à : SOS Loire Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy, tél : 71 05 57 88.

### • ALLIER : NON AU BARRAGE DE CHAMBONCHARD.

En attendant Serre-de-la-Fare, d'autres sites sont menacés par l'EPALA, établissement public pour l'aménagement de la Loire. Ainsi, sur l'Allier, un barrage est prévu à Chambonchard, en amont de Tardes (03). Coût énorme, intérêt touristique nul, rien ne justifie ce barrage. Une enquête publique se déroulera du 29 avril au 14 juin. Une conférence contre ce projet sera donnée par Bernard Rousseau, vice-président de France-Nature-environnement, le vendredi 3 mai à Montluçon.

Contacts :

• Comité de Sauvegarde de la Vallée de Chambonchard, La Caborne, 03420 La Petite Marche, tél : 55 65 54 00.

• Allier-Nature, Les Grivaux, 03470 Pierrefitte sur Loire, tél : 70 42 07 07.

• **SUD-OUEST : 40 BARRAGES DE PLUS ?** La monoculture du maïs nécessitant d'importantes quantités d'eau,

l'Agence de l'Eau Adour-Garonne envisage la construction d'une quarantaine de barrages supplémentaires sur la Garonne et ses affluents. Objectif : 400 millions de m<sup>3</sup> d'eau de réserve en plus.

### • GUADELOUPE : BARRAGE CONTRE PARC NATIONAL.

Les besoins en eau de l'île de la Guadeloupe augmentent sans cesse, le conseil général a voté le principe de la construction d'un barrage de 25 m de haut et de 1,8 million de m<sup>3</sup> de retenue d'eau sur la rivière Bras David.

Seul problème : le site envisagé est dans le parc national, lui-même classé comme réserve de biosphère par l'Unesco.

Les responsables du parc demandent le déplacement du barrage en dehors du parc ou une redéfinition de la politique de l'eau : certaines études avancent que 50 % de l'eau canalisée s'échappe par des fuites. (source : Le Monde, 22 février 1996)

## CANAL RHIN-RHONE

• **SUCCEZ DE LA MANIFESTATION.** La manifestation s'est déroulée sous un ciel radieux mais frisquet. Plus de 5000 personnes étaient au rendez-vous à Dole le 31 mars dernier. L'occasion pour de nombreux élus de la région, économistes et protecteurs de la nature de dénoncer l'ineptie du projet. En fin de manifestation, les effigies de Barre, maire de Lyon, et Gaudin, maire de Marseille, deux des partisans du projet, ont été coulées dans le béton et des milliers de bouteilles en plastique contenant un texte de pétition ont été jetées par dessus les grilles de la préfecture pour demander l'arrêt du projet.

• **PETITION POUR LE PATRI-MOINE.** L'association de recherches médiévales et d'archéologie sur Dole et les Alentours a lancé une pétition contre le projet du Canal à grand gabarit : celui-ci détruirait ou endommagerait 6 sites classés à Dole et 19 autres sites dans les environs. La pétition est disponible auprès de l'ARMADA, 7 rue de Besançon, 39100 Dole.

• **142 COMMUNES CONTRE.** 142 des 146 communes concernées par le tracé du canal entre la Saône et le Rhin ont voté des motions d'opposition au projet. La démocratie va-t-elle une nouvelle fois être bafouée par les technocrates ?

• **UNE COMMISSION ECONOMIQUE.** Le gouvernement a décidé de nommer une commission chargée d'étudier les arguments économiques avancés par les opposants. Ces derniers se disent prêts à participer à cette commission à condition que les achats de terre programmés pour ce semestre soient suspendus.

• **PROCHAINE MANIFESTATION :** Elle se tiendra le dimanche 9 juin à Besançon. Renseignements : Saône et Doubs Vivants, 3 rue Beauregard, 25000 Besançon, tél : 81 81 30 72.

## OZONE

### • LES PAYS RESPONSABLES.

Selon une étude internationale sur les productrices de substances destructrices de la couche d'ozone, les Etats-Unis couvrent 29 % de la production, devant le Japon 13 %, l'Allemagne 10 %, la Grande-Bretagne 8 %, la Russie 7 %, la France 7 %... les autres pays du monde ne produisant que 26 %. Au niveau des entreprises, l'américain Du Pont de Nemours arrive en tête devant le français Elf-Atochem et le britannique ICI. Comme quoi les membres du G7 qui se réuniront

à Lyon en juin sont responsables des trois-quarts des dégâts.

### • TRISTES NEGOCIATIONS.

Début décembre, à Vienne, en Autriche, s'est tenue une conférence ministérielle sur la couche d'ozone. Alors que la déperdition augmente à grande vitesse et laisse prévoir une hausse rapide des maladies de peau, les Etats, défendant leurs industriels, continuent à tout faire pour ne pas prendre des mesures efficaces trop rapidement. L'exemple le plus criant est l'usage des hydrochlorofluorocarbones ou HCFC. Ces molécules, produites

par des industriels comme Atochem en France, ont été mises en vente comme substituts aux CFC, qui servaient de gaz réfrigérants ou de gaz propulseurs. Mais, dès le départ, on savait que les HCFC, bien que moins destructeurs, allaient quand même contribuer à amplifier le problème de la couche d'ozone. Commerce oblige, les industriels ont obtenu qu'ils soient utilisés jusqu'en 2020 dans les pays du Nord et jusqu'en 2040 dans les pays dits "en voie de développement", ce qui laisse le temps aux multinationales de mettre au point une autre molécule...

qu'on interdira sans doute 25 ans après... alors que l'on pourrait se passer des HCFC dès demain si les politiques le décidaient.

Autre produit mis en cause aujourd'hui, le bromure de méthyle... qui restera autorisé jusqu'en 2010... toujours pour ne pas pénaliser nos "chers" industriels.

D'ici là, les maladies et les cancers continueront et avec un peu de chance, les mêmes industriels vous trouveront une molécule qui vous guérira du cancer... en vous donnant une autre maladie. Ne cherchez plus le trou de la Sécurité... Il a déjà été réinvesti en bourse.

## TRANSPORTS

### • TRAIN PENDULAIRE EN FRANCE ?

Les négociations avec les USA pour leur vendre des TGV vont peut-être conduire nos technocrates à revoir leurs conceptions des trains à grande vitesse. En effet, le TGV américain devra pouvoir rouler sur des voies classiques, ce qui implique de fait l'abandon du rêve d'un train roulant à plus de 300 km/h et l'adoption de la technique du train pendulaire déjà existante en Italie (le train se penche dans les virages). Ces demandes de la part des Etats-Unis pourraient avoir des retombées jusqu'en France : le vendredi 15 mars, lors d'une présentation du futur TGV Bretagne, Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, a annoncé que la poursuite du TGV Atlantique en Bretagne pourrait être réalisée avec le même type de train qu'aux USA : un train roulant à 200-240 km/h adoptant la technologie du pendulaire. Cette mesure aurait été prise pour permettre de moderniser les rames SNCF sans avoir à réaliser de coûteuses nouvelles voies.

Les opposants au TGV auraient-ils gagné ? (source Libération, 16 mars 1996)

### • PETITION POUR LE TRAIN EN AUVERGNE.

Selon des indiscretions, la SNCF ne conserverait, en 2005, qu'une seule gare en région Auvergne : celle de Clermont-Ferrand. Pour protester contre les nou-

velles fermetures de lignes prévues, une pétition est lancée en Haute-Loire. Contact : Michèle Faure, rue de l'Ancien Four à Poissons, 43000 Le Puy-en-

### • LE COUT DES EMBOUTILLAGES.

Selon une étude publiée au niveau européen, les embouteillages ont coûté, en 1995, dans l'ensemble des 15 pays, la bagatelle de 750 milliards de francs ! (source : Tam-Tam, mars 1996)

### • LA POSTE : VIVE LE VELO !

La poste est sans aucun doute l'entreprise qui utilise le plus le vélo. 27 000 facteurs font en effet leur tournée en vélo couvrant 400 000 kilomètres par jour !

### • JOURNEE EUROPEENNE DU VELO.

Elle aura lieu cette année le samedi 1er juin et des manifestations auront lieu dans de nombreuses grandes villes. Renseignements : Ecolo-J, 107 av. Parmentier, 75011 Paris.

### • A51 : LES COUTS S'ENVOLENT.

La liaison entre Varcès et le Col de Fau est possible. C'est ce que les experts ont déclaré à propos de la future autoroute A51... mais cela coûtera extrêmement cher : 10 milliards de francs annoncés (et donc sûrement plus dans la réalité). Sachant que toutes les nouvelles autoroutes sont déficitaires, que celle-ci battra les records de coûts, qui paiera ?

### • A51 : PROCES EN APPEL.

Le jugement en appel de la presque centaine de personnes condamnées en

première instance pour avoir occupé le chantier de l'autoroute au cours de l'été 95 se tiendra le 26 juin à Grenoble. Une forte mobilisation aiderait les inculpés. Pour les soutenir, prendre contact avec : Opposants à l'A51, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble.

### • A51 : COORDINATION GENERALE.

De Dôle (Jura) à la Méditerranée, une multitude de comités se sont constitués contre le passage de l'A51. Le collectif des élus, la FNAUT, la FRAPNA, FARE-Sud, le Réseau des Opposants, la SARPA organisent une coordination générale pour élaborer une charte et dresser un calendrier d'actions. Cette réunion se tiendra le 11 mai de 10 h à 17h30 au foyer municipal, 1 avenue des Résistants (route de Vizille) (près de Grenoble), 38800 Pont de Claix. Pour en savoir plus : SARPA, BP 4, 38360 Sassenage, tél : 76 44 52 34.

### • GRENOBLE : DE L'AIR !

La Maison de la nature et de l'environnement de l'Isère, MNEI, organise différentes manifestations sur la question des transports à Grenoble. Au programme : "le biogaz carburant", conférence de Pierre Labeyrie de Solagro, le jeudi 9 mai à 20h30 ; "la sécurité du piéton en ville" avec Jacques Robin, du Centre d'études sur les réseaux, les transports et l'urbanisme, le jeudi 13 juin à 20h30 ; "la loi sur la qualité de l'air : pour quoi faire", une table-ronde avec Philippe Richert, sénateur du Bas-Rhin, président de l'association

pour la surveillance de la pollution atmosphérique en Alsace, Jean Sivardière, président de la FNAUT, fédération nationale des associations d'usagers des transports, Catherine Bossis de l'AGEDEN, association grenobloise pour l'étude et le développement des énergies nouvelles et bien d'autres, le jeudi 30 mai à 20h30. Les deux premières conférences se passent à la MNEI, la dernière à la maison du tourisme de Grenoble. Le 5 mai, une journée "découverte à bicyclette de Grenoble" est également organisée. Programme complet : MNEI, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 76 54 31 62.

### • ILE-DE-FRANCE : CONTRE LE TROISIEME AEROPORT.

Le projet d'un troisième aéroport nécessitant une réserve foncière de 25 000 hectares aura des conséquences désastreuses pour le voisinage et coûtera près de 40 milliards. Une politique cohérente des transports doit viser à s'interroger sur l'actuelle envolée de la mobilité qui n'est pas infinie. De la même manière qu'on a construit une dizaine de centrales nucléaires en trop en anticipant sur la croissance, cet aéroport risque de rester inutilisé car le développement de l'avion va se heurter très vite à des limites (clientèle limitée par la crise, hausse prévisible des carburants, problèmes de pollution). Le Mouvement Ecologiste Indépendant entend s'opposer à ce projet : MEI, 15 allée de la Genestrière, 91600 Savigny-sur-Orge, tél : 69 96 90 29.

## AIR

• **CORINE LEPAGE : DU VENT !** Totalement dénaturé, le projet de loi sur l'air n'est que du vent : on va renforcer les mesures de pollution afin de pouvoir agir... plus tard. Peut-être.

• **PARIS : CONTROLE RENFORCE.** Le Maire de Paris a pris des mesures énergiques contre la pollution de l'air par les voitures : il a décidé de doubler le nombre de capteurs pour mesurer la pollution. Pas de doute, on va se sentir mieux !

• **LYON : UN VACCIN.** Interrogé par le maire Vert du 1er arrondissement, Gilles Buna, sur le rapport sur la pollution de l'air à Lyon (50 morts par an), Raymond Barre a eu cette réponse surprenante : "La délégation que préside le docteur Gignoux n'a pas attendu les résultats de cette enquête pour sensibiliser les populations fragilisées à la nécessité d'une prévention par la vaccination". Un vaccin contre la pollution ? Et contre la bêtise, ça marche ? Autre mesure radicale prise par la mairie : l'affichage des taux de pollution sur les panneaux municipaux d'information. Ça fait baisser la pollution ? Non, mais au moins, on sait pourquoi on tousse !



## FORET MEDITERRANEENNE

L'association Forêt Méditerranéenne organise son sixième forum du 5 au 8 juin à Arles. Au programme : biodiversité, sylviculture méditerranéenne, formation et emploi en forêt méditerranéenne, communication. Programme complet : Forêt Méditerranéenne, 14 rue Louis Astouin, 13003 Marseille, tél : 91 56 06 91.

## EUROPE : EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT

Youth and Environment Europe, mouvement de jeunes dont le siège est aux Pays-Bas et qui compte des relais dans 23 pays, organise deux sessions de formation. La première sur l'influence de l'impact humain se tiendra à Londres du 20 au 26 juillet après le sommet "Habitat II" de l'ONU prévu en juin à Istanbul. La deuxième se tiendra à Eeklo (Belgique), du 23 au 31 août. Il s'agit de comparer les différents programmes et méthodes utilisées dans les pays européens concernant l'éducation à l'environnement. 70 % du coût peut-être pris en charge pour les jeunes de moins de 30 ans. Cela se passe en anglais.

Renseignements : YEE, Inge Sweers, Oudegracht 42, 3511 AR Utrecht, Pays-Bas, tél : (31) 30 231 15 37.

## SUISSE : CROQUE-BETON

Le WWF, fonds mondial pour l'environnement, lance, en Suisse, une opération originale : viser à faire enlever le béton et l'asphalte inutiles. Chaque année, en Suisse, 2400 hectares disparaissent en effet sous une couche imperméable. Un sol asphalté ou bétonné est un sol mort. Or en de nombreuses occasions, il n'est pas nécessaire de bétonner. "Croque-béton" est une opération lancée dans les écoles pour que les enfants négocient, avec des propriétaires d'espaces, un projet de débétonnage redonnant la vie au sol. Un concours est même organisé (jusqu'au 15 juillet). Pour en savoir plus : WWF-Suisse, "Croque-Béton", 14 ch. de Poussy, CH 1214 Vernier. Tél : 022 939 39 90.

## GUYANE : POUR UN PARC AU CENTRE !

Plusieurs dizaines d'associations se sont regroupées pour lancer un appel au gouvernement français et lui demander de créer un parc national en Guyane... mais au nord de celui actuellement prévu, en laissant les terres du sud aux ethnies indiennes (voir n°201). Un appel de person-

## DECHETS

• **INCINERATION : PLANS ILLEGAUX.** La plupart des plans départementaux adoptés au printemps 96 privilégient les incinérateurs en prévoyant le plus souvent une augmentation des quantités de déchets collectés. Or la loi du 15 juillet 1975 oblige à promouvoir la réduction à la source des déchets. Tous les plans qui n'ont pas inclus cette nécessité sont donc illégaux. Un dossier pour expliquer la démarche à suivre pour faire annuler ces plans peut être demandé à : Pierre-Emmanuel Neurhor, Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

• **INCINERATION ET SANTE.** Greenpeace organise une tournée de conférences du chimiste américain Paul Connett. Celui-ci présentera ses travaux sur l'incinération et les dangers pour la santé. Il donnera une conférence à Paris, le lundi 20 mai (renseignements au (1) 47 70 46 89), à Cherbourg, le mardi 21 mai (renseignements au 33 93 28 00), à Lyon le mercredi 22 mai (20 h, Maison des communications, 44 rue Saint-Georges, Lyon 5ème, renseignements : 72 75 06 28 ou 72 12 19 44), à Marseille le jeudi 23 mai (renseignements : 42 02 72 88), à Strasbourg le mardi 28 mai (renseignements : 87 24 20 16), à Metz le mercredi 29 mai (renseignements : 87 36 34 06).

nalités circule également (on y relève les signatures de Bruno Menser, Jean-Marie Pelt, François Ramade, Antoine Waechter, Kenneth White, prince Aga Khan...). L'enjeu est de taille : 7 à 8 millions d'hectares de forêts tropicales à protéger. Mais comme sur bien des dossiers, le gouvernement n'a aucun courage politique et cède aux industriels. En France, la coordination est assurée par le Comité pour un parc national à Fontainebleau, 25 rue de la Madeleine, 77-170 Brie Comte-Robert, tél : (1) 64 05 18 68.

## TOULOUSE : AUTOUR DU BRUIT

L'union Midi-Pyrénées nature et environnement, UMI-NATE, fédération des associations de protection de la nature de la région, organise du 1er avril au 28 juin, une exposition intitulée "autour du bruit, rompre le silence". Celle-ci se tient à la Maison régionale de l'environnement, 14 rue de Tivoli, à Toulouse. L'exposition est complétée par des animations. Des soirées-débats auront lieu sur "bruits et transports" (lundi 29 avril à 20h30), "je suis victime du bruit chez moi, que dois-je faire ?" (mardi 21 mai à 20h30), "le bruit qui fait mal" (jeudi 6 juin à 20h30). Programme détaillé : UMI-NATE, 14 rue de Tivoli, 31068 Toulouse cédex, tél : 61 33 50 88.

## PROVENCE : CONTRE LES BRULAGES DIRIGES

En 1995, sous couvert d'expérimentations sur le contrôle des incendies de forêts, des incendies volontaires ont été réalisés pour améliorer l'organisation des pompiers. Ces "brûlages dirigés" ont concerné 600 hectares dont 438 sur la seule commune de Duyes (04). Un nouveau programme est prévu cette année à St-André des Alpes. Les associations de protection de la nature protestent contre cette méthode car les sites concernés, comme après un autre incendie, entrent dans un cycle qui favorise le renouvellement des feux : les espèces qui repoussent le plus vite sont dites "pyrophiles", c'est-à-dire qu'elles brûlent plus vite et avec moins de dégâts pour elles... mais pas pour les autres plantes. Il est quasiment impossible de revenir à l'écosystème d'avant incendie et donc ces brûlages volontaires ne font qu'aggraver la situation. De la même manière qu'il ne viendrait à personne l'idée de faire des "lâchers de barrages dirigés" pour étudier les dégâts dus aux inondations, les scientifiques et les associations dénoncent cette méthode inutile.

Contact : UDVN 04, 3 rue Font Neuve, 04190 Les Mées.





## SOUTIEN AUX MÈRES DE SOLDATS RUSSES

Le Bureau International de la Paix, qui représente à Genève, l'ensemble des mouvements pour la paix auprès de l'ONU vient de décerner le prix Sean MacBride, du nom de son fondateur, au Comité des Mères de Soldats Russes. Ce prix annuel récompense chaque année la meilleure action militante en faveur de la paix. Ce comité a organisé le voyage de certaines de mères russes sur le front de la Tchétchénie. Les mères se sont infiltrées entre les belligérants, ont pris contact avec les mères tchétchènes, obtenant des cessez-le-feu, des échanges de prisonniers et réclamant l'arrêt des hostilités. Elles ont dénoncé la violence choisie par les dirigeants, que ce soit Eltsine ou Douadaïev. Cette initiative de femmes contre le pouvoir militaire masculin est l'une des opérations les plus osées de ces

dernières années. Après quelques jours de surprises, les militaires ont violemment réagi : des femmes ont été arrêtées, d'autres jetées des trains qui les amenaient sur place. Leurs bureaux à Moscou ont été détruits. Pour soutenir ce mouvement de femmes, la commission Femmes des Verts a décidé de lancer une pétition pour soutenir leur candidature au Prix Nobel 1997. Renseignements : Commission Femmes, Les Verts, 107 av. Parmentier, 75011 Paris, tél : (1) 43 55 10 01.

## MAURITANIE : CONDITION FEMININE

La Mauritanie développe depuis quelques années une attitude positive envers les femmes. L'une des conséquences est la multiplication des divorces, la plupart du temps demandés par les femmes : 37 % des mariages aujourd'hui. Ces divorces conduisent à de nombreuses familles monoparentales

qui vivent dans une grande précarité. Le gouvernement a facilité la mise en place de coopératives de femmes. Plus de 1200 existent aujourd'hui. Ces coopératives rencontrent toutefois des obstacles : le manque de formation des femmes, le manque de terres disponibles (elles appartiennent le plus souvent aux hommes). (source : Peuples en marche, mars 1996)

## AVORTEMENT : PROJET DE LOI REPOUSSE

L'amendement à la loi Veil proposé par Christine Boutin et Jean-Louis Beaumont proposant le droit de se porter partie civile pour provocation à l'avortement, pour toute association ayant pour objet la défense et la promotion du droit à la vie, n'a eu aucun succès : le 14 mars dernier, seuls 3 parlementaires ont voté pour.

## ANTI-IVG D'UTILITE PUBLIQUE

La fondation Lejeune, du nom du professeur Jérôme Lejeune, longtemps conseiller scientifique de "Laissez-les vivre" a été reconnue d'utilité publique, mi-mars, ce qui lui permet de collecter des fonds non-imposables.

La fondation en avait fait la demande l'année dernière au lendemain de l'élection de Chirac et a donc obtenu une réponse positive en moins d'un an, ce qui est exceptionnellement court pour une telle démarche administrative.

L'explication vient peut-être de la présence de Clara Lejeune-Gaymard, administratrice de la fondation, fille du professeur, ancienne directrice de cabinet de Colette Codaccioni, ex-ministre de la Solidarité entre les générations, et épouse du secrétaire d'Etat à la Santé Hervé Gaymard. Le Réseau Voltaire, qui regroupe des personnes soucieuses de la liberté d'expression a dénoncé cette mesure qui sous couvert de lutte contre les maladies génétiques va servir à alimenter les caisses des mouvements anti-IVG.

## TOULOUSE : LES FEMMES AUX ALLUMETTES

Pour dénoncer le racisme et l'exclusion, neuf associations se sont regroupées dans un projet théâtral. Il a été choisi de traiter, par une création, la forme de racisme et d'exclusion la plus tenace : celle des femmes. Une pièce intitulée "Les femmes aux allumettes" a vu le jour pour montrer la continuité de ce phénomène à travers trois tableaux se situant d'abord aux Etats-Unis pendant la guerre de Sécession, ensuite en France au lendemain de la seconde guerre mondiale, enfin aujourd'hui dans une grosse usine. En remplissant des boîtes d'allumettes, quatre femmes de quatre générations discutent, de leurs problèmes, de leurs rêves, de leurs révoltes. Cette pièce sera jouée les 13, 14 et 15 juin à Bellefontaine puis dans différents quartiers de l'agglomération. Renseignements : Association contre le racisme et l'exclusion, 31 rue du 10 avril, 31500 Toulouse. (source : le Coquelicot, février 1996)

## AGEN : VIOLENCES SEXUELLES

Un centre de consultations et de soins destiné aux filles mineures, victimes de violences sexuelles vient d'ouvrir à Agen. Accueil, hébergement et écoute, sont assurés 24 h sur 24 par une équipe pluridisciplinaire. Contact : Centre du Dr Bru, 1 rue du Dr Camille Dru, 47000 Agen, tél : 53 47 20 02 (source : L'impatient, mars 1996)

## VACHE FOLLE ET PRIX DU BŒUF

Il n'y a pas de hasard dans le vocabulaire : quand la maladie sévit, c'est la vache qui devient folle et les prix du bœuf qui s'effondrent ! On élève des vaches et on mange du bœuf ! Le sexisme a de beaux jours devant lui !



# LES FEMMES LEVENT LE VOILE SUR L'INTEGRISME

**”** *J*e pense que tu es au courant des derniers événements en Algérie : série de voitures piégées, assassinats et viols de femmes dont une journaliste affreusement mutilée. Mais dans toute cette horreur, le soleil a brillé à

tenant faire du sport en *tchador* à cinq heures du matin. Quel progrès après tout pour un peuple de sauvages ! Quel racisme surtout de renvoyer les femmes en lutte à de soi-disant problèmes religieux ou culturels alors que l'enjeu est tout autre. Décidément, les Algériennes dérangent.

hommes (intellectuels, artistes, journalistes...), mais aussi des enfants, ont payé de leur vie leur volonté de s'opposer à ce sida mental que constitue l'intégrisme de tout bord. De plus, les "barbus" qui mutilent et assassinent les femmes veuves ou divorcées parce qu'elles vivent sans mari, ne sont guère différents de la soldatesque serbe qui pratique la "purification ethnique" avec la bénédiction officielle d'une partie du clergé orthodoxe. Cette barbarie à visage divin n'est ni une guerre de religion, ni une guerre civile, et encore moins l'expression effroyable et désespérée d'une identité culturelle. Même si elle souhaite apparaître comme telle pour acquérir une légitimité.

*La lutte des femmes algériennes, intellectuelles ou non, est avant tout une lutte pour la démocratie dans un pays qui refuse de sombrer dans l'obscurantisme.*

La situation algérienne constitue un véritable révélateur, au sens photographique du terme. Les femmes algériennes, qui ont, trente ans durant (depuis la Déclaration de l'Indépendance en 1962), observé l'évolution du processus, en font aujourd'hui une analyse qui apparaît comme l'avant-garde de la réflexion dans ce domaine. Dès 1965, elles ont commencé à lutter contre le *Code de la famille*, texte qui fait de la femme une mineure à vie, en contradiction avec les textes internationaux ratifiés par l'Algérie. Texte qui sera finalement adopté en 1984. Depuis 1967, elles ont assisté à une arabisation de l'école "*qui fut en fait le prétexte pour introduire des programmes rétrogrades*" souligne Leïla, ex-journaliste à la radio algérienne. Dans les cours de mathématiques, on conclut aujourd'hui une opération en prononçant "*Ce résultat est juste, si Dieu le veut !*" et souligne Leïla, "*il ne s'agit pas d'une figure de rhétorique : les jeunes y croient*". Alors l'histoire du foulard, dans tout ça...

Göteborg puisque Hassiba Boulmerka a remporté la médaille d'or au 1500 m. Dommage que FR3 ne soit pas reçue en Algérie car les journalistes ont formidablement soutenu Hassiba et lui ont donné la parole à plusieurs reprises...". Voilà ce qu'écrivait pendant l'été 95 une amie algérienne réfugiée dans le Midi de la France. La résistance est plus que jamais à l'ordre du jour. Sur tous les fronts. Condamnée à mort par les intégristes qui lui reprochent de courir en short, Hassiba n'a pas hésité à adresser un bras d'honneur à des militants islamistes venus la huer à Bruxelles, lors d'une rencontre sportive. "*Aussi vrai qu'il est impossible de se rendre à la mosquée en short, il est impossible de courir en hidjab*" commente-t-elle avec humour. Il existe néanmoins des intellectuels français qui osent se féliciter que les Iraniennes puissent main-

Parce qu'elles mettent le doigt sur ce que l'Occident ne veut pas voir : la douloureuse remise en cause de la Démocratie comme absolu intangible, idéal bafoué par la montée planétaire de l'Ordre moral qui affiche ouvertement ses choix totalitaires sur fond religieux et nationaliste.

## Un fascisme qui avance masqué

La situation des femmes en Algérie est exemplaire à plus d'un titre. Menacées de mort si elles continuent à travailler (journalistes, enseignantes, infirmières...), torturées, violées si elles refusent de porter le *hidjab*, les femmes sont les premières victimes d'un fanatisme qui, en dépit des apparences, avance masqué. Car si elles se retrouvent en première ligne, elles ne sont pas les seules. Des

La fascination des Occidentaux (et leur complaisance affichée) pour le port du foulard, du voile, *hidjab*, *haïk* ou *tchador*, renvoie sans doute à certains phantasmes masculins à l'égard de la femme orientale. Ce sacré voile fait surtout écran à toute réflexion critique concernant la place de la femme dans la société, quelle qu'elle soit. "La problématique des femmes algériennes n'est pas dissociable de celles de l'ensemble de la société, souligne Fazile, ex-journaliste dans un quotidien algérois. Car l'enjeu véritable, c'est la démocratie. quand on me dit : est-ce difficile de se couvrir d'un bout de chiffon ? je réponds : ce bout de chiffon signifie très vite la fin de la liberté de travailler, de pratiquer un sport, de mener une vie indépendante, bref, d'exister comme un individu à part entière". Les Sœurs Musulmanes, ces étudiantes intégristes qui vont voilées à l'université et disent accepter la polygamie, ont beau affirmer que le Coran n'a jamais empêché la femme d'avoir une activité professionnelle, qu'elles en sont la preuve... "Si nous sommes dans une société islamique véritable, la femme n'est pas destinée à travailler, leur répond en écho Ali Belhadj, numéro deux du Front Islamiste du Salut (revue Horizon du 23 février 1989) (...) La femme est une reproductrice d'hommes. Elle ne produit pas de biens matériels mais cette chose essentielle qu'est le musulman". Le FIS (officiellement interdit) suggère d'ailleurs une rémunération de la mère au foyer. Des propos que ne désavoueraient ni Hitler, ni Mussolini, et que reprennent, en des termes à peine différents, les extrêmes-droites occidentales.

### Ce qu'il faut détruire, c'est l'Autre

Et qui, mieux que la femme, représente l'altérité ? Pour Fazile, "les Occidentaux n'ont jamais mesuré l'impact de la Guerre du Golfe sur les pays arabes. C'est là que l'unité du monde arabe a volé en éclats pour être remplacée par une unité religieuse : l'islamisme". Cette utilisation de l'Islam à des fins politiques n'a pas grand chose de religieux mais tout de politique, et même de géopolitique. Car il ne s'agit pas d'un Islam intellectuel, érudit, donc modéré comme certains se plaisent à le présenter. Mais bien d'une interprétation primai-

re, mêlée de haines viscérales, et surtout guerrière, fondée sur la notion de Djihad (Guerre sainte). Bref, une interprétation malsaine et hégémonique.

"Celui qu'il faut détruire, c'est l'Autre ! Et qu'est-ce qui est plus différent, d'emblée que la femme ? Physiquement, physiologiquement, la femme incarne l'Autre par excellence. C'est une vision insupportable qu'il faut voiler..." : pour Khalida Mesouadi, figure emblématique de la résistance des femmes algériennes, le problème est clair. La haine de la femme est un commencement, un symptôme. Car il ne doit pas occulter sa véritable cible : la conquête du pouvoir. Le problème n'est ni sexuel, ni religieux, ni même culturel : il est bel et bien politique. "Au nom de quoi me dit-on que la violence contre les femmes fait partie de ma culture et que je dois m'en accommoder ? s'indigne Leïla. C'est comme si l'on



disait aux Incas du Pérou qu'ils auraient raison de pratiquer des sacrifices humains, ou que les Etats-Unis sont par nature esclavagistes !" Pour l'Occident marqué par les croisades, l'Arabe reste un Barbaresque, un sauvage. Cette bonne conscience calme la grande peur des bien-pensants : celle d'avoir à se salir (morale) les mains. Et si l'on est poussé à prendre position, il existe une ultime solution de facilité : prôner le dialogue. C'est trop joli sur le papier. "Mais comment la démocratie peut-elle dialoguer avec des gens qui veulent sa mort et ne s'en cachent pas ?" interroge Aïcha, qui continue à travailler dans un quotidien oranais. La plupart des associations féminines algériennes sont contre le "dialogue" avec l'ex-FIS. Et pas seulement en tant que femmes. Pour éviter que le pays tout entier bascule dans un nouveau Moyen-Age dont il mettra plusieurs décennies à sortir. L'exemple iranien a servi.

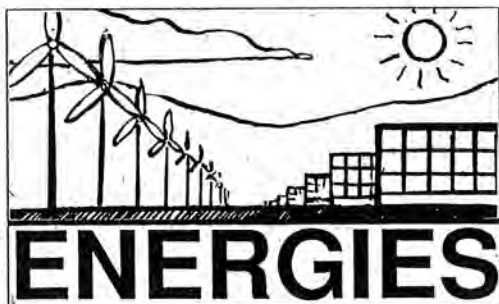
### La religion doit rester une affaire personnelle

Les atrocités commises chaque jour en Algérie, les attentats aveugles qui ont tué à Paris l'été dernier, sont peut-être le fait d'individus désaxés. Mais ils font partie d'une stratégie internationale. Un seul exemple : à la Conférence Mondiale sur les femmes, à Pékin, en septembre dernier, les démocrates algériennes étaient présentes grâce à la solidarité internationale, malgré leurs faibles moyens financiers. Elles ont pu organiser un Tribunal contre l'Intégrisme et plusieurs manifestations. Mais il faut souligner que les femmes islamistes, elles, étaient venues en force pour organiser des contre-manifestations et diffuser également des coffrets de vingt-cinq cassettes destinées à montrer que "l'Islam libère la femme", ce qui en dit long sur la logistique (financière et technique) dont elles disposent. Financées par qui ? Peut-être par les "dons des fidèles", à la manière dont l'Algérie, en dix ans, a vu la construction de dix mille mosquées, en pleine crise économique...

Le combat des démocrates algériennes n'est pas un combat contre l'Islam. "La religion doit rester une affaire individuelle, insiste Aïcha. Elle ne doit pas se mêler de politique". Cette exigence de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans un pays musulman constitue une première historique. enfin, la situation des Algériennes ne peut être analysée comme circonscrite aux confins de l'Algérie, ni même du monde arabe. il s'agit de l'émergence d'un fascisme à vocation mondiale qui s'appuie sur une idéologie religieuse comme le fascisme hitlérien s'appuyait sur l'idéologie socialiste. Rappelons qu'Hitler est arrivé démocratiquement au pouvoir, et que le dialogue a bien eu lieu... jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale ! Aujourd'hui, le démocratisme bêtard est un choix dangereux. Agacées par le discours humanitaire (une rustine pour colmater l'impuissance politique), les Algériennes refusent d'apparaître comme des victimes : "Nous avons besoin de solidarité politique, claument-elles. L'Algérie est un pays debout !".

### Hélène MICHELINI

Présidente de la commission solidarité de l'Association des femmes journalistes (France)



## RUSSIE : ECONOMIES D'ENERGIE

En Russie, le système de tarification de l'électricité est fait au forfait en fonction de la puissance du compteur installé. Cette politique issue du temps du communisme a une conséquence : un énorme gaspillage d'électricité. Selon une étude publiée par l'OCDE (Paris) "Energy Policies of the Russian Federation", l'introduction d'une tarification à la quantité consommée et

la mise en place de taxes sur la consommation pour créer un fond pour l'investissement dans l'efficacité énergétique, devraient permettre d'économiser 400 TWh soit 45 % de la consommation du pays. Cette économie permettrait en quelques années de fermer toutes les centrales nucléaires du pays. Bien entendu, on continuera à nous dire après cela que le nucléaire est indispensable à l'est, surtout si c'est EDF qui construit ! (source : Acid News, février 1996).

## ECONOMIES D'ENERGIE

• **DEMAIN DES MAISONS SANS CHAUFFAGE.** Entre 1973 et 1990, la consommation énergétique nécessaire au chauffage d'un mètre carré d'habitation a baissé de 40 % aux Etats-Unis et de 46 % au Danemark. En Scandinavie et en Amérique du Nord, plus de 10 000 maisons super-isolées ont été construites pendant ce laps de temps. Ces maisons fonctionnent presque sans chauffage : les pertes thermiques sont compensées par la seule chaleur des habitants, des appareils électriques, et des apports solaires. Généralement, une cheminée ou un poêle à bois supplée l'éventuel manque d'énergie. Quelques maisons ont même été construites sans aucun chauffage et cela marche bien surtout en zone de montagne où les apports du solaire sont importants. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

• **HABITAT BIOCLIMATIQUE A LA VILLETTE.** Un concours passé dans les milieux d'architectes a porté sur la réalisation de maisons respectueuses de l'environnement. Un comité dirigé par Gilles Péraudin, a sélectionné parmi les 220 réponses reçues, six exemples d'"écologis" qui seront construits comme vitrine technologique sur le site de la Villette, à Paris. Ces maisons utiliseront au maximum des matériaux recyclés, profiteront de l'énergie solaire, offriront des murs en bardage bois ou en brique, seront munies d'auvent pour se protéger du soleil en été, disposeront d'un stockage de chaleur dans le sous-sol, utiliseront la ventilation naturelle... Des feuillus seront plantés au sud pour protéger du soleil en été, et des résineux au nord pour protéger des vents toute l'année... Des photovoltaïques seront intégrés aux toits... Une limite budgétaire de 10 000 F le m<sup>2</sup> avait été imposée au départ. Le comité qui pilote l'opération a contacté des offices HLM pour créer des lotissements avec ces maisons, mais pour le moment cela n'a débouché sur aucune réalisation concrète. Les maisons seront visitables à la Villette à partir d'octobre. (source : Libération du 6 mars 1996)

## ENERGIE EOLIENNE

• **INDE : ESSOR DES EOLIENNES.** Début 1994, le gouvernement indien prenait deux décisions : il autorisait la production électrique privée et offrait un tarif attractif de rachat de la production électrique provenant des énergies renouvelables. A ce moment là, la production éolienne atteignait 115 MW sur l'ensemble du pays. Début 1995, cette puissance installée est passée à 180 MW. Début 1996, on en est à 300 MW. La France avec ses 3,4 MW actuels et ses 250 MW prévus dans dix ans fait figure de pays sous-développé ! (source Acid News, février 1996)

• **ALLEMAGNE : DEVELOPPEMENT EOLIEN.** Fin 1995, l'Allemagne comptait déjà 632 MW éoliens. Cette puissance installée en fait le premier producteur éolien d'Europe, dépassant pour la première fois le Danemark (539 MW) et plaçant l'Allemagne au deuxième rang mondial après les Etats-Unis (1717 MW). Le plus spectaculaire est à venir : 250 MW supplémentaires devraient être installés en 1996. Les industriels allemands ont parfaitement vu venir le coup : sur la cinquantaine de fabricants d'éoliennes de grandes tailles dans le monde, une trentaine sont allemands. Cet engouement pour le vent a été facilité par des choix politiques : pour ne plus avoir à construire de réacteurs nucléaires et pour diminuer le nombre des centrales thermiques, le gouvernement de Bonn a en effet décidé de subventionner l'éolien en fixant le prix de rachat du kilowatt-heure à 0,81 FF (à comparer au prix français : 0,28 FF actuellement). (source : Avel Pen Ar Bed)

• **BRETAGNE : LE VENT EN POUPE.** L'association Avel Pen Ar Bed (Eoliennes en Bretagne), en relation avec des partenaires institutionnels, a fait réaliser une enquête auprès de 300 personnes. Il leur était proposé comme priorités pour la Bretagne, le développement de l'éolien, de l'hydraulique, du nucléaire. 70 % se sont déclarés favorables à l'éolien, 50 % à l'hydraulique, 9 % au nucléaire (plusieurs réponses possibles). Les raisons citées en faveur de l'éolien : énergie non-polluante (60 %), création d'emplois (50 %). 95 % souhaitent une campagne d'informations et 70 % souhaitent que celle-ci se termine par un référendum. Contact : Avel Pen Ar Bed, 20 route de Pors Karo, Kerallou, 29470 Plougastel, tél : 98 04 27 70.

• **BOUCHES-DU-RHONE : EOLIENNES EN VUE.** Le conseil général des Bouches-du-Rhône vient de commander une étude au Geres, groupe énergies renouvelables et environnement, pour trouver au moins quinze sites dans le département susceptibles d'accueillir des éoliennes de grande taille. (source : Sciences et Nature, mars 1996)

## USA : DECENTRALISATION DE L'ENERGIE

Le département américain à l'énergie (DOE) vient d'effectuer un virage dans sa politique énergétique : alors que jusqu'ici la tendance était aux centrales (thermiques, solaires ou éoliennes... la dernière construction de centrale nucléaire remonte à 1978), une étude sur les économies d'énergie a montré qu'il existait un fort potentiel d'économie en décentralisant davantage les centres de production au niveau des petites agglomérations. En effet, excepté sur les côtes Est et Ouest où la population est très dense, dans

le reste du pays, les grosses centrales de production nécessitent d'importants réseaux de lignes électriques qui coûtent cher à entretenir. L'optimum déterminé par cette étude serait de mettre en place des centres de production éoliens modestes (de l'ordre du MW) qui produiraient le courant électrique de base et de compléter ce courant de base, dans un premier temps par des groupes électrogènes au diesel pour les pointes de consommation. L'entretien, au niveau municipal, serait extrêmement simplifié grâce à l'informatisation du centre de production. Ce scénario est applicable immédiatement. Pour le futur, la possibilité de remplacer les

groupes diesel par des sources renouvelables peut être envisagé en particulier par la valorisation de la biomasse. (Source : Avel Pen Ar Bed)

### SUISSE : CONSTRUIRE MON FOURNEAU SOLAIRE

L'association "Vivre autrement" propose deux ateliers pour construire son fourneau solaire : le samedi 4 mai ou le samedi 1er juin, de 10 h à 17 h au Collège de l'Elysée, à Lausanne. Programme complet : "Vivre autrement", Pierre Pradervand, 3 Bd James Fazy, CH-1201 Genève, tél : 022 731 88 39.

### SUISSE : AUTOCONSTRUCTION SOLAIRE

L'association Sebasol (abréviation de "self bâtir solaire") s'est constituée afin de mettre en place une structure permettant à qui le veut de réaliser soi-même

une installation solaire complète du capteur à l'accumulateur thermique en passant par la tuyauterie. Cette association a vu le jour dans le cadre du programme Energie 2000 mis en place par la Confédération.

Le principe de base est de travailler en petits groupes de 10 à 20 personnes qui s'entraident dans la réalisation de leurs installations respectives. Dans chaque groupe ainsi formé, une personne doit suivre une formation d'animateur/trice. Une documentation complète est disponible et un spécialiste assure le suivi des réalisations.

Sebasol organise au départ des visites de sites pour montrer des exemples concrets, vous aide à définir la puissance de votre future installation et à trouver des locaux provisoires pour réaliser vos chantiers, favorise l'achat collectif de matériel. Tout cela permet d'abaisser au maximum les coûts d'une installation solaire. Une quinzaine de relais existent déjà en Suisse alémanique, un premier centre existe en Suisse romande : Sebasol c/o Centre de conseil Infoénergie, c/o Service cantonal de l'énergie, Tivoli 16, CH 2003 Neuchâtel.

### BELGIQUE : CONSTRUIRE SON CAPTEUR SOLAIRE

Les Ateliers Voot organisent du 1er au 6 juillet un stage pratique de construction de capteurs solaires avec une formation théorique suivie de la construction de capteurs plans à eau. Possibilité de construction de capteurs intégrés avec plans fournis à l'avance.

Renseignements : Ateliers Voot, 91 rue Voot, 1200 Bruxelles, tél : 02/762 48 93.

### ENERGIE ET CHOMAGE

Profitant d'une énergie peu chère, la plupart des industriels se sont mécanisés et ont remplacé une partie de leurs salariés par des machines. Or, d'une part, il est

nécessaire de diminuer notre consommation d'énergie ; d'autre part, le nombre de chômeurs pose des problèmes sociaux intolérables. Une solution pourrait être de proposer des taxes sur l'énergie pour financer l'emploi. Comment ? En transférant une partie des charges patronales sur le coût de l'énergie. Une taxe de plus en plus élevée sur l'énergie et la remise à son vrai niveau du coût de l'électricité permettraient de faire rentrer des sommes importantes pour l'Etat, sommes qui compenseraient une baisse des charges. Ainsi, le robot qui remplace un ou plusieurs travailleurs paierait sa cotisation au chômage. L'instauration d'une même taxe sur les produits importés permettrait également d'éviter la fuite des emplois à l'étranger. Un de nos lecteurs lance un appel pour la mise en route d'une pétition sur ce sujet.

Prendre contact avec : Paul Garde, 3 place Cl. Barbier, 38780 Pont Evêque, tél : 74 85 95 84.

Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie, fiche extraite de la revue "Le nucléaire détrôné" dessinée par Boualem Khelifi, texte d'Antoine Bonduelle (voir bon de commande page 39)

## 20 technologies pour changer l'énergie

## LA CENTRALE ÉOLIENNE



**S**PECTACULAIRE symbole de la montée en puissance des renouvelables, la centrale éolienne produit son courant en exploitant l'énergie du vent. Certains pays prévoient déjà de dépasser 10% de leur production électrique par ce moyen non polluant et économique. Les machines les plus industrialisées et fiables ont trois pales sur un axe horizontal, et une puissance de 250 à 800 kW. Les trois pales de d'éolienne se règlent automatiquement pour prendre le meilleur angle au vent, ou pour se protéger en cas de tempête.

Les groupements de machines ont une régularité et une fiabilité nettement meilleure que les très grandes machines isolées que l'on imaginait il y a vingt ans. Les centrales éoliennes bénéficient de l'avancée de l'électronique et des télécommandes, et aussi des matériaux avancés (fibres de carbonées...). En France, les éoliennes connectées au réseau font leur débuts timides à Dunkerque et près de Perpignan.

A noter que l'espace employé par les éoliennes est souvent inférieur à celui des barrages hydrauliques pour une puissance

donnée. Des machines réparties sur 17 km de côté produiraient l'équivalent annuel d'une tranche de centrale nucléaire. 2% seulement de cet espace serait consommé par les machines elles-mêmes, le reste du terrain conserve sa vocation agricole.





## TRANSPORTS DE PLUTONIUM

Le développement de l'industrie du plutonium avec la mise en place du combustible MOX (mélange uranium-plutonium) va multiplier les transports de plutonium sur les routes. L'ouverture de l'usine Mélox, dans le Gard, devrait engendrer en effet 400 transports par an. Le risque d'un accident avec libération de plutonium n'est pas exclu. Cela pourrait avoir des conséquences dramatiques : dans un accident de transport routier sur vingt, la vitesse d'impact est supérieure à celle correspondant au choc réglementaire des colis de transports nuclé-

aires ; dans un accident de transport routier sur deux qui conduit à un incendie, les conditions réglementaires de durée du feu (30 minutes pour le plutonium) sont dépassées ; enfin, en 1992, 4 accidents ont impliqué deux transports de matières dangereuses en même temps. Un rapport complet sur la question vient d'être réalisé par WISE-Paris. On peut le commander à : Forum Plutonium, Les Oliviers, 26110 Venterol, tél : 75 27 97 69.

## LOIRE-ATLANTIQUE : DEBUT DES TRAVAUX AU CARNET ?

Le chantier de la centrale de Civaux, près de Poitiers,

touchant à sa fin, EDF, dans sa course en avant, veut employer ses ouvriers pour ouvrir un nouveau site nucléaire. Si l'on parle de Penly (Seine-Maritime) et de Flamanville (Manche) pour un nouveau chantier, EDF vient d'annoncer des travaux de remblais sur le site du Carnet, près de Nantes, ce qui n'est pas bon signe. Officiellement, le site pourrait abriter une centrale nucléaire ou une centrale thermique... 2,5 millions de m<sup>3</sup> de terre vont être amenés pour rehausser le niveau du site au-dessus des zones inondables de la Loire.

Le projet remonte à 1982 après l'abandon du site voisin du Pellerin. Une déclaration d'utilité publique avait été signée pour 5 ans le 22 mars 1988 par Jacques Chirac, alors premier ministre. Elle avait été abandonnée ensuite, mais Pierre Bérégovoy, le 3 mars 1993, autorisait EDF à poursuivre les expropriations. Sur les 126 hectares nécessaires, 114 appartiennent déjà à EDF ou au Port autonome de Nantes. Seuls huit hectares appartiennent encore à des particuliers.

Le début des travaux est prévu pour fin 1996 après qu'EDF ait obtenu une autorisation de travaux en zone humide. Les Bretons vont devoir se remobiliser ! (source : Presse-Océan, 17 et 18 février 1996)

## NORD : SIMULATION D'ACCIDENT A GRAVELINES

Depuis le temps que les opposants au nucléaire expliquent qu'en cas d'accident nucléaire grave, il sera impossible de prendre des mesures efficaces, on n'espérait plus que les autorités nous apporteraient la preuve de leur inefficacité. C'est maintenant chose faite suite à la simulation d'accident réalisée le 13 février dernier à la centrale de Gravelines.

Malgré une longue préparation médiatique, de multiples réunions d'information et un nuage radioactif fictif de petite taille, l'organisation de la simulation est allée de dérapages en dérapages.

En milieu de matinée, un camion de pompiers annonce par haut-parleur qu'il faut rester chez soi. Les rues sont

## DECHETS

• **CARTES POSTALES.** Le collectif Meuse contre l'enfouissement des déchets radioactifs a publié une excellente série de six cartes postales humoristiques sur le sujet. On peut les leur commander pour la modeste somme de 15 F les 6. Ceux qui le peuvent sont invités à verser plus : la lutte coûte cher ! Commandes à : Collectif contre l'enfouissement des déchets, 3 chemin de Vaux le Comte, 55000 Bar-le-Duc, tél : 29 76 13 14.

• **AISNE : FUITES A SOULAINES.** Le stockage à l'air libre de déchets radioactifs de faible et moyenne activité sur le site de Soulaines n'avait pas soulevé beaucoup d'opposition car c'est la moins mauvaise solution. D'autant plus que l'ANDRA, qui gère le site, affirmait que la couche d'argile située sous quelques mètres de sable permettrait de collecter toutes les eaux de pluies en aval en cas de fuites radioactives. Seulement, voilà, de nouvelles études ont montré que l'argile laissait passer 10 litres d'eau à la seconde, soit 860 m<sup>3</sup> par jour, dans la nappe phréatique située en dessous... nappe phréatique du bassin parisien. En cas de fuite radioactive, l'étanchéité promise n'est plus assurée. Pour l'instant tout va bien, pour l'instant tout va bien... (source : Stop-Nogent, décembre 1995)

• **VIENNE-CHARENTE : ELUS CONTRE LES DECHETS.** Le 3 février dernier, une manifestation contre l'enfouissement des déchets dans la région a réuni environ 800 personnes dans les rues de Poitiers. Cette manifestation fait suite à de nombreux accrochages avec l'ANDRA et avec les élus favorables au projet. Le 17 février, une trentaine d'élus du Sud de la Vienne et du Nord de la Charente se sont réunis pour créer une association des élus hostiles au projet de l'ANDRA. Pour en savoir plus : Comité de coordination Vienne-Charente, BP 3, 86250 Charroux, tél : 49 87 47 40.

## DUREE DE VIE DES CENTRALES

• **RENOUVELLEMENT DU PARC NUCLEAIRE.** Selon une étude parue dans Le Nouvel Economiste du 7 juillet 1995, le renouvellement des réacteurs vieillissants en France, de manière à maintenir notre production nucléaire au niveau actuel, nécessiterait entre 600 et 1000 milliards de nouveaux investissements. EDF a encore 150 milliards de dettes sur les premières centrales. Ceci ne fait que renforcer une certitude : le nucléaire ne sera jamais rentable.

• **LES FINANCES AVANT LA SECURITE.** Pour éviter de nouvelles dépenses, EDF affirment que les centrales actuelles devraient pouvoir durer 40 ans. Lors de leur construction, elles étaient prévues pour 25 ans. Il faut dire que de savants calculs économiques ont montré que pour rembourser la dette énergétique de sa construction, une centrale doit fonctionner entre 7 ans (selon EDF) et 20 ans (selon l'INESTENE). Si cette recherche pour retarder la fermeture des réacteurs peut s'expliquer par les coûts financiers, EDF n'ignore pas non plus que l'opinion française est fortement opposée à la construction de nouveaux réacteurs (voir Silence 192 : 62 % d'opposants). Sachant que le risque d'accident augmente avec l'âge d'un réacteur, EDF fait donc passer ses finances avant la sécurité. De même, plus un réacteur vieillit, plus il devient "chaud" (radioactif) et plus les réparations deviennent délicates pour les employés : qu'à cela ne tienne, les intérimaires trinqueront.

• **24 ANS !** Si EDF veut faire durer ces centrales 40 ans, il faudra faire un effort car pour le moment, le record de durée est détenu par Chooz A qui a fonctionné d'avril 67 à octobre 91 soit seulement 24 ans. A comparer au temps de construction de Chooz B dont le chantier a démarré en 1984 et n'est toujours pas fini aujourd'hui (soit 12 ans de consommation d'énergie !).

presque vides : tout le monde est parti travailler. Seules personnes présentes : les journalistes. Deux employés municipaux passent alors de maison en maison pour distribuer des bonbons au chocolat, censés représenter des pastilles d'iode. Un couple fait ses courses : "on n'a pas entendu les hauts-parleurs". A 11h30, sortie des écoles, les parents sont venus chercher leurs enfants. Les gendarmes ne sont pas là pour faire rentrer les gens chez eux... Raison invoquée : l'horaire de l'accident avait été avancé d'une heure pour surprendre un peu et les gendarmes n'ont pas été mis au courant. Ils n'ont pas entendu le camion des pompiers. A 11h30, ils attendent tranquillement dans leur bâtiment. Un autre essai en milieu rural, à Saint-Folquin tourne à la tragi-comédie : le proviseur du collège veut bien confiner les élèves mais demande la fin de l'exercice au Préfet car rien n'a été prévu pour leur donner à manger.

Il a fallu six mois pour préparer cet exercice à petite échelle et cela a lamentablement foiré. On n'ose même pas imaginer ce qui se passerait dans une grande ville ! Finalement, la solution la plus sim-



**SUPERPHÉNIX STOP ! PREMIER PAS VERS LA SORTIE DU NUCLÉAIRE !** La première non-manifestation organisée par les Européens contre Superphénix a été un succès : environ 12000 paires de chaussures ont été collectées.

ple, c'est encore de dire qu'un accident est impossible. (source : La Voix du Nord, 14 février 1996)

### DROME : DIX ANS DE LA CRII-RAD

Créée au lendemain de l'accident de Tchernobyl, la

CRII-Rad, commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, fête ses dix ans le samedi 11 mai, de 10 h à 24 h à l'Espace Mistral, à Montélimar. Au programme : 10 h à 19 h : ateliers avec des scientifiques, exposition, espace vidéo, stands, jeux et spec-

tacles pour les enfants. En parallèle : 15h30 à 17h30, table ronde sur la radioactivité, les secrets et les mensonges. En soirée : spectacle avec Kent, Mama Béa et Marc Robine. Programme complet : CRII-Rad, 471 avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 75 40 95 05.



## ANNONCES

### OBJECTEURS

- L'Institut Médico-Educatif "Le Grand Boufoux", 38890 Saint-Chef, tél : 74 92 42 90, Jean-Pierre Ruplinger, cherche un objecteur pour participation à la prise en charge d'un petit groupe d'adolescents autistes (vie quotidienne, sorties extérieures, activités éducatives). Il participera aussi à des activités de loisirs ou de vie d'internat avec des adolescents non-autistes mais déficients mentaux. Une préparation à une formation dans le secteur médico-social (éducateur spécialisé ou moniteur-éducateur) est possible et même souhaitée.
- Les Amis d'Artisans du Monde, 20 rue de Rochechouart, 75009 Paris, tél : (1) 48 78 55 54, cherche un objecteur pour mai 1996. Il sera chargé du recrutement de

bénévoles, de l'animation d'une équipe de bénévoles chargés de l'information et du soutien aux activités commerciales. Envoyer CV + Lettre manuscrite.

- L'association Mille-Feuilles, atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain, 83 rue Antoine Durafour, 42000 Saint-Etienne, tél : 77 25 98 06 (Mr. Gasparini), cherche deux objecteurs pour juin : un pour l'animation en écologie urbaine (bruits, déchets, air, eau, énergie, transports, papier recyclé...) dans le cadre scolaire ou centre de loisirs, expérience avec des enfants, intérêt pour l'écologie, bon niveau scolaire et culturel + véhicule souhaité, le deuxième pour la promotion et la vente de papeterie recyclée et d'écoproduits. Capacité de vente, gestion de stock et connaissances ordi-

nateur souhaitées.

- Association blieuxoise pour la coopération, le développement et l'éducation, 04330 Blieux, cherche un objecteur pour assurer permanences à l'observatoire astronomique du Mont Chirou. Convierait à personne aimant la marche, n'ayant pas peur de la solitude, intéressée par l'astronomie. Accueil des touristes et randonneurs de passage.

### OBJECTEURS - DEMANDES

- JH 20 ans, bac socio-médical en cours (bureautique communication) cherche poste objecteur pour été 96 dans secteur alternatif : santé, yoga, diététique, culturel, de préf. dépt 46 12 48 07 47 82 81. Tél : 71 64 64 17 Jean.

### RECHERCHE

- Pour préparation d'une exposition sur l'eau et les peupliers, cherchons tout document sur les peupliers et les sources en région parisienne. Ecrire à : RIRE, 32 rue Stéphane Proust, 95600 Eaubonne.

### RENCONTRES

- Réf. 204-1. Jeune femme RMIste avec enfant cherche à jardiner avec ou auprès d'autres (genre village) pour une vie alternative plus constructive et convi-

viale. Région fruitière et ensoleillée de préférence. Dispose d'un capital pour acheter un terrain. Ecrire au journal.

- Infirmière retraitée offre partage maison bio-climatique contre participation entretien maison, jardin ou résidence alternée. Contact : P. Besse, 14 La Drailhe, 34150 Montpeyroux, tél : 67 96 69 28.

- Je cherche à rencontrer des groupes alternatifs en Espagne et au Portugal agissant dans les domaines de l'écologie, l'agriculture bio, la non-violence. Qui peut me renseigner ? Marc Hollenstein, 07600 Labastide de Juvinos.

**Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.**

**Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence.**

**Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.**



## EN CAS DE GUERRE, ENGAGEZ-VOUS !

Alors que durant la première guerre mondiale, seules 14 % des victimes étaient civiles, ce taux n'a fait qu'augmenter depuis : 67 % lors de la seconde guerre mondiale, 75 % pendant les guerres des années 70, 90 % dans les guerres actuelles. (source UNESCO)

## ESPAGNE : LUTTE CONTRE L'INSOUMISSION

L'insoumission étant devenu un sport national en Espagne, le gouvernement a

dans un premier temps choisi d'enfermer certains réfractaires. Cela n'a fait que provoquer une montée encore plus importante d'insoumis : les parents organisant des cours pour apprendre comment supporter le passage en prison. Le gouvernement a donc décidé d'utiliser une nouvelle méthode : à partir de mai 1996, un insoumis pourra être condamné pour une période de huit à quatorze ans à une interdiction de toute aide financière sur fonds publics : suppression des aides au logement, à la formation, à l'éducation, au chômage, interdiction de briguer un poste dans les domaines de l'éducation, de la santé, des transports et de la recherche... Une méthode nettement plus perverse que l'actuelle répression. (source : Union Pacifiste, mars 1996)

## 15 MAI : OBJECTION !

Comme chaque année, le 15 mai est la journée internationale de l'objection de

conscience. Cette année, le MOC, mouvement des objecteurs de conscience, a décidé de mettre l'accent sur la campagne menée en faveur de l'attribution du Prix Nobel de la paix à Rugova, président non-violent du Kosovo (voir la présentation de cette campagne dans le numéro 198). Les groupes sont invités à faire une présentation publique de la situation au Kosovo le 15 mai. Renseignements complémentaires : MOC, Mario Pédretti, 10 rue Royer, 59140 Dunkerque, tél : 28 66 60 45.

## OBJECTEURS AU CHOMAGE

Strasbourg, novembre 95 : 40 objecteurs ne trouvent pas de poste. Nantes, janvier 96 : 100 objecteurs (sur 230) ne trouvent pas de poste. Causes de ce problème : un remboursement très aléatoire des associations qui ne courent plus après les objecteurs et en parallèle une hausse rapide du nombre d'objecteurs. L'armée

qui ne recule devant rien pour gêner l'objection leur interdit de travailler et les laisse sans couverture sociale tant qu'ils ne trouvent pas de poste ! Le Mouvement des Objecteurs de Conscience demande une revalorisation des soldes des objecteurs (inchangés depuis 1984 !), le rattrapage des remboursements des associations. Enfin, la diminution du temps de service à 10 mois comme les bidasses doublerait le nombre de places disponibles ! Contact : MOC, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

## UNION PACIFISTE : 30 ANS !

La revue "Union Pacifiste" publiée par l'association du même nom, s'apprête à fêter ses 30 ans (et son 330ème numéro !). Une fête - en matinée ! - est organisée le mercredi 8 mai au Théâtre Dunois, 108 rue du Chevaleret, Paris 13ème. Renseignements : Union Pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13.

## ARMEE

• **STOPPER L'HEMORRAGIE.** Si Charles Millon veut multiplier les formes de "services civils", c'est aussi pour mettre un frein au développement de l'objection de conscience. En effet, le nombre d'objecteurs est en hausse rapide depuis la guerre du Golfe, malgré les conditions très défavorables de cette forme de service (durée double, rémunération de misère) : de 730 objecteurs incorporés en 1980, on est passé, à 3162 en 1990 et 8023 en 1994. Si cela ne représente encore que 3 % des appelés, cela inquiète l'armée.

• **ARMEE DE METIER EN FRANCE.** D'ici la fin de son septennat, Chirac veut doter la France d'une armée de métier. Cette évolution de l'armée va exactement à l'opposé des propositions des mouvements pacifistes qui demandent la mise en place d'un service civil volontaire et **uniquement** d'un service civil. En effet, cela contribue, d'une part, à éloigner un peu plus chacun d'entre nous des questions de défense et donc diminue notre autonomie.

D'autre part, cela laisse la question de notre sécurité aux mains de spécialistes qui peuvent l'utiliser à leur manière (voir la tentative de coup d'Etat par l'OAS pendant la guerre d'Algérie). Les mouvements non-violents et pacifistes demandent la reconversion des

cadres militaires dans des activités civiles, un enseignement des notions de sécurité et de défense à l'école (depuis la médiation dans un conflit inter-personnel jusqu'à un conflit entre des Etats), bref une responsabilisation de tous aux questions de défense. La

dernière guerre mondiale a montré que la résistance organisée avec le soutien des populations civiles a plus d'efficacité qu'une armée. On peut aller plus loin en développant les techniques de non-coopération mises en pratique par Gandhi et développées depuis dans de nombreuses luttes civiles.

L'armée de métier, comme le monnayage des services, met sous le contrôle d'un petit nombre une question qui devrait être la préoccupation de tous. Il reste six ans pour obtenir la valorisation du service civil volontaire et l'éducation à la paix au détriment de l'armée de métier.

• **ET L'ANTIMILITARISME ?** Avec le choix d'une armée de métier et d'un service volontaire, comment pourra s'exprimer l'opposition à la militarisation ? Après la libéralisation de l'objection de conscience en 1983, le nombre d'insoumis avait déjà beaucoup diminué. De fait, la notion d'insoumis va disparaître. De même, il n'y aura probablement plus d'objecteurs de conscience. Un vaste débat s'ouvre sur les moyens d'opposition : objection fiscale, formations non-violentes...





## ESSAIS NUCLEAIRES

### • TREMBLEMENTS DE TERRE

Selon Oleg Kalugin, ancien responsable du KGB, chargé de surveiller les travaux de l'Académie des sciences soviétique, les sismologues soviétiques avaient étudié dans les années 60 la possibilité de déclencher des séismes à distance en faisant exploser des bombes atomiques près des failles souterraines. Ils avaient en effet mis en évidence des tremblements de terre lors de leurs premiers essais souterrains. 32 essais ont été effectués à travers l'Union Soviétique sans qu'il soit possible de maîtriser les conséquences de telles explosions, certains tremblements se déclenchant entre 2 jours et une semaine après l'explosion, et jusqu'à 2000 km de distance. De nombreux scientifiques soviétiques sont persuadés que le séisme qui a provoqué 45 000 morts en Arménie en 1988 est la conséquence d'un essai souterrain réalisé la semaine précédente à Novaya Zemlya, à 3000 km de l'épicentre. Ces informations ont été révélées par le Sunday Times. Des sources américaines vont dans le même sens : une étude sur 30 essais américains a montré une corrélation avec une vingtaine de tremblements de terre à des distances parfois très éloignées. Ces études sont à mettre en parallèle

avec les accusations de mouvements écologistes mexicains : deux séismes ont eu lieu au Mexique cet automne, chaque fois quelques jours après un essai à Moruroa. On imagine bien que nos militaires ont dû faire des études sur le sujet, mais que cela est classé "confidentiel défense".

### • L'IMPOSSIBLE TRAITE.

Le traité pour l'interdiction des essais nucléaires a peu de chances d'être signé prochainement. En effet, il semble que la Russie ait procédé dans le plus grand secret à un essai en juin dernier et le site de Nouvelle Zemble, au nord de la Russie, un site fermé en 1991, a été réouvert un an plus tard. La Chine, qui depuis 1992 a effectué 7 essais, en annonce deux pour 1996.

Arguments de la Chine : nous sommes prêts à arrêter dès que le traité inclura un engagement des Etats-Unis à diminuer progressivement son nombre de bombes nucléaires.

Les américains ont annoncé deux ans de tests "sous-critiques" au Nevada, des tests sur du matériel nucléaire, mais sans enclencher de réaction en chaîne.

Quant aux simulations françaises prévues au CESTA de Barp dans les Landes, on peut craindre qu'elles ne servent à poursuivre les recherches pour la conception de nouvelles bombes qu'il sera toujours temps de tester dans quelques années. (source : Stop-Essais, mars 1996)

• **LE ROLE DU WWF.** Nous avons signalé que le WWF, Fonds mondial pour la nature, s'était distingué des autres associations écologistes en ne participant pas aux manifestations contre les essais nucléaires. Une de nos lectrices, adhérente au WWF, leur a écrit pour demander des explications. Il ressort de la réponse que le WWF, non seulement français mais aussi international, n'a pas participé aux manifestations, mais qu'il s'est contenté, en décembre seulement, d'écrire à Jacques Chirac pour lui demander d'autoriser des équipes indépendantes de scientifiques à aller faire des études pour évaluer les conséquences des essais. Cela pose une nouvelle fois la question du lien entre le WWF et le nucléaire, particulièrement en France. Il y a quelques années, nous avons signalé la présence d'une personne liée à Fratomome au sein du conseil d'administration du WWF. Celui-ci nous avait écrit pour protester. Nous lui avions demandé de nous communiquer la liste de son conseil d'administration. Nous n'avons jamais eu de réponse.

### • EXPERTISE INDEPENDANTE.

Dans une réponse adressée au WWF (voir ci-dessus), Bertrand Landrieu, directeur de cabinet de Jacques Chirac, dans une lettre datée du 18 janvier 1996, affirme que "des missions scientifiques pourront se rendre sur place afin de s'assurer de l'inocuité de nos essais, tant

pour les populations que pour l'environnement de la région". La CRII-Rad, qui a fait de multiples demandes d'enquêtes, n'a pour le moment pas eu de réponses positives.

### • SIMULATION OU POURSUITE DES ESSAIS ?

Le lobby nucléaire-militaire n'est pas satisfait. La simulation prévue pour succéder aux essais nucléaires telle que copiée sur les Américains permet seulement la vérification du bon état des bombes actuelles mais - malgré un prix annoncé de 16 milliards pour la seule construction des lasers - pas de concevoir de nouvelles bombes. Certains, comme le député Jacques Baumel, poussent donc le gouvernement à remettre en cause l'interdiction de tout essai nucléaire, même de petite taille figurant dans le traité international qui doit entrer en vigueur en 1996. En effet, les militaires, qui ne croient plus à la dissuasion nucléaire, souhaitent s'équiper d'armes nucléaires de faible puissance utilisables sur un champ de bataille. L'enjeu de la signature par la France du traité d'interdiction des essais nucléaires est donc aussi la possibilité de mettre fin une bonne fois pour toutes à la création de nouvelles armes nucléaires. Mais ce débat est soigneusement caché et ceux qui croyaient que les députés étaient les représentants du peuple se trompent : ils représentent d'abord les lobbies de toutes sortes.

## DROME : BOUGE POUR LA PAIX

Le collectif pour la paix de Die organise les 18 et 19 mai, deux journées de rencontres, de musique, de théâtre, de cinéma, de débats, d'exposition, d'animations de rues et un forum associatif abordant les sujets suivants : nationalismes et extrémismes, assassinat des intellectuels, pillage du Sud, rôle de l'argent... Point d'orgue : une conférence de Pierre Rabhi.

Programme complet : Collectif pour la paix, Cygale, place Jules Plan, 26150 Die, tél : 75 22 41 51 (mardi, mercredi, 14h à 18h).

## ALTERNATIVES NON-VIOLENTES

### N° 96 : LA PEINE DE MORT TUE ! (62 F)

La majorité des Français souhaite le rétablissement de la peine de mort. Pourquoi ? La peine capitale dans le monde, et particulièrement aux USA. Le rôle du christianisme et de l'islam à l'égard de la peine capitale. Avec des articles de D. Malon, P. Toulat, F. Vaillant... et des textes de V. Hugo, L. Tolstoï, A. Camus, R. Badinter...



### N° 97 : INTERVENIR SANS ARMES POUR LA PAIX (68 F)

L'intervention de civils non-armés présente de nombreuses possibilités pour résoudre des conflits à l'étranger : prévention, interposition, médiation... Il s'agit d'une autre dynamique que celle des casques bleus et de l'humanitaire. Exemples, débats et prospectives. Avec le général Cot, T. Ebert, J.M. Muller...

### N° 98 : FRONT NATIONAL : VIOLENCE CACHÉE (68 F)

Faut-il avoir peur de la progression du Front national ? Ses électeurs ne sont pas tous des racistes, et le chômage n'explique pas tout de leur désarroi. Les leaders du FN entretiennent sans le dire une culture de la violence. Il est temps de comprendre et de combattre autrement le FN. Analyses et exemples.

Avec P. Bataille, C. Rojzman, N. Mayer, J. Roman...

**Ces trois numéros pour le prix exceptionnel de 144 F.**

Tous les prix sont indiqués ici port compris

**ANV, BP 27 - 13122 Ventabren • Chèque à l'ordre d'ANV**



## USA : SOUTIEN A MUMIA ABU-JAMAL

Le cas de Mumia Abu-Jamal, journaliste noir accusé sans preuve d'un crime qu'il nie avoir commis (voir Silence n°197) n'est toujours pas résolu. Si sa condamnation à mort a été suspendue, la révision de son procès n'est toujours pas à l'ordre du jour. Pour obtenir cette révision, une campagne internationale visant à réunir un million de signatures a été lancée. On peut y participer en France en prenant contact avec le Comité de soutien à M. Abu-Jamal, 18 place Jean-Jaurès, 13001 Marseille, tél : 91 42 98 47 ou avec le CSPP, Librairie le Point du Jour, 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris, tél : (1) 42 55 89 47.

## DEMOCRATIE : FORMER LES CITOYENS

Selon l'article 15 de la déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, préambule de la constitution : "la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration". Les minorités, les citoyens, les élus écologistes... sont souvent désarmés face aux multiples facettes des différentes administrations. Pour remédier à cela, Serge Grass, conseiller régional de Franche-Comté, membre du MEI, et ancien vice-président de l'UFC se propose pour animer deux formations. L'une portant sur "initiation à la lecture des budgets publics". L'autre sur "l'organisation juridictionnelle française". Ces deux formations donnent les outils nécessaires pour connaître les moyens de contrôler administrations et élus et attaquer en justice si nécessaire. Publics concernés : militants/citoyens, élus municipaux... Renseignements : Serge Grass, 77 grande Rue, 25360 Nancy, tél : 81 55 21 67.

## RHONE : UN CONSEILLER GENERAL ECOLOGISTE

Gilles Buna, à la tête d'une liste Verts-PS-PC, avait déjà gagné la mairie du 1er arrondissement de Lyon. Profitant de l'annulation des dernières cantonales, il s'est imposé le 24 mars dernier avec 54,3 % des voix au deuxième tour. C'est le 3ème conseiller régional écologiste en France : il y en a un également dans le Haut-Rhin et un dans les Deux-Sèvres.

## PARTIELLES : LES VERTS ENTRE 2 ET 3 %

Lorsque des candidats écologistes ne sont pas épaulés par le Parti Socialiste, les résultats aux élections partielles sont beaucoup plus modestes. A Toulon, 2,85 %. A Clichy, 2,27 %...

## PARIS : CONDAMNATION DE LOGEMENTS

Laure Schneider, élue du Mouvement écologiste indépendant, à Paris, est montée au créneau lors de la séance du conseil municipal du 26 février pour dénoncer un appel d'offres bien particulier. Celui-ci porte, à hauteur de 4,4 millions de francs, sur du matériel destiné à condamner les accès de plus de 1000 logements vacants appartenant à la mairie et jugés trop vétustes. L'élue écologiste a demandé que cette somme soit allouée à la rénovation des logements qui, même s'ils n'ont pas tout le confort moderne, peuvent servir à l'accueil de nombreuses familles. Contact : Laure Schneider, Hôtel de Ville, bureau 528 G, 75196 Paris RP.

## DIGNE : LES AMIS DE JEAN-LOUIS BIANCO

Dans un communiqué de presse, datant du 1er mars, Pierre-Alain Cambefort, seul élu écologiste, s'étonne de voir qu'une étude sur l'incinérateur de la ville a été confiée à un bureau d'étude situé à Rouen. Celui-ci est dirigé par M. Avigo. Le coût est facturé 90 000 F alors que le maire Jean-Louis Bianco avait présenté cette intervention comme gratuite, lui permettant de refuser une offre sur le même sujet à 20 000 F. Remontant les comptes de

la commune, l'élue écologiste découvre alors qu'une étude portant sur le "contrat de chauffe" a été réalisé par un expert de Rouen, pour 14 000 F : il s'agit du même M. Avigo. Enfin, une étude portant sur les "contrats Eau et assainissement" a été confiée à un expert : M. Avigo de Rouen, pour 70 000 F. Cet expert universel a donc empoché 174 000 F de la part de la commune sans mise en concurrence avec d'autres experts. Bien entendu, une caisse noire du Parti Socialiste ne serait qu'une hypothèse gratuite.

## RENCONTRE VOYNET-WAECHTER

Pour la première fois depuis deux ans et demi, Dominique Voynet et Antoine Waechter ont accepté de dialoguer. C'était lors d'un débat organisé dans le cadre du salon Primevère, le 2 mars dernier. Etaient également présents à la tribune : Sara Parkin, ancienne secrétaire européenne des Verts, aujourd'hui revenue au travail de lobbying dans le cadre de campagnes portant sur les grandes questions mondiales, et Daniel Brelaz, premier parlementaire écologiste, dans les années septante à Lausanne, en Suisse. Le débat était animé par Agnès Roche, chercheuse en Sciences Politiques, auteure de plusieurs ouvrages sur les campagnes électorales des Verts.

Dominique Voynet - le cadre aidant ? - a beaucoup insisté sur l'importance du travail de terrain, sur la priorité des idées sur les alliances, sur la nécessité de maintenir des pensées radicales mais avec des pratiques réformistes. Un discours qui pêche quand même quand elle a annoncé sa volonté d'arriver à un accord pour 1998 avec la gauche, Daniel Brelaz lui faisant remarquer qu'il faut d'abord faire avancer les idées avant de négocier.

Antoine Waechter, nerveux, mais toujours limpide dans ses explications, n'a pas d'état d'âme : il reste attaché à la nécessité de développer une culture écologiste. Rappelant les multiples ressemblances entre la gauche et la droite (mythe de la production illimitée, croyance à la suprématie de l'économie, bonheur lié à la croissance matérielle...), il a conclu en rappelant que les différences entre écologistes et partis traditionnels sont plus grandes que les différences entre la gauche et la droite.

Sara Parkin a rappelé utilement comment la montée des scores électoraux sert de révélateur aux ambitions individuelles et comment jusqu'à aujourd'hui les écologistes ont été incapables d'être différents malgré leur attachement à la non-violence. Daniel Brelaz a approuvé la philosophie d'Antoine Waechter mais pas sa stratégie politique : selon lui, l'urgence de certains problèmes nécessite des alliances rapides à gauche ou à droite pour ralentir la course à la mort de la société.

Les quelques 500 personnes présentes dans la salle posèrent plusieurs questions allant dans le même sens : malgré des différences sensibles entre intervenants, n'est-il pas possible de mettre en place une confédération regroupant l'ensemble des groupes écologistes et leur permettant de garder une liberté d'opinion et de stratégie en période électorale.

Le débat est disponible sur cassette audio (contre 60 F franco à l'ordre de Free-Son) à commander à : Primevère, 9 rue Duménil, 69004 Lyon.



## ARTISANS DU MONDE : PETIT DEJ' SOLIDAIRE

Le 11 mai, les magasins Artisans du Monde renou-

vellent l'opération "Un petit déjeuner solidaire" et vous invite à vous rendre dans un des magasins pour partager votre premier repas de la

journée avec d'autres personnes soucieuses d'établir des échanges équitables. Cette opération se déroule dans toute l'Europe ("Magasins du Monde" en Belgique et en Suisse). Renseignements : Artisans du Monde, 20 rue Rochechouart, 75009 Paris, tél : (1) 48 78 55 54.

## DE L'EAU POUR TOUS

L'une des résolutions du sommet de Rio en 1992 était de "fournir à tous les habitants des villes, d'ici l'an 2000, au moins 40 litres

d'eau potable par jour". Nous sommes aujourd'hui à mi-chemin et il y a bien peu d'espoir que cette promesse des Etats soit tenue. Pour rappeler cet engagement, Peuples Solidaires a lancé une campagne de cartes postales à faire signer aux enfants. Ces cartes seront remises aux chefs d'Etat du G7 lors du sommet prévu à Lyon, fin juin.

Cartes : 5 F l'une, 30 F les 10 ou 120 F les 100 (port compris) auprès de : Peuples Solidaires, 10 rue Lanterne, 69001 Lyon.

# FESTIVAL DES " FILMS DU SUD " A FRIBOURG

Créé en 1980, le festival de Fribourg (Suisse), intitulé à l'origine "... des films du Tiers-Monde", devint annuel à partir de 1992. Il offre à des cinéastes originaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et centrale l'opportunité de présenter leurs œuvres, généralement très peu, voire non distribuées (1) sous nos latitudes. La 10e édition, du 3 au 10 mars derniers, en proposa 110. Rien que des découvertes. Certaines d'entre elles procurèrent des moments d'une rare intensité.

*El enemigo principal / Jatun Auka*, basé sur des "faits réels qui constituent le patrimoine de l'histoire révolutionnaire en Amérique latine", m'a rappelé à certains égards le documentaire de Richard Dindo, *Ernesto Che Guevara - le journal de Bolivie* (2). Le quatrième long métrage de Jorge Sanjinés Aramayo, à l'époque exilé au Pérou suite au coup d'Etat du général Hugo Banzer, date de 1973/1974. Il s'inscrit dans la rétrospective que le comité fribourgeois consacra au natif de La Paz.

### Indispensable transfusion

*Yawar Mallku* (1969). Dans la commune de Kaata débarquent de sémillants Yankees, membres d'un "Corps du progrès", officiellement animés d'intentions bienveillantes à l'égard de la population. Ainsi, ils distribuent vêtements et chaussures. Méfiants, les villageois ramènent les effets au centre de maternité où des médecins stérilisent des femmes qui ont vécu plusieurs grossesses. Portant des flambeaux, des hommes pénètrent dans le dispensaire et menacent les "blouses blanches" de castration. Les gendarmes arrêtent les meneurs. Un brigadier tire sur Ignacio Mallku, le chef de la communauté, lorsque celui-ci s'enfuit comme le gradé le lui a enjoint. Sixto, le frère du blessé, part en quête du sang indispensable à la transfusion salvatrice. Le docteur Millán banquette avec des sommités américaines comme Gregory Pinkus (l'inventeur en 1954 de la pilule anticonceptionnelle figure effectivement dans une scène) ; sollicité par son

confrère Moreno Rivas, le directeur de la clinique privée demeure insensible aux supplices de Sixto. De retour à l'hôpital, celui-ci apprend qu'Ignacio a succombé, faute de soins requis par son dramatique état. Tout comme dans *L'Ennemi principal*, les personnages indigènes s'expriment en langue quechua. Après la sortie du film, le "Peace Corps" suspendit sa campagne de contrôle des naissances. Le truculent et volubile Pablo Franssens de Louvain, représentant de Sanjinés Aramayo, révéla qu'à cause de *Yawar Mallku - La sangre del condor* (lui-même traduirait volontiers le titre par *Du sang pour le condor*), le metteur en scène risque théoriquement dix ans d'emprisonnement aux Etats-Unis.

Dans *Para recibir el canto de los pajaras* (*Pour accueillir le chant des oiseaux*), auquel Geraldine Chaplin prête l'an passé son concours, une équipe se rend dans un village de l'Altiplano pour tourner une épopée en costumes décrivant l'arrivée en terre andine d'un groupe de conquistadores espagnols au XVIe siècle. Très vite, les professionnels reproduisent vis-à-vis des autochtones des comportements qu'ils désiraient dénoncer sur pellicule. Jorge Sanjinés Aramayo fustige les discriminations sociales et raciales ainsi que la persistance d'attitudes colonialistes dans la société de son pays.

Aujourd'hui, le sexagénaire a pris ses distances avec l'idée de guérilla. Selon Pablo Franssens, son ami parle de "biroscope (montrer la vie, la réalité) ; le message socio-politique doit passer par quelque chose de beau et de fascinant". Le jour de Noël 1990, plus de 6 000 fermiers et membres de tribus, comme les Bhils, les Bhilalas..., entreprirent une marche de 200 kilomètres depuis l'Etat de Madhya Pradesh jusqu'au site prévu pour la construction d'un imposant barrage sur la rivière Narmada, dans le Gujarat en Inde. Le "Sardar Sarovar" ferait disparaître des milliers de kilomètres carrés de terres arables parmi les plus riches d'Asie, détruirait des centaines de villages et contraindrait 160 000 personnes à l'exode. Face à une opposition croissante et à la solidarité internationale envers le

"Mouvement Sauvs Narmada", la Banque mondiale retira ses fonds ; néanmoins le gouvernement de New-Delhi s'arcoute à ce démentiel projet. *Narmada : a valley rises*, le premier documentaire d'Ali Kazimi, dénonçant la collusion des lobbies (de l'industrie, de la chimie, du nucléaire) et du pouvoir exécutif, symbolise une lutte qui place les droits humains ainsi que la justice sociale au cœur de la politique de développement.

### Coups de feu off

*Machaho* (en tamazight, langue berbère ancestrale, *Il était une fois...*) est le premier long métrage kabyle de l'histoire du cinéma. Belkacem Hadjadj a conçu ce drame comme une parabole contre les archaïsmes qui alimentent les violences intégristes ainsi que les résidus barbares de mœurs charriant brutalités et intolérance. Le jury des jeunes lui décerna son Prix.

Le jury international couronna *Haoman Haoma* (*A la croisée des destins*) d'un Prix spécial. Hou Hsiao, Hsien développe son récit en plusieurs strates et époques. A Taïpeh, Liang Ching (interprétée par l'actrice et chanteuse Annie Shizuka Inoh, qui a sorti dix-sept albums à ce jour) est harcelée au téléphone par un inconnu qui ne pipe mot et qui lui faxe régulièrement des extraits du journal intime qu'il lui a dérobé. La jeune femme s'apprête à incarner à l'écran Chiang Bi-yu, partie à l'été 1940 de Pingtung avec son époux Chung Hao-tung et un groupe d'intellectuels formosans pour combattre aux côtés des partisans de Mao Tsé-toung contre l'envahisseur nippon. Les résistants les prirent d'abord pour des espions stipendiés par les occupants ; finalement, après moult tractations, ils les admettent dans leurs rangs. De retour à Taïwan après la défaite du Japon, ils s'engagent dans l'opposition clandestine au Kuomintang, le pouvoir nationaliste en place. Chung Hao-tung tomba sous les balles d'un peloton d'exécution. Liang Ching se remémore aussi des épisodes de son passé récent lorsque, entraînée dans un cabaret, elle avait nourri une passion aveugle

pour Ah Wei, un "parrain" noïre.

En 1989, Hou Hsiao-Hsien obtint le Lion d'or à la Mostra vénitienne pour *La cité des douleurs. Le Maître de marionnettes*, prix spécial au festival de Cannes en 1993, lui conféra une certaine célébrité en France. Il s'affirme autant lié à son pays d'origine, la Chine, qu'à Taïwan où sa famille s'installa alors qu'il n'avait qu'un an.

Deux hommes adossés à un mur. Coups de feu off. Ils glissent sur le sol, des traces de sang maculant la pierre. Spot-coup de poing contre la publicité en général et *United colors of Benetton* en particulier. Dans le programme officiel, les organisateurs ont intitulé *Sans titre* la vidéo de 25 secondes pour éviter d'éventuels ennuis avec le fabricant de textiles transalpin. L'auteur argentin Hector Bujia en a conçu quelque contrariété.

Pour son compatriote Eliseo Subiela, "ceux qui ne rêvent pas meurent plus tôt". New Jersey, 1885 : dans un songe, William, inconsolable après le décès de son épouse Rachel, assiste aux travaux du projectionniste Leopoldo en 1995. Ce dernier a mis au point avec son ami Oscar une machine permettant d'enregistrer visuellement les rêves (rien à voir avec "la fabrique" hollywoodienne !). Il rencontre l'esprit de Rachel qui lui confie avoir été sa grande passion dans une vie antérieure. La jeune femme symbolise la mémoire du temps et l'éternité de l'amour. Le talentueux réalisateur aborde aussi dans *No te muras sin decirme a dónde vas* la douleur de la séparation de même que le souvenir des milliers de disparus durant la dictature (1976-1982). L'attachement indéfectible au Septième Art déclamé par Eliseo Subiela (partagé par bien d'autres) suffira-t-il à en conjurer l'agonie qu'il pressent ?... Grand Prix du Festival de Fribourg, ce magnifique *Ne meurs pas sans me dire où tu vas* (d'une durée de 120 minutes) parviendra-t-il vers quelques-unes de "nos" salles obscures ?...

René HAMM

(1) La société Trigon Film, fondée en 1989 par le journaliste bâlois Bruno Jaeggi, s'y attache.

# ASSAINIR NOTRE ENVIRONNEMENT

**C**e n'est que depuis quelques années que collectivement, nous commençons à prendre conscience de l'influence de l'environnement sur la santé, sans doute parce que nos relations avec l'environnement entraînent des problèmes de plus en plus fréquents. Rien d'étonnant à cela quand on constate que « l'homme a violé plus de lois éco-

taient de cueillir les produits de la nature et d'y laisser leurs déchets et leurs déjections, ils s'inscrivaient dans les cycles de la nature. Avec les techniques modernes, la situation est fort différente : des substances synthétiques inconnues dans la nature s'y retrouvent en quantités toujours plus importantes, des immenses portions de territoire changent complètement de vocation, des ressources

sant échapper les radiations de nos centrales nucléaires ou pendant les essais d'armes nucléaires. Par ailleurs, nous diminuons la capacité de la nature de dépolluer en coupant des arbres, en construisant des barrages, en détournant des cours d'eau, en bouleversant les cycles écologiques. Par exemple, les forêts tropicales qu'on détruit au rythme de 11 millions d'hectares par année fournissent 6% de l'oxygène mondial et jouent un rôle important dans la régulation du climat terrestre. Chaque arbre constitue un puissant décontaminant aérien ; un hectare de bois peut capter 50 tonnes de polluants en une seule saison ; or ce ne sont pas seulement les forêts tropicales qui sont détruites à un rythme rapide, mais la plupart des autres également, alors que la quantité de polluants rejetés dans l'atmosphère continue à augmenter. Un seul quadricycle qui parcourt la distance Paris-New York consomme en un voyage 15 000 tonnes d'oxygène, ce qui représente le travail d'une forêt de 10 hectares pendant un an.

*D'un côté, nous augmentons constamment la quantité et la diversité des polluants et de l'autre, nous enlevons à la nature les moyens qu'elle a d'éliminer ou de neutraliser ces polluants. Il nous faut changer nos modes de consommation.*

logiques durant les cent dernières années que pendant les dix siècles précédents » (1). Dans la nature, la rupture d'un équilibre écologique entraîne automatiquement l'établissement d'un nouvel équilibre, mais les humains qui « maîtrisent » la nature s'affranchissent des déterminismes biologiques et peuvent poursuivre leurs activités perturbatrices au détriment de l'environnement et bientôt, au détriment d'eux-mêmes.

## Notre environnement en danger

Que nous produisons ou que nous consommons, nous exerçons un impact sur l'environnement. Quand les êtres humains se conten-

disparaissent entièrement de certains milieux, etc. Or tout se tient dans la nature et l'intervention à un endroit ne peut qu'entraîner des conséquences ailleurs.

Nous brûlons la chandelle par les deux bouts : d'un côté, nous augmentons constamment la quantité et la diversité des polluants et de l'autre, nous enlevons à la nature les moyens qu'elle a d'éliminer ou de neutraliser ces polluants.

Nous polluons en lançant dans l'air la fumée de nos combustions (domiciliaires et industrielles), en versant dans l'eau nos déchets organiques et chimiques, en vaporisant nos jardins, nos champs et nos forêts d'engrais chimiques, d'insecticides ou d'herbicides, en enfouissant des déchets toxiques, en lais-

## Des conséquences pour la santé

Nous n'avons pas encore commencé à étouffer par manque d'oxygène ; par contre, les diverses contaminations de la nature provoquent déjà des effets inquiétants. Il y a plus de 20 ans, les pédiatres et les psychiatres d'une région très industrialisée de l'Allemagne lançaient un cri d'alarme : les enfants sont très touchés par la pollution de l'air : « *Les diverses affections pulmonaires infantiles sont extrêmement fréquentes, les enfants ont la voix voilée, ils toussotent, crachent et leur croissance, à Gelsenkirchen par exemple, présente des retards*

(1) James A. Crabtree, *Public Health and Population Change*, Mindel C. Sheps et Jeanne Clare Ridley, 1965.

considérables sur les enfants habitant six ou douze milles plus loin des agglomérations intoxiquées. Certains médecins n'hésitent pas à affirmer que l'espoir de vie de ces gosses élevés dans des atmosphères polluées est de cinq ans inférieur à celui d'un enfant de la campagne ou d'une petite ville ».(2)

Les effets à long terme de la pollution sont encore plus inquiétants que les effets à court terme. En effet, là où l'on peut établir des relations de cause à effet entre un type de pollution et un problème de santé, il est possible de chercher des solutions et d'améliorer la situation. Par contre, les dommages qui n'apparaissent que longtemps après l'exposition (des décennies parfois) sont difficilement attribuables à une cause particulière ; et quand, par hasard, le lien est découvert entre telle substance et tel effet, il est déjà très tard pour agir puisqu'un grand nombre de personnes risquent d'avoir été touchées irrémédiablement.

Nous absorbons les diverses substances qui polluent l'environnement par les poumons, la peau et le système digestif. Elles nous viennent :

- du chauffage, par combustion incomplète ou évaporation des produits brûlés ;
- des matériaux de construction : la formaldéhyde par exemple, dont l'effet cancérigène est maintenant bien connu, qui entre dans la fabrication des colles pour contreplaqués et agglomérés ;
- des médicaments que nous utilisons pour tout et pour rien ;
- des aliments, qui contiennent des résidus de pesticides et autres substances et surtout, de plus en plus d'additifs divers ;
- de l'eau, qui recueille les déchets des industries et de laquelle on n'élimine que les bactéries grâce à l'emploi de substances chimiques en concentrations de plus en plus importantes ;
- et de combien d'autres sources encore...

Nous sommes loin de connaître tous les effets possibles des divers contaminants lancés dans la nature au fil des ans. Quelques-unes de ces substances qui demeurent inaltérées pendant de nom-

breuses années se concentrent à certains points de la chaîne alimentaire et peuvent ensuite être consommées par les humains ; par exemple le mercure, qui s'accumule dans les crustacés et les poissons, a causé la mort de plusieurs Japonais atteints de la maladie dite de Minamata (du lieu où elle est survenue la première fois), laquelle a commencé à faire son apparition chez des autochtones du Québec à Lebel-sur-Quévillon. D'autres substances semblent agir peu à peu, même à faible dose, pour arriver à causer des modifications au niveau cellulaire et provoquer des cancers. La contamination du Love Canal de Niagara, aux États-Unis, a obligé des milliers de familles à déménager car des déchets toxiques y avaient été enfouis entre 1930 et 1953 ; on a en effet trouvé pas moins de 82 substances chimiques dans l'eau du canal et plusieurs d'entre elles pouvaient causer le cancer et ont été reconnues responsables de l'apparition de malformations congénitales. Partout dans le monde, les déchets dangereux s'accumulent. Le Québec n'échappe pas au phénomène : « Selon la commission d'enquête Charbonneau, qui s'est déroulée en 1989-1990, on produit au Québec environ 410 000 tonnes de déchets dangereux par année » (3). Maladies du système nerveux, maladies pulmonaires, allergies diverses, cancers sont déjà reliés à des contaminations de l'environnement ; il est aussi fort probable que certaines substances aient des effets tératogènes, c'est-à-dire qu'elles provoquent une augmentation des anomalies congénitales.

Les diverses pollutions nous affectent directement ; mais l'environnement aussi se trouve modifié et nous y sommes encore perdants. La végétation souffre des pluies acides et la flore et la faune des lacs en sont nécessairement altérées. La pollution des eaux nous prive de précieuses plages. Nos contacts avec la nature s'en trouvent diminués et nos possibilités d'activités physiques intéressantes raréfiées. Or il semble bien que le contact avec la verdure, avec l'eau, avec les divers éléments de la nature soit un besoin profondément inscrit en nous et qui requiert d'être comblé pour notre équilibre total.

En éloignant la nature de nos lieux de production et d'habitation, nous rendons plus fragile notre équilibre et accroissons les inégalités sociales, car les gens plus favorisés trouvent toujours le moyen d'habiter les lieux les mieux pourvus en parcs et en verdure, et ils peuvent s'éloigner plus souvent et plus facilement pour reprendre contact avec la nature là où elle subsiste encore.

### Pourquoi tarder à agir ?

Depuis quelques années, la préoccupation écologique croît relativement vite, mais pas autant que la détérioration de l'environnement ! Certaines actions ont été entreprises, la plupart du temps quand les problèmes étaient si importants qu'il n'était plus possible de ne rien faire. Ce style « pompier » - éteindre les feux quand ils surviennent - m'apparaît extrêmement dangereux ; il peut nous conduire à des désastres, à cause des effets à retardement qui ne peuvent manquer de se produire un jour.

L'inertie devant les problèmes écologiques s'explique par l'existence d'un certain nombre de mythes entourant cette question :

**1. Les êtres humains ont une capacité d'adaptation pratiquement illimitée.** C'est vrai que nous pouvons nous adapter à des conditions qui à première vue paraissent intolérables. Mais comme le souligne René Dubos, notre adaptabilité est en même temps notre faiblesse : nous arrivons à tolérer à court terme ce qui à long terme peut nous nuire. L'être humain est le résultat de l'évolution de centaines de milliers d'années et il apparaît impossible que notre espèce évolue biologiquement assez vite pour suivre les progrès de la chimie moderne qui, eux, sont extrêmement rapides.

**2. La capacité de l'air, de l'eau et du sol de diluer les polluants est illimitée.** Certes les océans représentent des masses d'eau énormes, mais comme le démontrent les recherches de Cousteau, rares sont les endroits où la vie aquatique n'est pas déjà touchée par nos pollutions. Le plomb que nous utilisons dans notre essence a contaminé la calotte

(2) Rapporté dans *La Presse*, 10 mai 1971.

(3) Stéphane Gingras et Jean-Pierre Barrette, *Vers le réjet zéro*, Montréal, Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets, juin 1994, p.11.

polaire, et d'autres substances que nous rejetons dans l'air continuent de le faire. La Terre est un petit univers fermé.

**3. Les ressources naturelles sont illimitées.** La crise du pétrole a montré qu'il pouvait y avoir un fond au baril dans lequel nous puisons. Les travaux faits pour le Club de Rome ont répertorié les limites des réserves de chaque matière. Malgré cela, beaucoup d'optimistes avancent l'idée que l'ingéniosité humaine permettra toujours de trouver des solutions de remplacement quand une matière deviendra rare. C'est cependant une façon de procéder qui ne peut être poursuivie à l'infini et elle risque de nous précipiter vers de nouvelles technologies que nous maîtriserons encore moins bien que celles dont nous disposons déjà.

**4. Nos gouvernements étudient l'impact des polluants et réglementent leur emploi.** Chaque année sont mises au point de nouvelles substances qui se retrouvent dans la nature d'une façon ou d'une autre. Les études d'impact sur l'environnement commencent la plupart du temps longtemps après le début de l'utilisation des nouvelles substances et ne peuvent s'effectuer à très long terme ni surtout tenir compte de la synergie, c'est-à-dire de la combinaison des effets de plusieurs substances. Ainsi, l'action des Services d'assainissement de l'air de la région de Montréal a contribué à contrôler certains agents nocifs connus, mais comme l'e reconnaît la direction de ces services, « *de nombreux éléments polluants peu étudiés peuvent encore avoir des conséquences nocives sur la santé. Le problème vient de l'action de plus de 300 agents émis par notre société industrielle, ces éléments polluants dont la mesure et l'étude n'ont pas encore été faites par les gouvernements* » (4).

**5. Il n'y a aucun problème que la technologie ne puisse résoudre.** L'industrie de la dépollution... est encore une industrie qui a aussi son impact sur l'environnement. La fuite en avant technologique est une voie dangereuse, car la plupart du temps elle ne fait que déplacer les problèmes et retarder les échéances. L'exemple des insecticides est frappant : pour lut-

ter contre la tordeuse de l'épinette, nous sommes passés du DDT au fénitrothion pour arriver au Matacil ; chaque produit est en fait utilisé jusqu'à ce qu'on découvre qu'il est aussi dangereux que le précédent, mais d'une autre façon. L'eau potable constitue un autre exemple inquiétant : de plus en plus de recherches montrent que le chlore utilisé pour détruire les bactéries dans l'eau de consommation formerait, en s'unissant aux matières organiques présentes dans l'eau, des trialométhanés, lesquels augmenteraient les risques de certains cancers.

**6. Cesser nos activités polluantes provoquerait la perte de milliers d'emplois.** Beaucoup d'industriels s'opposent aux mesures antipolluantes en brandissant la menace du chômage ; selon eux, ces mesures augmenteraient leurs coûts de production et les empêcheraient d'être compétitifs, vu qu'il y a toujours des régions qui n'imposent pas ces contraintes et permettent donc à d'autres de produire à coût moindre. C'est vrai qu'il existe beaucoup trop de gouvernements qui, adoptant des politiques à courte vue et essentiellement électoralistes, sont prêts à n'importe quelle concession pour la création de quelques emplois. À long terme cependant, les coûts sociaux de ces façons d'agir sont toujours élevés. Il faut aussi noter que les technologies les plus polluantes sont celles qui utilisent le moins l'énergie humaine et qui sont donc les moins créatrices d'emplois. Les technologies douces, qui respectent le mieux l'environnement, utilisent la plupart du temps beaucoup d'énergie humaine.

**7. Les simples citoyens ne peuvent rien pour régler le problème de la pollution.** Bien des gens ont tendance à laisser aux experts et aux gouvernements la responsabilité des actions à entreprendre. Or les experts ont souvent des vues fractionnées et limitées des problèmes et de leurs solutions, tandis que les gouvernements n'agissent que sous la pression populaire. Seuls dans notre coin, nous ne pouvons espérer modifier la situation ; mais en nous unissant aux autres, en multipliant nos actions, en faisant les pressions nécessaires, nous pouvons arriver à obtenir des résultats significatifs.

## S'engager concrètement

Certes, des réorientations majeures s'imposent au niveau de toute la société si nous voulons arriver à retrouver un équilibre qui nous assure un environnement sain ; ces nouvelles valeurs à la base des changements nécessaires sont d'ailleurs aussi essentielles pour d'autres aspects de la santé. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Pour l'instant, il ne s'agit pas d'attendre tout simplement que la société change ; étant partie du problème, nous pouvons devenir partie de la solution par nos comportements tout aussi bien que par la sensibilisation des autres que nous pouvons faire.

En premier lieu, il importe de prendre conscience de la nature du problème et de son ampleur. S'informer par tous les moyens possibles, modifier son style de vie pour devenir respectueux de l'environnement, tenter de sensibiliser les autres par ses paroles et surtout par ses actions. Nos préoccupations écologiques devraient en effet se traduire par des milliers de petits gestes concrets ; voici une liste non exhaustive de ce genre d'actions :

- **pour ménager l'énergie :**
  - éteindre les lumières inutiles,
  - marcher ou utiliser sa bicyclette pour les petites courses,
  - utiliser les transports en commun pour ses longs déplacements,
  - diminuer le chauffage de son logis ;
- **pour épargner les ressources :**
  - éviter d'acheter et d'utiliser les produits à jeter après usage,
  - amasser les produits récupérables pour les centres de recyclage,
  - faire son compost et son potager ;
- **pour diminuer la pollution :**
  - employer des outils manuels,
  - éviter de pratiquer les sports motorisés,
  - employer moins d'agents de blanchiment dans sa lessive,
  - éviter l'usage de pesticides, d'herbicides et d'engrais chimiques.

En somme, il faudrait, dans nos habitudes de consommation, tenter de devenir des conservateurs avertis (pas au sens politique !). Conservateurs, parce que nous nous orientons vers des choix connus, fiables et durables ; avertis, parce

(4) Rapporté par Jean-Pierre Bonhomme, *La Presse*, 26 janvier 1980.

que nous achetons nos biens avec grand soin en optant pour les énergies douces au besoin ; parce que nous talonnons constamment les gouvernements pour qu'ils surveillent de près les producteurs de sorte qu'ils ne nous vendent pas autre chose que ce qu'ils disent et parce que nous utilisons ces biens avec grand soin, en respectant les instructions et les précautions qui s'imposent. Enfin, nous devrions nous faire un devoir de prolonger la vie utile de tout ce qui a été produit, en nous servant du troc, de la transformation vers d'autres usages, du recyclage ou du compostage.

Additionnés les uns aux autres, les efforts individuels deviennent significatifs ; mais il faut reconnaître qu'ils demeurent insuffisants si des actions collectives ne sont pas également entreprises. Des centres de récupération, des jardins communautaires ou coopératifs, des transports en commun adéquats ne surgissent pas spontanément ; pourtant, ce sont toutes des actions importantes ; elles naissent des efforts collectifs de regroupement, d'organisation et de pression sur les autorités en place.

De plus en plus d'organismes se consacrent à l'amélioration de l'environnement ; il en faudra sans doute plusieurs autres avant que nous n'arrivions à résoudre tous les problèmes et surtout à prendre les moyens pour éviter que la situation ne se détériore. Mais l'élan est donné et déjà on voit que les gouvernements et les industries ne peuvent plus agir aussi facilement sans tenir compte des effets de leurs gestes sur l'environnement. Même si cela semble n'être pas une mince tâche, nous ne devons pas abandonner ; il ne faut pas concevoir la société comme une entité autonome indépendante ; la société, c'est chacun de nous et tout ce que nous faisons y a son importance, même s'il n'y paraît pas toujours ; cette importance est d'autant plus grande que nous posons des gestes conscients et que nous tentons d'en amener d'autres à les poser aussi. En fait, nous n'avons pas tellement le choix : notre sort est indissolublement lié au devenir de nos sociétés. Quand bien même je deviendrais totalement autosuffisant, je ne puis m'empêcher de res-



*"Cesser nos activités polluantes provoquerait la perte de milliers d'emplois".*

pirer cet air de plus en plus pollué partout dans le monde, l'eau de mon puits vient d'une nappe phréatique toujours susceptible d'être contaminée et surtout, que pourrais-je faire devant cette explosion nucléaire encore susceptible de se produire au moment le plus inattendu, puisqu'il y a tellement de bombes encore en réserve ?

D'ailleurs, comme je l'ai écrit dans *Pour que demain soit* (5), *"Les problèmes écologiques sont des problèmes d'exploitation et de domination des êtres humains par d'autres humains et de la nature par certains humains. Les problèmes écologiques ne se régleront pas par des mesures technologiques (qui ne constituent la plupart du temps que des solutions symptomatiques), mais par une autre vision de la vie et de nos rapports avec la nature"*.

Je renvoie les lecteurs à cet ouvrage pour une analyse plus approfondie des actions collectives qui pourraient nous mener à une société écologique qui n'est pas du tout chimérique :

*"Parler d'un tel projet alors qu'il existe aujourd'hui de si*

*nombreux problèmes peut paraître irréfléchi. Il n'en est rien. La crise actuelle constitue une excellente occasion de changement. Les humains peuvent choisir de continuer dans le sens actuel et de précipiter les désastres ; mais ils peuvent aussi donner un coup de barre et se réajuster. Nous possédons les moyens matériels et technologiques nous permettant de passer à une société respectueuse des besoins de ses membres et de son environnement. Si nous utilisions à bon escient les ressources que nous gaspillons pour l'entretien des armées et pour la production d'armes, si, dans les pays industrialisés, les gens apprenaient à vivre pleinement au lieu de vainement tenter de combler le vide de leur vie par toujours plus d'objets, si nous nous parlions au lieu de nous taire devant les soi-disant experts, nous trouverions à bâtir un monde tellement meilleur"* (6).

**Serge MONGEAU**

*Cet article est extrait du livre "Moi, ma santé", diffusé par Silence.*

(5) Montréal, les Éditions Ecosociété, 1993, p.16. Diffusé par Silence.

(6) *Ibid.*, p.17. Voir également "Du chômage à l'autonomie conviviale", hors-série de Silence.



## VACCINS DANGEREUX

Les firmes productrices de vaccins reconnaissent quelques accidents provenant d'allergies au traitement. Généralement, le chiffre annoncé est d'1 cas sur 100 000... sans que personne ne vérifie ce chiffre. Le gouvernement japonais a fait une enquête dont les résultats ont été rendus publics en 1995. L'étude portait sur les vaccins Rubéole/Oreillons/Rougeole. Le résultat est un accident sur 1300 personnes... soit presque cent fois plus que ce qui est annoncé par les fabricants ! La Haute Cour d'Osaka a décidé l'indemnisation des vic-

times, dénonçant la négligence de l'Etat qui aurait dû faire ces études bien plus tôt.

## BOYCOTT DE MAC DONALD'S

Nos connaissances en santé montrent le rôle important de nos habitudes alimentaires. La nourriture de type "Mac Donald's" est une aberration : les centaines de magasins de la chaîne poussent à la consommation de viande. Or dans les pays industrialisés, nous mangeons déjà bien trop de viande. Et pour élever le bétail, il faut dix fois le poids de la bête en céréales et

en fourrages. Des surfaces agricoles qui pourraient autrement servir à fournir les aliments nécessaires à ceux qui n'en ont pas. Une campagne de boycott de la plus célèbre marque de fast-food est donc lancée. Elle est animée en France par : Amis de la Douceur et de l'Harmonie, El Faitz, 66230 Serralongue. (source : L'Arentelle des Cévennes, janvier 1996).

## TARN-ET-GARONNE : LA MAFIA MEDICALE

L'association "Le trèfle Vert" invite, dans le cadre de son salon de l'agriculture biologique, des médecines alternatives et de l'artisanat, Guylaine Lancot, auteure de "La mafia médicale" donnera une conférence qui se tiendra à la salle du tribunal de Moissac le samedi 11 mai à 20h30. Le salon, lui se déroule le samedi de 9h30 à 22h30 et le dimanche de 9h30 à 19h30 au Hall de Paris. Renseignements : "Le Trèfle Vert", Delbrel, Boudou, 82200 Moissac, tél : 63 04 44 93.

## SIDA

• **RESISTANCE AU VIRUS.** Si certaines personnes séropositives tombent malades rapidement, ce n'est pas le cas général. Les statistiques montrent même une résistance inattendue à la maladie : 20 à 25 % seulement des adultes infectés par le VIH développent un SIDA dans les six ans, 50 % entre six et dix ans et 25 à 30 % ne l'ont toujours pas développé plus de dix ans après. Ces statistiques officielles pour la France se retrouvent dans les autres pays. On connaît aujourd'hui certaines personnes qui, ayant attrapé le virus au début de l'épidémie, il y a maintenant quinze ans, sont toujours en bonne santé. Des études ont été lancées pour essayer de comprendre pourquoi ces gens ne développent pas la maladie. Une chose est sûre : ce n'est pas parce que l'on attrappe le virus du SIDA que l'on va mourir le lendemain. (source : L'Impatient, décembre 1995)

• **BEBES RESISTANTS.** Des bébés nés de mères séropositives, et eux-mêmes séropositifs, ont, semble-t-il, réussi à se débarrasser du virus. Une première étude portant sur 219 bébés nés séropositifs au Royaume-Uni, en Suède, en Italie et en Belgique, montre que pour 9 d'entre eux, le

virus n'est plus détectable quelques mois plus tard. Une autre étude menée par une virologue parisienne sur 188 bébés français fait ressortir la même disparition du virus dans 12 cas. Ces 21 bébés représentent un immense espoir : il existerait peut-être un moyen naturel de combattre le virus du SIDA. (source : Courrier International, 22 février 1996).

• **RETOUR DE LA THALIDOMIDE.** La thalidomide est le plus tristement célèbre des médicaments. Utilisé pour ses propriétés sédatives dans les années 50 pour traiter les nausées de la femme enceinte, il a provoqué la naissance de 7 à 12 000 enfants malformés. Retiré de la vente dans les pays "développés" depuis les années 60, il a continué à être commercialisé dans certains pays du Sud comme le Brésil. C'est là que, par hasard, des recherches sur le SIDA ont montré que la thalidomide permet de lutter efficacement contre l'amalgissement des malades et donc de favoriser une meilleure résistance au virus. Revenu de manière clandestine, depuis le Brésil, le médicament est de nouveau autorisé aux USA pour le traitement du SIDA et de certaines formes de cancer. Seules les femmes en âge d'avoir des enfants ne peuvent l'utiliser. C'est le labora-

toire pharmaceutique qui produit la thalidomide qui doit être content. (source : Courrier International, 16 novembre 1995)

• **AUTRES MEDICAMENTS DANGEREUX.** La mise en vente sans suivi de la procédure administrative classique des nouveaux médicaments - le Ritonavir et l'Indinavir - a agité les médias au mois de mars. Les associations de défense des malades du SIDA ont toutes réfuté l'idée d'une phase de tests des médicaments, estimant urgent de les utiliser sans en connaître tous les effets. Pourtant, les rapports médicaux sont plus circonspects : selon l'industrie pharmaceutique qui les produit, ces médicaments pourraient prolonger la vie des malades de 7 mois en moyenne pour un coût de 60 000 F par an et par personne.

Mais ce bénéfice n'est pas total car les effets secondaires sont nombreux : lors d'un essai aux Etats-Unis, sur 29 malades traités au Ritonavir, 8 sont morts suite à une allergie au médicament. L'autre médicament l'Indinavir provoque neutropénies et calculs rénaux. Et si toute cette agitation n'avait été qu'une bonne campagne de lancement pour les firmes pharmaceutiques ? (source : L'Impatient, avril 1996)

## AMIANTE

• **DECRETS.** Deux décrets ont été publiés au Journal Officiel le 6 février. Le premier indique l'obligation pour les propriétaires de bâtiments contenant de l'amiante de faire mesurer le niveau d'"empoussièremment" par l'amiante par un organisme agréé. Le deuxième précise qu'en cas de dépassement des normes, les travaux de restauration doivent être effectués dans un délai de douze mois.

• **600 A 900 MORTS PAR AN.** Depuis les années 70, quelques scientifiques se battent pour alerter l'opinion publique et les autorités sur les dangers de l'amiante. Une étude anglaise parue en 1995 annonçait 3000 morts par an en Grande-Bretagne. La situation française permet de prévoir les mêmes chiffres pour la France (voir Silence 185/186).

Une étude rendue publique par le Ministère de la Santé révèle qu'il y aurait, aujourd'hui, au minimum 600 morts par an dus à l'amiante avec une progression du nombre de 25 % tous les 3 ans. Ces morts par cancer de la plèvre touchent plus les hommes (480) que les femmes (120). Le rapport conclut que, même en prenant des mesures maintenant, le nombre de cancers va encore augmenter pendant de nombreuses années.

Il y a un an et demi, nous faisons le parallèle avec l'affaire du sang contaminé. Aujourd'hui, les familles multiplient les plaintes : dès 1979, les études sanitaires étaient suffisamment précises pour savoir que le phénomène allait devenir une catastrophe et l'Etat peut donc être attaqué pour ne avoir pris les mesures nécessaires. Une association nationale de défense des victimes de l'amiante vient de voir le jour : ANDEVA, 3 rue Sainte Félicité, 75015 Paris.

## BULLETIN DU CODEMA

Le CODEMA, collectif pour la défense et l'évaluation des médecines alternatives et complémentaires, lance un bulletin trimestriel de liaison à destination des associations et des individus intéressés par le sujet. On peut le recevoir contre 30 F par an : CODEMA, 18 rue de la Prévôté, 79300 Bressuire, tél : 49 65 34 15.





# SOCIÉTÉ

## ILE-DE-FRANCE : L'EUROPE FACE A L'EXTENSION DU RACISME

La fédération des associations de recherche et d'éducation pour la paix, la FAREP, et des associations allemandes, FBF et Regenbogen Bayern, organisent une rencontre franco-allemande avec un entraînement à la thérapie sociale du 27 au 30 mai et un stage de formation du 30 mai au 2 juin, à Chantilly, au Nord de Paris. L'entraînement à la thérapie sociale est un

stage pour appréhender les mécanismes de la peur dans notre société : qu'est-ce qui nous fait peur, comment comprendre ces peurs, comment dialoguer avec une personne raciste, comment animer un groupe interculturel. Cette partie de la formation est limitée à 15 personnes. Le stage de formation est plus largement ouvert avec différents thèmes abordés : la situation politique en Europe, les expériences des groupes dans leur lutte contre le racisme, comparaison entre le racisme en France et en Allemagne, l'approche

socio-psychologique, les perspectives de coopération. Inscriptions avant le 10 mai. Renseignements : Fränkisches Bildungswerk für Friedensarbeit, Stichwort "Rechtsruck" 96, Hessestr. 4, D-90443 Nürnberg.

## BORDEAUX : MANGER QUAND MEME

A la suite d'une manifestation d'AC ! contre le chômage, dans les rues de Bordeaux, le 19 décembre 1995, un groupe d'une quinzaine de personnes, sans grandes ressources, se retrouvent à 14 h avec un petit creux. Les restos d'entreprises étant déjà fermés, ils décident alors de tenter une action en direction des restaurants. Négociant avec plusieurs gérants sur la nécessité de venir en aide à ceux qui ont faim, ils sont reconduits à chaque fois. Ils décident de passer outre et s'offrent un repas (modeste : 59 F par personne) au Bistro Romain. Au moment de

l'addition, ils proposent de payer 10 F par personne pour le service. Refus de la direction qui appelle la police. La direction qui dans un premier temps porte plainte pour "filouterie alimentaire" renonce aux poursuites quand l'affaire devient trop politique. Mais la justice maintient la procédure, l'Etat devenant accusateur. Le procès a eu lieu le 9 février. Les 15 se défendent seuls et expliquent la démarche : il n'est pas normal que dans une société aussi riche, certains aient faim. L'Etat ne demande pas d'amende mais une inscription au casier judiciaire pour éviter une récidive. Les militants d'AC ! ont mis l'accent sur la difficulté de vouloir relancer la "consommation" en l'interdisant à une partie de la population. Ils ont finalement gagné : le tribunal a conclu à une dispense de peine.

Contact : AC ! 51 rue Bouquière, 33000 Bordeaux, tél : 56 52 52 40.

## PARIS : LA RONDE DES SANS-PAPIERS

Plusieurs centaines de personnes, dont le statut de réfugié politique a été refusé, et d'autres dont le regroupement familial n'a pas été autorisé (couple dont seul l'un des membres a la nationalité française), s'étaient regroupées dans l'église Saint-Ambroise (Paris 12ème) le lundi 18 mars. Une cinquantaine d'hommes entament une grève de la faim pour demander la régularisation de leur situation. Le mercredi 20 mars, visite de Mgr Lustiger : "votre détresse me touche profondément. Il est normal que vous soyez venus dans la maison de Dieu pour trouver du secours". Jeudi 21 mars, journée internationale contre le racisme. Visite de Mgr Gaillot et de l'Abbé Pierre. Mgr Lustiger critique le caractère politique que prend l'affaire. Le même jour, le curé de l'église enlève les objets de sacrement de l'église déclarant qu'il ne peut plus s'agir d'un lieu de culte, mais d'un espace public, ce qui permet à la police d'intervenir. Le vendredi 22 mars, à 6 h, 430 personnes sont évacuées par les forces de police et 40 d'entre elles interpellées et mises en centre de rétention pour procédure d'expulsion immédiate. Les autres se réunissent devant la mairie du 12ème pour demander l'aide du maire socialiste qui refuse de les accueillir. 300



personnes occupent le gymnase Japy. Le samedi 23 mars, le tribunal relâche les 40 personnes estimant que leur interpellation n'avait pas été conforme à la loi. La préfecture fait appel à la décision. Le gymnase, qui a servi de camp pour les juifs en partance pour Drancy puis de centre de rétention pour Algériens pendant la guerre d'Algérie est rapidement bouclé par les forces de l'ordre, et seuls des représentants d'associations humanitaires peuvent pénétrer

à l'intérieur. Le dimanche 24 mars, à 6 h du matin, pas moins de 500 policiers, conduits par le préfet lui-même, entrent dans le gymnase, interpellent une centaine de militants de différentes associations qu'ils expulsent violemment, puis arrêtent quelques 294 personnes - essentiellement des Africains - pour les conduire au centre de rétention de Vincennes et engager une procédure d'expulsion. L'Abbé Pierre et Mgr Gaillot rapidement sur place n'ont rien pu faire. Mgr Lustiger

accuse les associations d'avoir emmené ces étrangers dans un guet-apens alors que les associations nient être à l'origine de l'action. La cour d'Appel confirme l'illégalité de la procédure et la plupart des personnes ont pu être libérées ou mises en centre de rétention. Lundi 25 mars, les 40 premières personnes arrêtées sont convoquées au tribunal. Elles ne s'y rendent pas et sont condamnées par défaut à l'expulsion (sauf un mineur). 63 autres retenues à Vincennes font l'objet d'une mise en examen pour une procédure de reconduite à la frontière. Les autres sont relâchées (plus de 200 personnes). Elles sont accueillies le mardi dans un local de Droit au Logement, puis le mercredi dans une annexe paroissiale, puis le jeudi dans des locaux syndicaux prêtés par SUD-PIT. 45 des 63 personnes retenues à Vincennes sont libérées le mercredi. L'ambassadeur du Mali a demandé le respect des lois. Dans les jours qui suivent, plusieurs personnes - surtout des Maliens - sont expulsés. D'autres disparaissent dans la nature... les Lois Pasqua créent un imbroglio juridique que les juges interprètent de manière fort différente.

Contact : Droit au Logement, 8 rue Francis Bourgeois, 75003 Paris, tél : (1) 42 78 12 36.

# POUR UNE NOUVELLE CULTURE DU TRAVAIL

**I**l suffit, en effet, de rappeler que les gains de productivité découlent aujourd'hui de l'automatisation de la production, des économies d'échelles par concentration des entreprises et des "améliorations" dans l'organisation du travail. D'où une dévalorisation générale du travail mais aussi un accroissement du chômage dans des secteurs où la main-d'œuvre était relativement nombreuse et où les nouveaux modes de rationalisation ont été introduits.

de productivité étant supérieurs à la croissance. Le scénario de plein emploi pour tous fondé sur le paradigme de la croissance continue semble révolu.

Or, face à cette situation, les réponses avancées par la majorité des Etats occidentaux menacent le fondement même des valeurs démocratiques : celles de justice sociale, d'égalité et de citoyenneté. S'instaure en effet un modèle de société duale (emplois stables et protection sociale pour

## Le droit au travail

André Gorz écrit à ce propos dans son article "Revenu minimum et citoyenneté" (Revue "Partage", août-septembre 1994) : "Aussi longtemps que le fonctionnement du système social, sa production et sa reproduction exigent du travail humain, le travail, si réduit que soit le temps qu'il occupe dans la vie de chacun, sera indispensable à la pleine citoyenneté. En tant que droit à participer à la production du tout social et à acquérir sur lui des droits et des pouvoirs, le droit au travail doit être compris comme un droit politique". Ainsi entendu, le droit au travail exprime le droit à une existence sociale, économique et politique, bref, le droit à l'intégration. L'auteur critique, dès lors, toutes les formes actuelles de revenu minimum garanti qui, en fait, garantissent surtout le développement d'emplois "bas de gamme", de "bad jobs", forme de subvention aux plus pauvres qui "subventionnent du même coup les employeurs". Revenu octroyé, dépendance vis-à-vis de l'Etat, absence de droits sur ce dernier font que ce revenu "social" dont l'inconditionnalité serait garantie est, pour André Gorz, synonyme d'exclusion.

Par contre, la réduction du temps de travail, l'aménagement souple des temps d'activité salariée au cours de la vie, la distinction entre "emploi fonctionnel" et "activités de la sphère micro-sociale" sont pour lui les seules réponses pour réduire le chômage dans le respect du principe de citoyenneté.

*La notion de "crise" économique interroge car elle est moins l'expression du fonctionnement de la "machine économique", dont le grippage conduirait inéluctablement au chômage, que la conséquence de choix relatifs au modèle de production et de développement des sociétés occidentales contemporaines.*

Par ailleurs, les nouvelles pratiques de délocalisation de la main-d'œuvre, dans un espace économique qui s'est mondialisé, ont pour conséquence de produire du chômage dans nos pays et d'introduire de nouvelles formes d'exploitation des pays du Tiers-Monde.

Enfin, la limitation des ressources environnementales fait que la croissance de la production de biens est aujourd'hui insuffisante pour garantir l'emploi, les gains

les uns, exclusion et pauvreté pour les autres), un modèle de société assistancielle (dépendance accrue et perte du sentiment d'utilité sociale), une dégradation des conditions de travail pour ceux qui ont un emploi (stress et pathologies en augmentation) et une privatisation du "social" par extension de la logique marchande.

Ainsi, le droit au travail pour tous apparaît comme un nouvel enjeu social et politique.

La distinction entre travail fonctionnel et activités privées, qui vient d'être évoquée, est peut-être à préciser. En fait, elle vise, selon Gorz, à surseoir au danger de voir "se transformer en emplois des activités que les gens pourraient, devraient, aimeraient faire par eux-mêmes (...) où le relationnel et le plan social deviennent l'affaire de professionnels".

Cela étant, cette césure revendiquée entre emploi et activité empêche d'interroger la nature fonctionnelle de l'emploi en posant son hétéronomie comme souhaitable (emplois impersonnels pour des activités plus personnelles grâce à un temps "libre" accru). Une interrogation vers une nouvelle culture du travail s'impose pourtant.

### Vers une nouvelle culture du travail

De Gaulejac, dans "La lutte des places" (Ed. Desclée de Brouwer, 1994), et d'autres auteurs, dégagent trois dimensions à la notion d'exclusion, ce qui les conduit, dans le même temps, à s'interroger sur la notion d'intégration : s'intégrer dans quoi, dans quelle société, en harmonie avec quelles valeurs ?

L'exclusion présente une dimension économique définie par le niveau des ressources financières et les formes de consommation, une dimension sociale fondée sur l'existence ou non de réseaux



de solidarité primaire (familial, ...) et secondaire (institutionnel), et une dimension symbolique liée à la reconnaissance sociale, l'affirmation de l'identité individuelle ou de groupe et le pouvoir qu'ont les individus de définir leur propre système normatif et d'action.

Or, le travail en tant qu'activité sociale parmi d'autres, inclut ces trois dimensions. L'exclusion n'est pas soit économique, soit sociale, soit symbolique, elle est le plus souvent les trois à la fois.

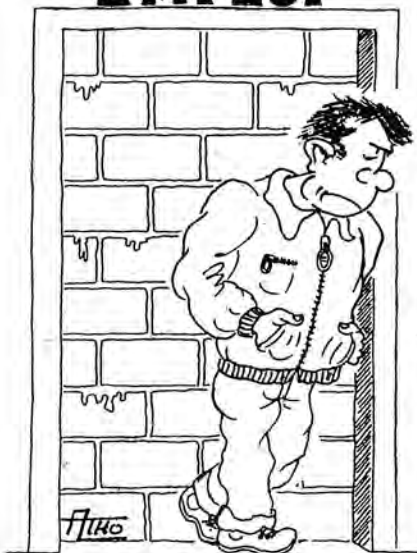
En d'autres termes, la logique de l'avoir - avoir un emploi, un revenu par son travail - se double d'une logique de l'être, non pas en dehors de la sphère productive, mais aussi en son sein. La non reconnaissance sociale, l'impossible expressivité des individus au travail, la perte des solidarités, liés à la compétitivité, invitent à revendiquer un espace de travail fondé sur une autre culture. Car si le partage du travail, et, partant, une diminution de la consommation de chacun, étaient l'expression d'une solidarité indispensable pour lutter contre le chômage, ces exigences n'en restent pas moins inscrites dans une solidarité sociétale qui n'interpelle guère la nature du travail. En d'autres termes, il importe que des valeurs d'épanouisse-

ment personnel, de créativité, d'intérêt au travail lié à l'autonomie et à la reconnaissance soient revendiquées.

Peut-être que, parmi les individus confrontés aujourd'hui à de multiples paradoxes sociaux, se dessinent les contours d'une telle culture. Yves Barel, dans "La marginalité sociale" (Ed. PUF, 1982) le rappelle lorsqu'il écrit "(...) quelque part, sous cette intégration ou à côté d'elle, un travail s'accomplit qui, lui, est de l'ordre de la marginalité". Paradoxe, en effet, d'une société où prédominent, dans le même temps, les valeurs productivistes et le chômage ; paradoxe également d'une société productrice d'anomie mais aussi de "désengagement social" allant de "la résistance à l'inculcation" à "la création active de nouvelles cultures". Société qui, en elle-même, tend à produire, comme le dit l'auteur, "un rapport marginal à l'argent (aptitudes à manipuler les codes de l'anti-croissance), un rapport marginal au pouvoir (refus d'être compromis par les appareils et dans le travail) et un rapport marginal à l'économie (revendication souvent sourde mais présente pour un travail plus créatif, moins contraignant dans sa durée...)".

Geneviève CORAJOU

### EMPLOI



### Autres lectures :

- R. Castel, "Les métamorphoses de la question sociale", Ed. Fayard, 1995.
- J. Donzelot, "Face à l'exclusion", Ed. Esprit, 1991.
- A. Gorz, "Métamorphoses du travail. Quête de sens", Ed. Galilée, 1988.
- S. Guth et coll., "L'insertion sociale", Ed. L'Harmattan, 1994.
- C. Nicole-Drancourt, "Le labyrinthe de l'insertion", Ed. Documentation Française, 1992.
- S. Paugram, "La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté", Ed. PUF, 1991.



## LIVRES

### FEMMES ET VIOLENCES DANS LE MONDE

sous la direction  
de Michèle Dayras  
Ed. L'Harmattan  
1995 - 340 p. - 160 F

Le mouvement féministe français roupille depuis le début des années 80. A part les affrontements pro et anti-IVG, il semblerait que nous baignions dans un monde égalitaire. Ce livre, sous forme d'un catalogue d'exemples de violences faites aux femmes dans le monde, devrait provoquer un sursaut salutaire chez nos lectrices et - espérons-le - nos lecteurs. Les viols en France occupent la première place des crimes commis en France. Les morts par violence conjugales arrivent en tête des morts violentes chez les femmes américaines. Les bases militaires occidentales sont la source de multiples problèmes pour les femmes soumises à des bidasses en manque sexuel. Dans les guerres, qui utilisent souvent les armes fournies par nos industries, les femmes sont, avec les enfants, les premières victimes : elles constituent la grosse majorité des populations déplacées. Viol, prostitution, pornographie et tourisme sexuel sont le lot des enfants du sud (pas seulement les filles) qui subissent la domination des "clients" riches du nord. La société patriarcale fait que l'on préfère bien souvent avoir un garçon qu'une fille et la décision d'avortement après une première échographie induit une baisse du nombre de filles dans de nombreux pays (particulièrement en Chine, Asie du Sud-Est, en Inde et au Koweït). Le sexisme se traduit sans la propriété des biens : bien que majoritaires dans le monde, les femmes ne possèdent que 1 % du patrimoine de l'humanité. Le principe "à travail égal, salaire égal"

n'est toujours pas appliqué, même dans les pays qui se veulent à la pointe de l'égalité : en France, l'écart reste autour de 30 %. L'inégalité se poursuit dans le vocabulaire (style, "Madame le"), on continue à distinguer madame et mademoiselle (mais pas mon damoiseau !). Le rôle des religions dans ce sexisme est important. Lorsque la polygamie existe c'est toujours un homme et des femmes. L'excision est encore pratiquée dans de nombreux pays... pour ôter le plaisir aux femmes. Au niveau santé, la femme est maintenant mise sous hormones comme du bétail. Un article est contestable, celui contre l'allaitement

maternel : la coordinatrice du livre, présidente de SOS sexisme, voit dans l'allaitement maternel un retour du patriarcat car l'allaitement maternel serait le prétexte au retour des femmes au foyer. Sachant les avantages évidents de l'allaitement pour la santé future de l'enfant, la véritable lutte féministe ne serait-elle pas plutôt de se battre pour que l'allaitement soit possible dans toutes les conditions de la vie et en particulier sur le lieu de travail.

Le livre, non sans humour, sépare chaque chapitre avec un lot de petites phrases d'auteurs célèbres dont le sexisme atteint des sommets. Indispensable. MB.

### ZARRA, ACCOUCHEUSE EN AFRIQUE

de Zarra Guiro  
Ed. ARVAN, CP18,  
CH 1253 Vandœuvres.  
1994 - 140 p.

Zarra vit au Burkina Faso. Elle a la chance de suivre des cours d'accoucheuse et devient fonctionnaire du jeune Etat. Nommée à plusieurs

Zarra Guiro

ZARRA,  
accoucheuse  
en Afrique



postes successifs, elle rencontre différentes régions du pays : régions musulmanes, régions désertiques... Déjà auteure d'un livre sur les contes de son pays, elle raconte ici son métier d'accoucheuse, ce qui l'amène tout naturellement à parler des relations hommes-femmes de son pays et des rapports entre modernité et traditions. Un témoignage sur les difficultés et les richesses de sa vie. Le livre est édité par une association suisse et les bénéfices sont reversés au dispensaire dont l'auteure a la charge. Emouvant, passionnant. FV.

## Le livre du mois

### PARCE QUE LA PAIX N'EST PAS UNE UTOPIE

de Serge Mongeau  
Ed. Ecosociété (Québec)  
1996 - 140 p.

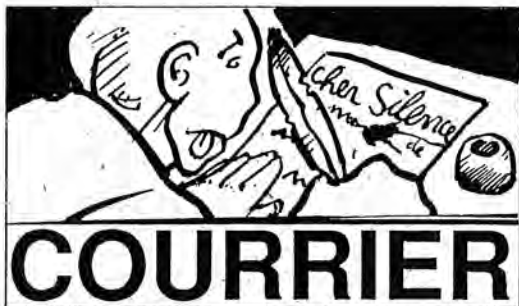
Dans ce livre à la lecture facile, Serge Mongeau, auteur de nombreux ouvrages autour des questions écologistes, montre avec adresse comment aborder la question de la paix : d'abord la paix en soi, puis avec son entourage, puis au niveau politique et international. La paix en soi est abordée comme une manière de réfléchir sur soi, mais au sein de la société et non pas coupée du monde comme le présentent certaines démarches spirituelles. Cette recherche vise à comprendre notre propre violence, à identifier ses origines pour pouvoir ensuite se comprendre. Ce n'est que lorsque ce travail est fait que l'on peut élargir la paix aux autres. Le côté politique n'est jamais oublié et cette quête de la paix doit, selon Serge Mongeau,

passer par une remise en cause de notre "société où l'incitation à consommer davantage attise constamment la frustration. Il n'est pas étonnant qu'on assiste à une augmentation des actes violents permettant aux uns l'acquisition des produits tant vantés et aux

autres l'expression de leur incapacité de satisfaire leurs appétits" (p.27).

Pour se sortir de cette pression, l'auteur conseille d'alléger sa vie, d'harmoniser ses relations avec les autres, de s'ouvrir à la nature, d'acquiescer une conscience planétaire, d'envisager sereinement la mort. Clin d'œil : "le silence est la voie d'accès au soi profond ainsi qu'à une conscience universelle" (p.59). Il aborde de multiples aspects de la question : le rôle de l'armée, de l'éducation, la responsabilité des hommes dans la société actuelle... Il termine son ouvrage par une présentation de la non-violence qui regroupe clairement tous ces aspects de la question. Deux petits regrets : il s'agit là d'une réédition (première édition en 1990) et certains passages auraient dû être réactualisés (URSS et Afrique du Sud !). De même, la liste des adresses des groupes aurait pu être étendue à la francophonie. Ça se lit d'une traite et ça se garde sous le coude. MB.





## LETTRE OUVERTE AUX VERTS

Bonne idée de solliciter mon avis sur les raisons de ma non réadhésion. Certaines positions des Verts me font parfois bondir, notamment des choix très scientistes dans le domaine médical, des positions trop facilement suivistes et activistes derrière des mouvements sociaux sans reculer ni analyse de fond, un soutien irréaliste à des mouvements nationalistes et indépendantistes, un soutien bien superficiel à l'école publique alors que dans de nombreux domaines les écoles privées, et je pense en particulier aux lycées autogérés (qui ont été privés avant d'être reconnus par l'Etat) et aux Maisons familiales rurales sans qui de nombreux jeunes auraient été définitivement en échec. On pourrait encore parler des écoles basques et bretonnes... Malgré cela, grosso modo, je me retrouve dans les propositions des Verts.

Mon principal désaccord avec les Verts n'est pas idéologique ou du moins il tient aux aspects de l'idéologie qui conditionnent la stratégie, le positionnement politique. Les Verts ne sont plus qu'une machine électoraliste où la politique politicienne a pris le dessus, avec ses querelles de chef. J'attends avec impatience le jour où les Verts renonceront à se présenter aux législatives et surtout aux présidentielles, pour mettre leur énergie (et leur argent) dans le travail de terrain et des ambitions électorales limitées aux instances locales. Ce serait d'ailleurs beaucoup plus réaliste, puisque l'on sait que, sauf exception, il est beaucoup plus facile de devenir conseiller général quand on a été élu local, ou député ou sénateur quand on a derrière soi de nombreux élus locaux. Ne pas chercher à franchir les étapes avant de se savoir suivi par les électeurs prouverait qu'on les respecte. En outre, ce serait le meilleur moyen de montrer que le travail de terrain nous importe plus que l'électoralisme qui n'est que l'un des moyens d'agir en politique. Il faudrait pour cela abandonner définitivement le concept archaïque droite-gauche. Concept propre à l'histoire française depuis deux cents ans, mais dont l'application dans le monde entier a eu des conséquences redoutables. Combien de dictatures sanglantes se sont réfugiées derrière une phraséologie "de gauche" ! Je ne pense pas seulement à l'Europe de l'Est et à la Chine, je pense

aussi à l'Afrique. Que ce soit en Afrique ou en Asie, est-ce que le concept droite-gauche a vraiment historiquement un sens ? Ne participe-t-il pas au démantèlement des cultures traditionnelles qui auraient pu inspirer d'autres manières de faire de la politique ? En France, en Europe, de toutes façons, la gauche est aussi productiviste et scientiste que la droite : une raison de plus pour sortir de ce concept droite-gauche. Sortir de ce concept droite-gauche ne veut pas dire être incapable de faire une analyse historique et sociale et de se limiter à une analyse environnementale. Mais être capable de passer des alliances non pas par une logique de bloc, mais sur des propositions précises. Il serait d'ailleurs complètement irréaliste dans de nombreuses villes (petites et moyennes) et en milieu rural que les écologistes se positionnent comme un mouvement "de gauche". D'une part, ils ne seraient pas compris par des électeurs de "droite" qui ont des sympathies pour l'écologie, sans partager toutes leurs analyses, d'autre part, ils peuvent dans de nombreux cas rencontrer "à droite" et "au centre" des partenaires locaux avec qui engager des actions de terrain environnementales ou même sociales que se refuseraient à suivre les notables et élus "de gauche". Je crois que les Verts devraient revenir aux sources de la non-violence, qui ne doit pas être limitée aux questions de défense. La manière, l'esprit dans lequel Gandhi a joué un rôle politique me semble assez prophétique. Son action politique était toujours enracinée dans l'action de terrain. Il a su plusieurs fois délaissier l'action électorale pour revenir vivre dans son ashram et parcourir l'Inde à pied. Ah, j'aimerais voir Voynet, Lalonde et Waechter vivre en ashram, travailler à se réconcilier avec eux-mêmes pour se réconcilier entre eux, parcourir ensuite la France (ou l'Europe) à pied, en vélo et même en train dans toutes ces petites lignes SNCF qui menacent de fermer. Je vous assure qu'en mettant ainsi leurs querelles de côté au profit d'une vie centrée sur les actions alternatives de base, très vite ils reviendraient à l'essentiel, les mouvements écologistes en seraient transformés et gagneraient en crédibilité. Mais je rêve... Régis PLUCHET  
Deux-Sèvres.

## IMPREVU

Mardi 27 février, dix personnes sont mortes, soixante autres ont été blessées, dont la moitié grièvement, lors d'un carambolage de quelques 200 véhicules (voitures et camions) sur une autoroute belge. Quinze jours auparavant, un accident semblable, survenu, lui, en Italie, avait fait onze morts et cent blessés. On ne reviendra pas ici sur l'analyse des causes premières et secondes, directes et indirectes de ces catastrophes - elles sont d'ores et déjà bien connues, à commencer par la plus déterminante : la vitesse excessive. Cependant, on peut légitimement s'interroger sur la répétition singulière de tels accidents un peu partout en Europe, et, avant tout, sur l'aberration qui veut que des conducteurs, pourtant dûment avertis par les expériences précédentes, ne changent pas pour autant leur comportement. Il y a là une sorte de fatalisme suicidaire, assez paradoxal dans des sociétés qui, par ailleurs, seraient plutôt portées à cultiver les valeurs du confort et de l'hédonisme.

Pourquoi évoquer ces accidents autoroutiers plutôt que l'ensemble des accidents de la route, lesquels, il faut le rappeler, tuent encore huit mille personnes chaque année en France ? Parce que l'autoroute, avec ses voies à sens unique bordées de barrières - dites de "sécurité" - interdisant tout recul, bifurcations ou autres manœuvres que la marche avant à grande vitesse, et ses usagers désresponsabilisés par une situation dans laquelle domine la représentation - décalage meurtrier entre la vitesse réelle, les risques encourus par le conducteur - l'autoroute donc, évoque immanquablement les sociétés à pensée unique qui l'ont conçue (il n'est peut-être pas indifférent de se souvenir que les premières furent construites en Allemagne du temps des nazis...). Ainsi, la politique n'est plus invention déléguée de l'avenir, mais simple anticipation d'événements inéluctables... en d'autres termes, l'itinéraire est déjà connu, banalisé, obligatoire et le jeu de la démocratie devrait se limiter à déterminer la vitesse plus ou moins grande du transport.

Le seul problème - et il est de taille ! - est que le monde réel ne se laisse pas réduire à cette simplification. L'imprévu domine et c'est heureux. On peut même penser qu'il croît en importance avec la multiplication des facteurs de complexité. On sait que les plus puissants ordinateurs n'arrivent pas encore à battre Kasparov aux échecs... cela vient d'ailleurs sûrement, puisque, même gigantesque, le nombre de configurations sur un échiquier fini est nécessairement fini lui aussi. Il semble qu'il n'en soit pas de même pour le vivant...

Face au foisonnement du réel, la pensée unique est une extraordinaire fragilisation de sociétés qui, comme l'automobiliste fonçant dans le brouillard, ont de moins en moins de capacité à réagir à l'imprévu. Qu'on songe par exemple au désarroi des gens en cas d'événements météorologiques de plus en plus fréquemment qualifiés de "catastrophes" alors que, remis en perspectives dans les cycles longs qui sont ceux des climats, ils ne sont rien moins qu'exceptionnels.

Il n'empêche : loin des grands axes de circulation s'inventent chaque jour de nouveaux cheminements plus ou moins buissonniers. Leur discrétion est peut-être l'une de leurs conditions d'existence dans le contexte de la "société du spectacle" (...) Sortir de la logique de la "pensée unique", c'est comme sortir de l'autoroute : repartir le nez au vent à la découverte de paysages variés et de la diversité des cultures qu'ils ont engendrées et dont, en retour, ils se sont nourris.

L'époque est révolue des affrontements bi-polaires, des stratégies de blocs, soi-disant homogènes dont la dialectique primitive était en réalité, au-delà des discours contradictoires, le meilleur garant d'un certain ordre du monde : il ne s'agit plus de construire une "autoroute alternative", mais bien d'approfondir et de prolonger toutes les voies de toutes les différences vers la répétition du seul projet qui vaille, la réalisation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

François BOUCHARDEAU  
Forum Civique Européen, Limans,  
04300 Forcalquier.

## RÉABONNEMENT EN VERS

Silence, involontaire est mon silence :  
Il me donne bien mauvaise conscience  
Laisser rappeler qu'il faut se réabonner  
Est peu excusable pour mon journal aimé !  
Non pas par mauvaise volonté, mais par report,  
Comme si on comptait sur le bon sort !  
Et tu dois briser notre silence, Silence.  
RIRE  
32 rue Stéphane Proust, 95600 Eaubonne.

## DICTATURE DE LA CROISSANCE

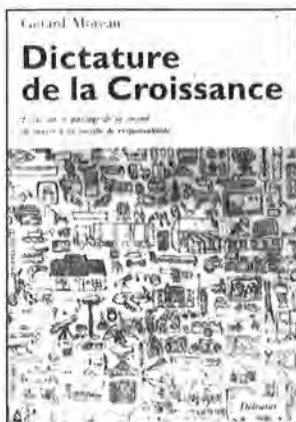
de Gérard Moreau  
Ed. Deleatour B.P. 2243  
49022 Angers Cédex 02  
1995 - 127 p. - 85 F.

Le premier ministre français nous pousse à consommer pour relancer la croissance. Pour cela, il prend, ou fait prendre, des mesures toutes plus inutiles les unes que les autres. "Au nom de la loi, consommez" ironise Charb chaque semaine dans "Charlie Hebdo" en montrant par ses caricatures l'absurdité de cette injonction. Dans cet ouvrage, Gérard Moreau s'insurge contre cette dictature, contre "la standardisation, où l'homme est écrasé par les prétendus impératifs de l'économie mondiale, où les individus finissent par perdre tout plaisir d'être ensemble."

A travers ces pages, l'auteur veut apporter, et il y réussit fort bien, "une contribution au travail de réflexion sur cette fin de siècle, sur la déroute du dogme la croissance." Il s'élève contre cette idéologie qui selon ses propagandistes nous permettrait d'être heureux et de vivre décentement. Cette course folle après un progrès et un bonheur servant surtout à enrichir davantage les financiers, les industriels, peu scrupuleux et déshumanisés.

En 278 points martelés comme autant de vérités, Gérard Moreau développe ses réflexions personnelles (il y a très peu de références). Après une analyse historique du mythe de la croissance, il approfondit trois domaines : le travail, la culture et la responsabilité. Il montre comment la croissance et le consumérisme exercent leurs ravages dans ces disciplines. Mais l'auteur refuse l'immobilisme, la résignation, les lamentations, il préconise de s'épanouir, il n'hésite pas à se réjouir, car "cette crise ouvre de vastes perspectives pour déployer les potentiels humains jusqu'à présent bridés parce qu'exclusivement consacrés à la croissance productive et à l'emploi." Toutefois les propositions restent assez floues. De la notion de "société de responsabilité", opposée à "la société de masse", il ressort essentiellement le souhait, louable, de devenir plus autonome.

Il n'insiste notamment pas assez sur toutes les expériences, les recherches, les travaux, entrepris ici ou là pour mettre en place cette alternative. C'est-à-dire, cette notion définie ici comme "l'articulation entre l'idée et l'action" permettant "à l'individu anonyme, perdu et impuissant dans une masse amorphe, de gagner le statut de personne et de contribuer à la



vitalité de la société." Ce concept est fondé sur la nécessité d'attribuer à la personne un rôle essentiel dans une société humanisée au détriment du fonctionnement actuel de la société totalitaire de masse. Il préconise de passer d'une société du plein emploi, du stress et de la terreur imposés par le système productiviste à une société où chaque individu aurait du temps pour soi. Mais cela ne peut se faire que si chacun en a la volonté. Alors qu'un consensus mou sur la croissance et un manque certain de débat sur le sujet, oblige les tenants de cette "dictature à jouer leur va-tout", cet ouvrage a le mérite de la sincérité. Il est concis, clair, pas du tout superficiel, il suscite des réflexions et est d'une justesse rafraîchissante et encourageante. Il mérite une large diffusion. MJ.

## DANS LE MIROIR DU PASSE

de Ivan Illich  
Ed. Descartes et Cie  
1994 - 293 p. - 130 F

Ce livre réunit une série de textes issus de conférences et de discours prononcés par Illich entre 1978 et 1990. C'est l'occasion pour lui de revenir sur les thèmes qui lui ont valu ses succès dans le

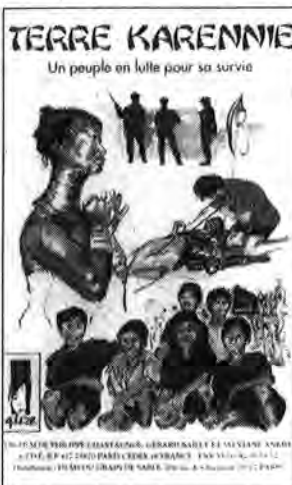
milieu alternatif : éducation, santé, économie. Mais aussi d'aborder d'autres sujets comme l'habitat, l'informatique ou l'alphabétisation. C'est en se tournant vers un passé plus ou moins lointain de l'humanité qu'Illich explique ici leur emprise dans notre quotidien. Grâce à un discours toujours très critique, pertinent, mais aussi créateur et incitant à la réflexion, nous retrouvons avec plaisir l'auteur, entre autres, "De la convivialité" et "D'une société sans école". MJ.

## VIDEOS

### TERRE KARENNE

de Philippe Chastagnol,  
Gérard Bailly et Sylviane Anky  
Ed. Films du Grain de Sable  
(Paris)  
1995 - 36 mn

Les Karennis vivent dans les montagnes birmanes près de la forêt thaïlandaise. Au nombre de 300 000 sur 12 000 km<sup>2</sup>, ils doivent lutter contre la dictature qui dirige le pays et demandent leur indépendance ou la mise en place d'une fédération des différentes ethnies. Le film présente l'action humanitaire de l'association AIDE dans un camp de réfugiés, puis les actions de résistance de l'armée mise en place. Si cela constitue une suite en images au dossier que nous avons présenté dans le numéro 201, cela reste - défaut de la vidéo - assez superficiel : peu d'informations sur les modes de vie avant le conflit actuel, sur l'avenir possible, sur le rôle des firmes étrangères, sur le trafic de drogues, sur la provenance des armes... MB.



## NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

**LES OISEAUX NE SONT PAS TOMBÉS DU CIEL**  
de Jean Dorst  
Ed. Jean-Pierre de Monza  
1995 - 380 p. - 149 F

Il ne s'agit pas d'un livre d'identification des oiseaux pour les ornithologues, mais bien d'une histoire des oiseaux : comment ceux-ci font pour voler, pour s'orienter, le rôle du plumage et des couleurs, leur capacité à chanter, leur régime alimentaire, leur rôle dans le monde vivant. Très loin d'un cours magistral, en multipliant les anecdotes, l'auteur fait là un récit captivant.

**LES BONS PAINS**  
de Marie Fougère  
Ed. Utovie, 40320 Bats  
1995 - 96 p. - 45 F

Un livre pratique, abondamment illustré pour apprendre à faire du pain et près de 40 recettes de pains différents ! Une vidéo est également disponible sur le même sujet (130 F franco).

**LE RECYCLAGE DU LISIER DE PORC PAR LAGUNAGE**  
de J. Sevrin-Reyssac et coll.  
Ed. Lavoisier, coll. Tec/Doc  
1995 - 120 p. - 150 F

Alors que l'épandage des lisiers provoque la pollution des nappes phréatiques par les nitrates, les auteurs font ici le point sur les connaissances concernant un moyen de retraitement des lisiers : le lagunage. Une culture de microalgues en bassin permet la digestion du lisier par un plancton qui est ensuite distribué à des poissons élevés dans un autre bassin. Une telle technique expérimentée en France à Meze (Hérault) coûte moins cher que l'épuration classique. Problème : les porcs étant souvent nourris avec des produits traités chimiquement, on a un risque de concentration le long de la chaîne alimentaire. La technique est intéressante, mais devrait s'accompagner d'une remise en cause de l'élevage intensif actuel. Ce livre nécessite quelques connaissances en chimie.

**ETHIQUE ET VIOLENCE DES ARMES**  
de Christian Mellon  
Ed. Assas, coll. Cahiers pour croire aujourd'hui  
1995 - 126 p. - 48 F

Les ventes d'armes, l'envoi de forces d'interposition (Yougoslavie) ou d'intervention (Koweït) posent des problèmes éthiques évidents. Malheureusement ce livre cherche les fondements éthiques dans la religion chrétienne. Pourquoi enfermer la question de la violence dans ce secteur bien particulier de la pensée ? A réserver aux théologiens.

**LES PECHEURS DE L'ETANG DE THAU**  
Ecologie humaine et ethnologie des techniques  
de Vincent Giovannoni  
Ed. L'Harmattan  
1995 - 284 p. - 160 F

Une analyse ethnographique des pratiques des pêcheurs de l'étang de Thau. Une étude extrêmement spécialisée avec un dictionnaire de pas moins de 478 termes liés au milieu !

## EDF MENE SA PROPAGANDE

Je vous signale qu'EDF, cette année encore, contacte les écoles (collèges et lycées) pour proposer des conférences sur le thème "énergie et environnement". Séduite, la prof de physique du lycée a fait venir la conférencière à Autun où j'enseigne les sciences naturelles.

Connaissant mon discours écolo, les élèves n'ont pas gobé le discours qui se résumait à l'explication de la filière nucléaire, du centre de stockage de Soullaines (avec cassette vidéo) et l'avenir : la fusion nucléaire (toujours plus de technologie). Tout au long de l'exposé, je suis intervenu et j'ai contrecarré point par point. La conférencière a admis les abus d'EDF et même que les campagnes de

"pubs" de la Cogéma à la télé avaient pour but la banalisation du nucléaire. Bref, les élèves ont bien pris conscience de la désinformation d'EDF (et presque la prof de physique). Ceci étant, dans la plupart des collèges et lycées, je crains qu'EDF, par le biais de ces conférences, et avec le concours d'enseignants naïfs, parvienne à ses fins. Vigilance donc !  
Roland ESSAYAN  
Côte d'Or.

Silence : les enseignants nous signalent régulièrement le matraquage d'EDF dans les établissements scolaires. N'y aurait-il pas moyen de monter un réseau de contre-information entre enseignants ?

## ESSAIS AU SAHARA

Dans votre numéro de septembre 95, j'ai pu lire pour la première fois un article relatant les essais nucléaires dans le Sahara. Je vous écris car dans cet endroit se trouvaient des jeunes hommes faisant leur service militaire. Mon père en faisait partie. Il avait 20 ans comme ses camarades. Plusieurs sont morts presque tout de suite. Lui, il était affecté au service de décontamination (douche d'eau). Son cancer

(oreille interne et cerveau) s'est déclaré un an plus tard et il est décédé à 27 ans. J'en avais 3. Si mon témoignage peut apporter quelque chose dans la lutte contre ces atrocités, peut-être que cette mort inutile parmi des milliers d'autres ne sera pas totalement dérisoire. En 1961, ma famille a intenté un procès à l'Etat... mais l'armée avait perdu les dossiers !  
Catherine LEVILLAIN  
Bouches-du-Rhône.

## DANS L'AIR (POLLUE) DU TEMPS

Devant la situation extrêmement préoccupante de la qualité de l'air dans les grandes métropoles françaises et particulièrement à Paris, révélée par un rapport de santé publique, le ministère de l'environnement a courageusement décidé une série de mesures propres à ne rien changer et à ne pas froisser la susceptibilité du lobby automobile ! Comme à l'accoutumée, dans ce domaine, comme dans celui du nucléaire, des énergies renouvelables ou de la qualité de l'eau, le gouvernement a décrété qu'il est urgent... d'attendre ! Aucune mesure pour limiter la place de l'automobile en ville, développer les transports en commun, favoriser les déplacements des deux roues... Si : un développement du "carburant-vert" parfaitement à même de s'assurer l'appui des gros céréaliers de la FNSEA, soutien électoral précieux de la droite, mais pas de diminuer la pollution des sols et de l'eau regorgeants de nitrates et d'engrais. Préférant grever les comptes de l'assurance maladie plutôt que réformer un libéralisme sauvage, mené par des lobbies puissants à l'appât financier féroce, le gouvernement a choisi de sacrifier l'avenir au présent et l'homme à l'argent !  
Vincent LAGARRIGUE  
Haut-de-Seine.

## anciens numéros

- 136 Stop essais : Moruroo, Nevada, Semipalatinsk. Aliments irradiés. Etain. Vers. Fermeture à la vie.....14 F
- 146 Verts : la politique autrement. Maison de vigilance de Taverny. Canal Rhin-Rhône. Rythme de travail et santé. Ocreades.....18 F
- 153 Economies d'énergie. Autonomie et solidarité. Ecoles rose caviar. Ecologie de libération. 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. LHT. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail.....18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Aide au développement. Appel Heidelberg 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Violence télé. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label. Nike. Nestlé. Pensée sauvage.....18 F
- 162 La prison autrement. Somport. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. Argent et pouvoir comme drogues. Utopie verte.....20 F
- 164 Bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité.....20 F
- 165 Yougoslavie. Semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Malville.....20 F
- 166 Moruroo : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Somport. Banque Mondiale et citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable.....20 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts.....20 F

- 170 Racisme et environnement. Somport. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. L'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales.....20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Malville. Inondations et aménagement doux. A.Carrel. L'avenir du travail. Le système planétaire.....20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuilles d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologique. Espe-ranto. Malville. Inondations.....20 F
- 173 Mir Sada. ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide. Malville. Somport.....20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction ou ouverture (1).....20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2).....20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence. Transports : suivons les Suisses ! Entre réduction et ouverture (3).....20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? Héritage du nucléaire. Marche contre le chômage. Voile et intégrisme ? Somport. Malville. Escroquerie du développement durable.....20 F
- 178 Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestète. Malville. Importations de déchets. Mac-doo.....20 F
- 181 Energies douces au Sud (1) : Mauritanie, Zimbabwe, Bénin. Malville. Libérons les boîtes aux lettres.....23 F
- 182 Energies douces au Sud (2) : Burkina. Mali. Tunisie. Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire.....23 F
- 183 Les centres écologiques. Malville. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail valeur d'échange ?.....23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. Maison de quartier de Neudorf. Energies renouvelables. Bhopal.....23 F

- 185-186 Amiante. La fin du travail. Espère. Castors. Centre énergies renouvelables de Tarbes.....35 F
  - 187 Prolifération nucléaire (1). Israël. Asie. Marcher. Société informatique-policière.....23 F
  - 188 Prolifération nucléaire (2). Neve Shalom. Le salaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme.....23 F
  - 189 Autonomie toujours. Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence.....23 F
  - 190 Le Nicaragua face au marché mondial. Brennells : démantèlement. Malville. La retraite : une solution au chômage ?.....23 F
  - 191 Santé : vers l'autonomie (1). Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Verts Allemands.....23 F
  - 195 Stop Essais : Campagne contre la reprise. La fin de la dissuasion la stimulation alibi. Le nucléaire civilitaire... Israël : Vanunu. Somport.....23 F
  - 196 Canal Rhin-Rhône : non à l'eau-toroute ! Autoroute Grenoble-Sisteron. Santé, vers l'autonomie (4). Irlande. Les armes ou la vie.....23 F
  - 197 La défense par actions civiles (1). La Hague. Grünen et non-violence. Essais nucléaires. Amiante. Salsigne. Ozone. ASI. Coface.....23 F
  - 198 Ni décharges, ni incinérateurs. Lobbys routiers européens. Défense par actions civiles (2). Méthanisation. Essais nucléaires.....23 F
  - 199-200 Ecologie, à gauche, à droite, ailleurs ? avec Anger, Archimbaud, Bégin, Clark, Cochet, Dierickx, Fernex, Galland, Galtié, Lalande, Lipietz, Mongeau, Parkin, Waechter. Turquie sanglante. Santé, vers l'autonomie (5).....35 F
  - 201 Marée noire sur les droits de la personne. Shell au Nigéria. Total en Birmanie. Monju. Loi de programmation militaire. Déficits Etat.....23 F
  - 202 Soyons Réseau-nables, la Maaform de Pantin, Primevère, L'Impatient, Cuisceur solaire.....23 F
  - 203 Sortir du nucléaire. Mythes du nucléaire. Sites dangereux, déchets, Tchernobyl. Economies d'énergie, énergies renouvelables.....23 F
- Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

## Je m'abonne :

- Particulier 12 n°.....220 F
- Dom-tom et étranger 12 n°.....270 F
- Institution 12 n°.....440 F
- Soutien 12 n°.....300 F et +
- Petit futé 24 n°.....380 F
- Groupés par 3 ex. 36 n°.....570 F
- Groupés par 5 ex 60 n°.....850 F
- Petit budget 12 n°.....190 F

## Je m'informe :

- Hors-série Silence
- Paris Dakar : Pas d'accord.....25 F
  - La menace climatique.....30 F
  - Radioactivité, les faibles doses.....30 F
  - Energies renouvelables.....30 F
  - Les métiers de l'écologie.....70 F
  - Du chômage à l'autonomie conviviale.....30 F
- Editions Silence
- Le soleil à votre table.....89 F
  - La liberté de circuler.....70 F
  - Nucléaire ? Non merci.....75 F
  - Le nucléaire détrôné.....30 F
  - Séphastoc, mon premier cuisceur.....36 F
  - Superphénix : le dossier.....30 F
  - Quelle écologie radicale ?.....70 F
  - Un cuisceur solaire facile à faire.....20 F
  - Construire une cuisinière solaire.....20 F

- Diffusion Silence
- Ed. Ecosystème (Montréal)
- Pour un pays sans amnée.....75 F
  - Pour que demain soit.....75 F
  - L'écophilosophie ou la sagesse de la nature.....75 F
  - Moi, ma santé.....75 F
  - L'écologie politique.....75 F
  - Entre Nous, rebâtir nos communautés.....98 F
  - Et si le Tiers-Monde s'autofinçait.....98 F
  - Deux roues, un avenir.....98 F
- Ed. Lucien Somy (Limoges)
- La dignité antinucléaire.....50 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?.....35 F
  - Pour une écologie de la liberté.....88 F
  - Ecologie et politique de l'anarchisme.....38 F
- Ed. Utopie (Laudes)
- La désobéissance civile.....36 F
  - Nous sommes peut-être frères.....36 F
- Ed. Alternatives (Paris)
- Le catalogue des ressources.....180 F
  - Ed. Courrier du livre (Paris).....90 F
  - Le salaire pour tous.....90 F
- Ed. Georg (Lansanne)
- Additifs alimentaires.....98 F
  - Gestion des déchets.....98 F
  - Les sols.....98 F
  - L'eau.....98 F
  - La radioactivité.....98 F
  - L'alimentation.....98 F
  - La diversité biologique.....98 F
  - L'air.....98 F
  - Le bruit.....98 F

## Frais de port :

- 1 ouvrage.....15 F
- 2 ouvrages.....28 F
- 3 ouvrages et plus.....40 F
- Je souhaite recevoir une présentation plus détaillée des ouvrages ci-dessus
- Je commande les anciens numéros suivants :

## Je règle un total de :

## Mes coordonnées :

NOM : .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal .....

Ville .....

Règlement à l'ordre de Silence,

# Question capitale

En 96, peut-on encore soutenir les initiatives  
protégeant notre environnement ?

Oui, avec la NEF,  
votre argent  
finance

- la protection de l'environnement,
- l'agriculture écologique,
- la création de petites entreprises,
- les innovations sociales et culturelles

Alors, souscrivez à son  
**capital !**

La Société Financière Coopérative de la NEF  
procède à l'augmentation de son capital  
(visa de la COB n° 95-320 du 1/08/95)

**NEF**  
société financière

Bulletin à retourner à la Société Financière de la NEF • 46, rue de la Burge  
03160 Bourbon l'Archambault • Tél. : 70 67 18 50

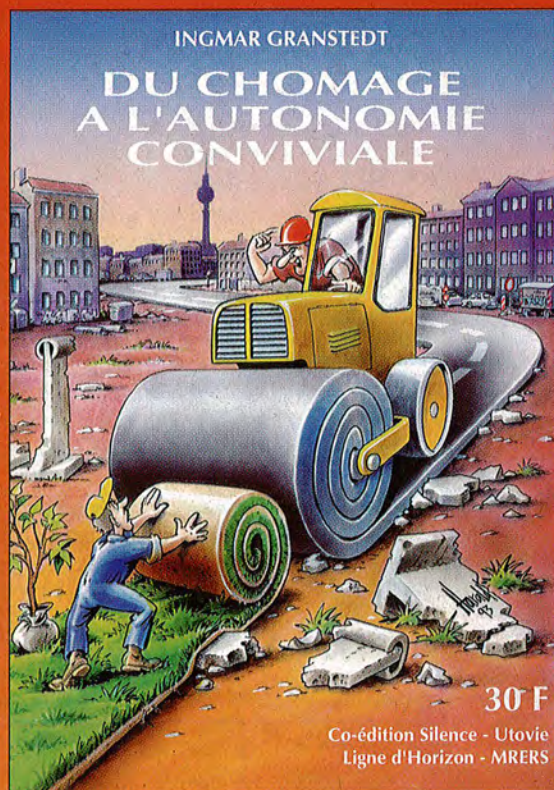
circulard Tél. : 72 73 85 92

Je souhaite recevoir sans frais la notice visée par la COB  
ainsi qu'une documentation sur l'activité de la NEF et les formules d'épargne.

M. - Mme - Melle .....  
Adresse .....  
Code Postal ..... Ville .....  
Tél. : .....

(Silence 05/ 96)

**Ras le bol  
de la pensée unique  
et de l'exclusion!**



A en croire nos dirigeants successifs,  
il n'est pas possible de faire autrement :  
**il faut consommer !**

En fait, consommer sert surtout à faire entrer de  
l'argent dans les caisses de l'Etat.

Si l'on réfléchit en s'intéressant à la  
qualité de vie des gens et non pas aux  
caisses du Ministère des finances,  
la diminution du temps nécessaire pour  
le travail est une bénédiction !  
**Profitons-en pour vivre autrement.**

Cette brochure vous propose  
des scénarios pour ne plus travailler  
que 32 h par semaine toute de suite,  
sans attendre une décision venue d'en  
haut, et 24 h demain avec une  
démarche plus collective.

**Bon de commande au dos.**